



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Schweizerischer Wissenschafts- und Technologierat
Conseil Suisse de la Science et de la Technologie
Consiglio Svizzero della Scienza e della Tecnologia
Swiss Science and Technology Council

Perspektiven für die Geistes- und Sozialwissenschaften in der Schweiz

Lehre
Forschung
Nachwuchs

Perspektiven für die Geistes- und Sozialwissenschaften in der Schweiz

Lehre
Forschung
Nachwuchs

Der Schweizerische Wissenschafts- und Technologierat dankt

Prof. Dr. Dominique Arlettaz, Vice-Recteur Enseignants et Enseignement,
Université de Lausanne

Prof. Dr. Anne-Claude Berthoud, Université de Lausanne, Präsidentin,
Schweizerische Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften

Prof. Dr. Roger Blum, Universität Bern

Dr. Rudolf Bolzern, Leiter Abteilung I, Geschäftsstelle Schweizerischer
Nationalfonds

Lic. phil. Noëmi Chappuis, Zentrum für Wissenschafts- und Technologiestudien

Dr. Yvan Droz, Université de Genève

Prof. Dr. Balz Engler, Universität Basel, Vizepräsident Schweizerische Akademie
der Geistes- und Sozialwissenschaften

Prof. Dr. Dario Libero Gamboni, Université de Genève

Dr. Nivardo Ischi, Generalsekretär, Schweizerische Universitätskonferenz

Prof. Dr. Hanspeter Kriesi, Universität Zürich

Prof. Dr. Georges Lüdi, Universität Basel

Dr. Daniel Marek, Stabsstellenleiter Prorektorat Lehre, Universität Zürich

Prof. Dr. Heini Murer, Prorektor Forschung, Universität Zürich

Dr. Ulrich Niederer, Direktor, Zentral- und Hochschulbibliothek Luzern,
Konferenz der Universitätsbibliotheken der Schweiz

Prof. Dr. Meinrad Perrez, Universität Freiburg, Präsident Abteilung I,
Schweizerischer Nationalfonds

Prof. Dr. Christian Simon, Zentrum für Wissenschafts- und Technologiestudien

Dr. Mathias Stauffacher, Generalsekretär, Rektorenkonferenz der Schweizer
Universitäten

Dr. Jeroen-Leo Verschragen, Programmdirektor, Gruppe Geistes- und
Sozialwissenschaften, Geschäftsstelle Deutsche Forschungsgemeinschaft

Prof. Dr. Marcel Weber, Universität Basel

Dr. Raymond Werlen, Secrétaire général adjoint, Rektorenkonferenz der
Schweizer Universitäten

Dr. Markus Zürcher, Generalsekretär, Schweizerische Akademie der Geistes- und
Sozialwissenschaften

Einleitung /37

Zielkonsens /37

Problemlage /38

Geistes- und Sozialwissenschaften in der Wissenschaftspolitik /39

Bedürfnisse der Geistes- und Sozialwissenschaften /45

Hilfe für überlaufene Fächer /49

Problemlage /49

Mögliche Massnahmen /51

Konkretisierungen /57

Perspektiven für unterkritische Fächer /59

Problemlage /59

Mögliche Massnahmen /60

Konkretisierungen /61

Chancen für AbsolventInnen – «Employability» /63

Problemlage /63

Mögliche Massnahmen /65

Konkretisierungen /68

Sicherung der Infrastrukturen für eine starke Forschung /71

Problemlage /71

Mögliche Massnahmen /74

Konkretisierungen /76

Stärkung der Grundlagenforschung /79

Problemlage /79

Mögliche Massnahmen /81

Konkretisierungen /85

Förderung des Doktorats /87

Problemlage /87

Mögliche Massnahmen /92

Konkretisierungen /97

Einführung geregelter Laufbahnen für Forschende /99

Problemlage /99

Mögliche Massnahmen /101

Konkretisierungen /102

Bibliographie /105

Abkürzungen /111

Impressum /114



Condensé du rapport sur les sciences humaines et sociales

Consensus sur les objectifs

Ces quinze dernières années, les sciences humaines et sociales ont été au centre d'un intense débat portant sur la politique de la science et de l'enseignement supérieur. Même s'il en est résulté l'intention de leur accorder une certaine priorité, elles continuent de souffrir d'une situation intenable, provenant de la pénurie de ressources budgétaires et des obstacles structurels. Cependant, il se dégage des études consacrées à leur situation un consensus aussi bien sur les domaines problématiques les plus importants que sur les approches qui permettraient de les régler¹. Les principaux objectifs ainsi cernés sont repris dans le présent document :

- / créer des conditions pour favoriser une formation liée à la recherche, et pour cela
- / assurer la qualité des enseignements ;
- / assurer la qualité de la recherche ;
- / encourager la relève.

¹ *Revitalizing Swiss Social Science. Evaluation Report.* Report to the Swiss Science Council by the International Panel of Experts looking into the situation of the social sciences in Switzerland, Berne, SSC, 1993 (FOP 13/1993); Lévy, René, et al., *La situation du corps intermédiaire dans les hautes écoles suisses*, étude mandatée par la Conférence Universitaire Suisse, le Fonds National de la Recherche Scientifique et le Conseil Suisse de la Science, Berne, 1997 (FS 14/1997); Conseil suisse de la science, *Évaluation de la recherche en sciences humaines en Suisse. Rapport final : résultats et recommandations du Conseil suisse de la science*, Berne, 1998 (FOP 50a/1998); Conseil suisse de la science et de la technologie, *Encouragement de la relève universitaire dans les hautes écoles suisses. Recommandations du Conseil suisse de la science et de la technologie*, Berne, 2001 (doc. CSST 1/2001); *Comment promouvoir les sciences humaines et sociales? Rapport final du groupe de travail mandaté par le Groupement de la science et de la recherche*, Office fédéral de l'éducation et de la science, Berne, 2002 (OFES 2002/2f); Conseil suisse de la science et de la technologie, *Évaluation des sciences de la communication et des médias en Suisse, rapport des experts et avis du CSST*, novembre 2004.

Les sciences humaines et sociales doivent bien entendu disposer des mêmes ressources humaines et financières que les autres sciences, et non plus en être les parents pauvres. Il ne faut plus se rabattre sur des crédits temporaires, attribués sur concours, pour compenser une dotation de base insuffisante.

Les postulats formulés dans le présent document abordent les points suivants :

- / taux d'encadrement ;
- / « petites disciplines » ;
- / « employabilité » ;
- / infrastructure indispensable pour une recherche forte ;
- / consolidation de la recherche fondamentale ;
- / promotion du doctorat ;
- / carrières structurées des chercheurs.

Ils s'inscrivent dans le droit fil des efforts déployés ces dernières années pour créer les conditions indispensables pour les sciences humaines et sociales qui leur permettent de travailler sur un pied d'égalité avec toutes les autres sciences.

/10

Les données du problème

Les effectifs étudiantEs se sont considérablement accrus au cours des dernières décennies, mais le personnel enseignant n'a pas progressé dans la même mesure dans les universités. En sciences humaines et sociales, un sixième de l'ensemble du personnel enseignant des hautes écoles suisses forme 40 % de l'ensemble des étudiantEs (en filières de licence, diplôme, bachelor ou mastère). Les taux d'encadrement sont devenus intenable dans certaines disciplines ; non seulement ils compromettent la qualité de l'enseignement, mais ils ne laissent plus guère de temps à la recherche. Faute de ressources disponibles à long terme, il n'a pas été possible de créer les nouvelles chaires nécessaires et d'étoffer le corps intermédiaire dans la mesure voulue. Le problème des taux d'encadrement n'est donc toujours pas réglé.

Préserver la compétitivité internationale des sciences humaines et sociales est un objectif de premier ordre sur le plan de la politique de la science. C'est ce que soulignent diverses évaluations, qui détectent (à partir d'une perspective externe) une visibilité internationale insuffisante de la recherche suisse dans diverses disciplines des sciences humaines et sociales. De la sorte, des mesures et de nouvelles structures de développement de la dimension internationale et de mise en réseaux ont été proposées, dans le but de garantir la qualité et la visibilité de la recherche en sciences humaines et sociales et de l'insérer de façon optimale dans les structures internationales de la science.

Les jeunes chercheurs sont à l'origine d'une grande partie des découvertes scientifiques, et représentent en outre les ressources humaines de demain pour chaque discipline. Mais dans toutes, le chemin est long et dur depuis les premiers diplômes (licence, diplôme, bachelor, master) jusqu'à la chaire professorale, en passant par le doctorat. Il est donc essentiel de favoriser l'encouragement de la relève en créant les conditions permettant aux jeunes chercheurs de terminer rapidement leur thèse et en leur ouvrant des perspectives pour leur carrière scientifique ultérieure.

Ni crise ni manque de diagnostic, mais blocage

L'impression générale du CSST est celle d'un blocage. Il ne faut pas recourir à une rhétorique indifférenciée de crise², et il ne s'agit pas non plus de chercher un diagnostic ou une thérapie. De nombreuses approches ont été effleurées ou annoncées, mais (pour l'instant) on ne voit pas encore de résultats. Certains problèmes aigus ont été, par ailleurs, clairement identifiés sans qu'une solution ne soit en vue par manque d'idée directrice ou – le plus souvent – du fait que les finances publiques ne permettent pas la réalisation d'une solution effective. On pourrait bien sûr envisager une réduction du système universitaire ou une réduction du nombre de places offertes aux étudiantEs dans les sciences concernées, par exemple en restreignant l'accès et en instaurant un concours éliminatoire en début de filière ; mais ce type de mesures refléterait un projet de société allant dans la mauvaise direction, compte tenu des défis auxquels nous confronte la société du savoir, et sachant que la Suisse se situe encore en dessous de la moyenne de l'OCDE pour le taux de personnes disposant d'une formation supérieure³.

/11

Principales propositions

Le présent document reprend les thèmes de l'enseignement, de la recherche et de l'encouragement de la relève. Il ne s'agit pourtant pas d'un panorama complet. Le CSST s'efforce plutôt de dégager des problèmes urgents, dont certains n'ont encore pas reçu suffisamment d'attention. Il se propose surtout de soumettre des pistes de solution à la discussion. Il se concentre ici sur les sciences humaines et sociales, excluant largement le droit et les sciences économiques⁴.

Ce n'est pas toujours à la Confédération que s'adressent ces postulats : les personnes et les instances concernées peuvent souvent explorer par elles-mêmes des voies alternatives avant de demander des ressources fédérales supplémentaires, de nouveaux instruments de la politique de la science, ou une modification des pratiques existantes en la matière.

Le Conseil suisse de la science et de la technologie soumet à la discussion les propositions suivantes :

1. Taux d'encadrement : il faut poursuivre systématiquement l'amélioration des taux d'encadrement par la création de chaires et de postes dans le corps intermédiaire supérieur, ce qui garantira un développement ciblé, coordonné et durable. Cela nécessite le maintien des subventions fédérales de base affectées. Dans les universités, il pourrait être judicieux de jouer sur la création de départements et l'affectation du corps intermédiaire supérieur pour redistribuer les ressources et potentialiser les synergies. Les sociétés spécialisées assureront, avec l'appui des direc-

2 [Deutscher] Wissenschaftsrat 2006, 5, 11 : « La situation décrite en sciences humaines ne saurait être interprétée comme une crise, dans la mesure où la recherche et la formation y ont crû et s'y développent dans des directions opposées » (traduit de l'allemand).

3 En 2003, 21,6 % de la population totale du groupe d'âge correspondant possédait un diplôme universitaire de type A en Suisse. Les années précédentes, cette proportion était même inférieure de 2 ou 3 % (le niveau ISCED 5A englobe les universités cantonales, les EPF, les hautes écoles pédagogiques et les hautes écoles spécialisées). La moyenne de l'OCDE était de 32,2 %. Cette proportion était de 19,5 % en Allemagne, de 26,7 % en France, de 38,2 % au Royaume-Uni et de 48,7 % en Finlande. OECD, *Education at a Glance – OECD Indicators 2005*, OECD, Paris, 2005, 46 s., www.oecd.org/edu/eag2005.

4 Sont ici considérées comme sciences humaines et sociales les catégories 1.2 (langues et littérature), 1.3 (sciences historiques et culture) et 1.4 (sciences sociales) du Système d'information universitaire suisse (SIUS).

tions des hautes écoles, la coordination entre les représentants des disciplines respectives des universités, et mettront en place lorsqu'il n'en existe pas encore des plates-formes afin d'améliorer la situation dans les disciplines particulièrement affectées. L'organe réunissant les directions des hautes écoles, prévu dans le futur « paysage des hautes écoles », interviendra là où la coordination entre les disciplines touche à ses limites. Les bailleurs de fonds (au niveau des lois et ordonnances) veilleront mieux à ce que la répartition des ressources entre les universités ne favorise pas des effets pervers, en récompensant le gonflement des effectifs étudiantEs quel que soit le taux d'encadrement. Les ressources doivent aller aux enseignements de qualité.

/12

2. « Petites disciplines » : dans chaque discipline, les sociétés spécialisées formeront, là où il n'en existe pas encore, des conseils – composés de représentants des disciplines – responsables de la coordination interuniversitaire, au besoin avec l'appui des rectorats. Cela veut dire que les universités et les autorités de tutelle entendront le conseil de coordination concerné avant de prendre des décisions affectant les « petites disciplines » (fermeture d'un site ou fusion avec d'autres disciplines). Lorsque aucune solution ne se dessine, une instance supérieure devra intervenir. La Confédération encouragera dans les mandats de prestation adressés aux académies la création et la poursuite des travaux de ces conseils de coordination des « petites disciplines ». Elle étudiera la possibilité de prendre d'autres mesures encourageant spécifiquement la mobilité des enseignantEs et des étudiantEs de ces disciplines. Les universités et les autorités de tutelle réuniront, lorsque cela se justifie, les « petites disciplines » de plusieurs universités pour former des centres d'enseignement et de recherche. En cas d'intégration de ces disciplines en des entités plus grandes d'enseignement et de recherche au sein d'une université, les rectorats et les autorités de tutelle des universités concernées faciliteront la fusion au niveau institutionnel, par exemple par une judicieuse création de départements.

3. Employabilité : les universités doivent intensifier et systématiser l'offre de consultation en matière d'études et d'orientation professionnelle en créant des « Career Centers » offrant des possibilités de se préparer à la vie professionnelle, en parallèle aux études. Dans la conception des filières dites de Bologne, il conviendra de s'abstenir d'une orientation professionnelle dans le sens étroit dans la plupart des disciplines universitaires. En revanche, il faudra veiller à ce que :

- / les conditions soient réunies pour que les étudiantEs puissent acquérir parallèlement à leurs études une expérience professionnelle, de plus en plus aussi sur un niveau international ;
- / les étudiantEs se rendent compte de l'importance d'acquérir une expérience professionnelle et de constituer des réseaux de contacts privés ;
- / les compétences générales acquises accessoirement par les études en sciences humaines et sociales soient consciemment développées.

Il conviendra d'une façon générale de faciliter les passerelles vers les hautes écoles spécialisées, de sorte que les étudiantEs se découvrant un goût pour la formation professionnelle puissent les emprunter sans perte de temps.

4. Infrastructure indispensable pour une recherche solide : la Confédération, les cantons et les universités assoiront sur une base solide les bibliothèques scientifiques, qui en tant que fonds et institutions mettant à la disposition des chercheurs la littérature de recherche existante, constituent l'un des fondements les plus im-

portants d'une recherche de haute qualité. Ce qui implique un engagement à long terme, à la mesure de l'importance de ces fonctions, pour chaque type d'activité scientifique. Les étudiantEs doivent aussi pouvoir emprunter à un prix modéré tous les livres et documents dont ils ont besoin, car cela favorise la formation par la recherche. La Confédération tiendra compte, en ce qui concerne les ressources destinées à l'encouragement de la recherche, du fait qu'également pour les sciences humaines et sociales, les crédits d'infrastructure doivent être à la mesure des crédits de recherche disponibles ; elle n'oubliera pas non plus dans ce contexte le besoin de rattrapage apparu au niveau des principales infrastructures du fait de la croissance engendrée surtout par les programmes et projets de recherche.

5. Renforcement de la recherche fondamentale : la Confédération tiendra compte dans le mandat de prestation du Fonds national suisse de la recherche scientifique qu'une importance accrue à l'encouragement de la recherche fondamentale par rapport aux autres crédits de recherche est demandée, et qu'il convient d'accorder une croissance appropriée aux sciences humaines et sociales, en particulier à la Division I du FNS. Les universités accorderont plus fréquemment des congés sabbatiques de recherche aux enseignants (notamment en compensation de la surcharge d'enseignement). Les universités et les autorités de tutelle veilleront à la dimension internationale dans les nominations, et concevront des programmes visant à intensifier les activités internationales du corps enseignant (fonctions de direction dans des sociétés et des comités scientifiques internationaux, postes de direction dans des revues de renom international, grands congrès internationaux, etc.) et à rendre plus fructueuses encore cette dimension pour les jeunes scientifiques. Les académies concevront un dispositif de soutien flexible et léger aux réseaux internationaux, tenant compte de leurs besoins de communication. Les chercheurs intéressés prépareront un modèle de Centre de recherche en sciences humaines et sociales favorisant des projets de recherche à rayonnement international ainsi que la coopération interdisciplinaire. Les universités concevront un système public et transparent d'évaluation de la recherche permettant, à des fins de monitoring, d'évaluer la recherche suisse en sciences humaines et sociales en comparaison internationale et régionale par rapport au niveau international et national, et contribuant ainsi au bon fonctionnement d'un système de compétitivité.

/13

6. Promotion du doctorat : les universités identifieront dans les filières BA et MA les étudiantEs particulièrement douéEs présentant une aptitude spécifique pour la recherche et les encourageront à se consacrer à une thèse. Elles mettront en place des filières MA axées sur la recherche, à l'intention des doctorantEs potentiellEs. Elles veilleront à la compatibilité de la formation des doctorantEs à la recherche, de façon à permettre la mobilité des doctorantEs entre universités ; tout en reconnaissant le problème de l'intégration des docteurs dans le marché du travail, elles ne perdront pas de vue que, du point de vue de la politique de la recherche, il est primordial que les thèses présentent un haut niveau qualitatif et que les doctorantEs commencent dès que possible à publier dans des revues scientifiques. Le FNS appliquera généreusement les bourses de doctorat de trois ans octroyées dans le cadre du programme Pro*Docs, et accordera des prorogations jusqu'au moins quatre ans en sciences humaines et sociales. Les filières de doctorat seront aussi soumises à un contrôle systématique de qualité. Les sociétés spécialisées et autres organismes similaires s'efforceront de mieux faire percevoir la valeur du doctorat pour la société du savoir. L'encadrement des candidatEs par une équipe de directeurs et de direct-

rices de thèse est plus prometteur que celui par le binôme traditionnel « patron »-doctorantE.

7. Carrières structurées des chercheurs : les universités respecteront le principe de la « tenure track », comme cela avait été proposé par le Conseil suisse de la science et de la technologie, de façon à rendre possible une planification rationnelle de la carrière. Dans ce contexte, elles appliqueront les normes de la Charte européenne du chercheur. Elles étofferont leur corps intermédiaire supérieur. Elles réfléchiront avec les entreprises à créer des conditions permettant à certains scientifiques de contribuer à la réussite de l'université par leurs activités de recherche et d'enseignement, sans avoir à pourvoir intégralement à leurs besoins sur les crédits de recherche ou le budget de l'université.

Les sciences humaines dans le contexte de la politique de la science

/14 Les sciences humaines sont objet de la politique de la science depuis que la Suisse possède une telle politique. On avait en particulier veillé, au moment de la création du Fonds national (1952), à prévoir à leur intention un soutien jugé approprié selon les conceptions de l'époque⁵. Lorsque la Confédération a commencé à s'associer au financement des universités cantonales, les sciences humaines ont bénéficié de la création de postes d'assistantEs et de la multiplication de chaires, depuis la période de haute conjoncture de la fin des années 1960 jusqu'au repli du premier tiers des années 1970. Ce besoin d'un personnel accru se fondait sur l'essor des effectifs étudiantEs constaté en particulier depuis la fin des années 1950, qui appelait des transformations et des réformes structurelles profondes, et s'était parfois aussi traduit par une différenciation des disciplines. Deux organes de conseil et de conception avaient alors été créés pour préparer les nouveaux modèles correspondants : le Conseil suisse de la science (1965) et la Conférence universitaire suisse (1969). L'encouragement de la relève universitaire, lui-même impulsé par le besoin de relève qualifiée dans le secteur privé, était apparu comme une nécessité économique et politique, et avait été défini comme une mission de haut intérêt public. Le rapport Labhardt (1964) recommandait ainsi un accroissement considérable des postes d'assistantEs. Les assistantEs devaient en effet assurer la relève des enseignants universitaires, les décharger – ce qui permettait de fournir une formation appropriée à un nombre croissant d'étudiantEs – tout en participant à la recherche. Jusqu'à l'après-guerre, les jeunes universitaires suisses se recrutaient d'habitude parmi les universitaires engagés dans une activité professionnelle en sciences humaines. L'exercice d'une telle charge professionnelle rendait difficile l'activité scientifique⁶.

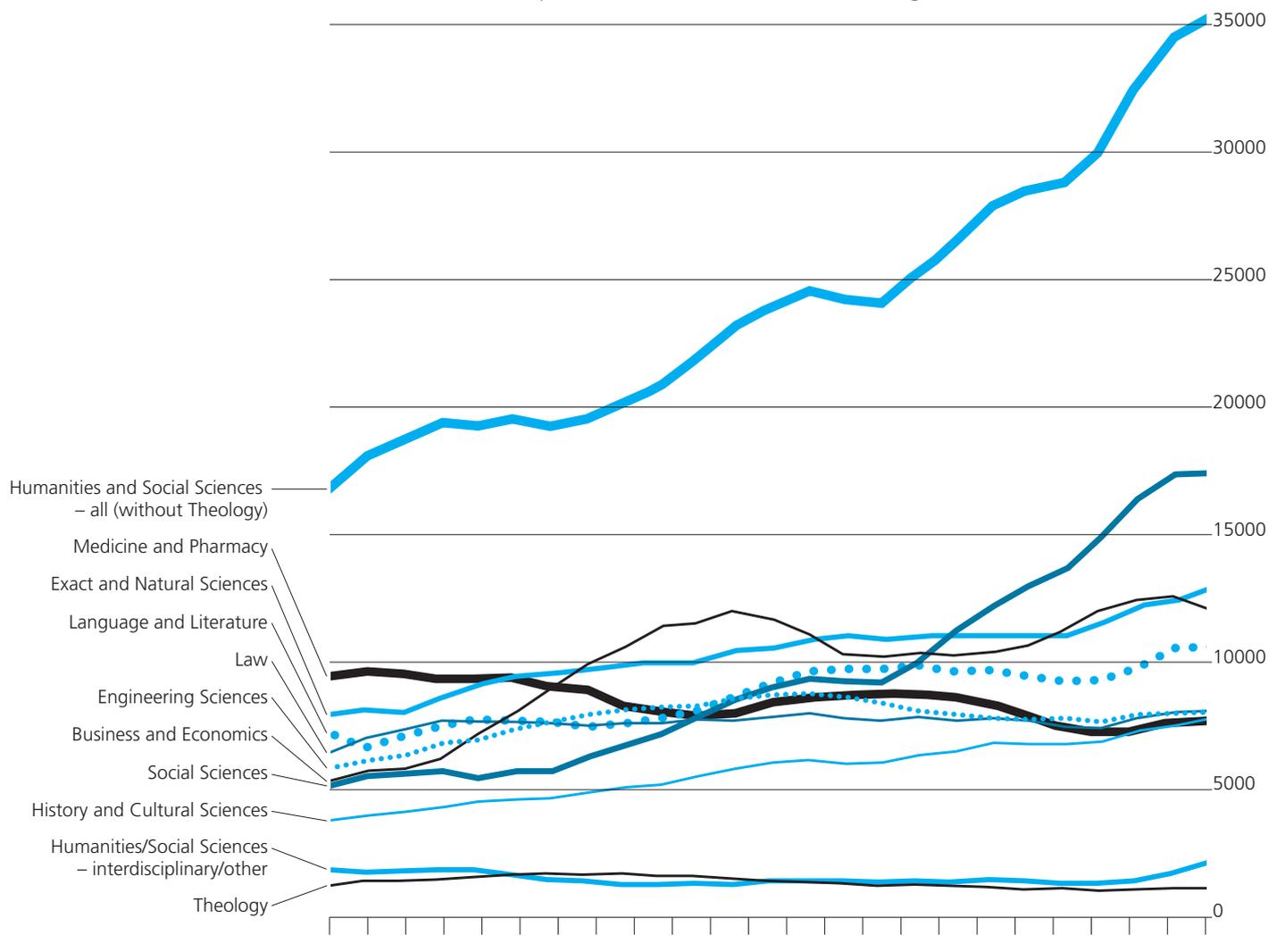
Depuis, les sciences humaines n'ont plus guère pu profiter des mesures de la politique de la science. Un certain nombre d'équipes de recherche ont été cependant financées à l'occasion de la création des programmes nationaux de recherche

5 Fleury, Antoine; Joye, Frédéric, *Die Anfänge der Forschungspolitik in der Schweiz. Gründungsgeschichte des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung 1934–1952*, Baden, 2002; Benninghoff, Martin; Leresche, Jean-Philippe, *La recherche affaire d'État. Enjeux et luttes d'une politique fédérale des sciences*, Lausanne, 2003.

6 *Hochschulgeschichte Berns 1528-1984*, hrsg. im Auftrag des Regierungsrates des Kantons Bern von der Kommission für bernische Hochschulgeschichte Bern 1984, 94 s. et 576 s.; *Bericht der eidgenössischen Expertenkommission für Fragen der Hochschulförderung*, hrsg. Eidgenössisches Departement des Innern, Bern 1964 (*rapport Labhardt*), 13 s.

Fig.1 – Students 1980-2004

in the Licentiate, Diploma, Bachelors, and Masters Programmes



Données OFS, graphique CEST⁷

Les effectifs étudiantEs ont à peu près doublé entre 1980 et 2004 en sciences humaines et sociales⁸. Ils sont passés d'un peu moins de 17'000 à un peu plus de 35'000 étudiantEs dans les cursus licence, diplôme, bachelor ou mastère (ce qui exclut les doctorantEs, les étudiantEs en cycle postgrade et les étudiantEs en dehors des filières normales). La part la plus importante de cette augmentation est imputable à la branche des sciences sociales : le nombre de étudiantEs y a plus que triplé au cours de cette même période, l'accroissement ayant été particulièrement marqué au cours des années 1990. Le nombre de étudiantEs en sciences historiques et culture a à peu près doublé, celui de étudiantEs de langues et littérature n'a que légèrement progressé.

Hormis en médecine et pharmacie, les effectifs étudiantEs ont aussi crû dans les autres branches, mais moins rapidement. Les sciences économiques présentent une progression encore plus dynamique que celle des sciences humaines et sociales, mais se sont stabilisées au cours des années 1990, alors que le taux de croissance reste élevé en sciences humaines et sociales.

7 Catégories SIUS. Dans ce tableau, la catégorie « Sciences humaines et sociales » a été délibérément restreinte aux langues et littérature (1.2), aux sciences historiques et culture (1.3), aux sciences sociales (1.4) et aux sciences humaines et sociales pluridisciplinaires et autres (1.5). La théologie (1.1) figure à part. Le catalogue complet avec ventilation des catégories est consultable à l'adresse suivante : http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/infothek/nomenklaturen/blank/blank/faecherkatalog_hs/02.ContentPar.0001.DownloadFile.tmp/faecher_uh_df.pdf.

8 Voir note précédente.

(notamment le PNR 21, Pluralisme culturel et identité nationale) ; les sciences humaines ne bénéficient cependant pas de la recherche orientée dans la même mesure que d'autres sciences (dont les sciences sociales). L'accroissement massif des effectifs étudiantEs les pénalise sensiblement de sorte que la recherche, en particulier fondamentale, est sérieusement menacée dans leur domaine.

Encouragement des sciences sociales et forte demande étudiante

/16

Les *sciences sociales*⁹ sont restées longtemps à l'ombre des sciences considérées traditionnellement comme le canon classique des études universitaires. La sociologie, par exemple, s'est institutionnalisée en Suisse avec un grand retard par rapport au développement international. L'Allemagne a créé ainsi des chaires de sociologie dès la fin de la Première Guerre mondiale alors qu'il n'y en avait toujours qu'une (à Berne) en Suisse alémanique en 1955. Les sciences sociales souffraient en Suisse d'une acceptance moindre par rapport à d'autres pays¹⁰. Elles n'ont pas toutes profité de la même façon de l'essor des universités des années 1970 : jusqu'à tout récemment, il n'y avait, par exemple, qu'une seule chaire en sociologie à Bâle. Dans le même temps, la croissance des effectifs étudiantEs a submergé les sciences sociales.

Depuis les années 80, les sciences sociales ont bénéficié cependant des possibilités offertes par les programmes nationaux de recherche orientée (PNR). De nombreux programmes de recherche touchant à la formation, à la politique, à la politique sociale, mais aussi à l'environnement et à l'économie, avaient au moins des composantes thématiques relevant des sciences sociales¹¹.

Évaluation des sciences sociales

Les sciences sociales (sociologie, sciences de l'éducation, sciences politiques et psychologie) ont formé à la fin des années 1980 une alliance, en réponse à cette situation, pour infléchir ensemble la politique de la science. Ce qui s'est traduit concrètement par une proposition d'évaluation du statu quo et des perspectives de développement de ces quatre disciplines. L'évaluation a été effectuée en 1990-1991 par le Conseil suisse de la science, qui en a chargé une équipe internationale d'experts. Dans son rapport (*Revitalizing Swiss Social Science*), on constatait

9 La présente étude s'appuie principalement sur des exemples tirés des sciences des médias, des sciences politiques et de la sociologie. Le droit et la science économique en ont été exclus.

10 « La politique suisse de la science a négligé le développement des sciences sociales. [...] Le discours et l'action politiques n'ont pas valorisé la place et l'image des sciences sociales ni favorisé leur visibilité en regard des sciences naturelles sur lesquelles s'est porté l'essentiel de l'effort d'encouragement (symbolique et financier) au cours des trente dernières années. » Représentants des sociétés suisses de psychologie, recherche en éducation, sciences politiques et sociologie, *Enquête sur la situation de la recherche en sciences sociales en Suisse. Évaluation de la situation et propositions*, Berne, CSS, 1992 (FOP 6/1992), 2. Le même document aborde déjà les conséquences de « l'augmentation, spectaculaire dans plusieurs cas, de la demande de formation que les étudiants adressent aux sciences sociales dans les universités » : « elle surcharge les instituts des sciences sociales et notamment les professeurs », *ibid.* 2 s.

11 Le PNR 3 Problèmes d'intégration sociale en Suisse. (CHF 5'900'000, clos en 1982) a été le premier programme PNR surtout centré sur les sciences sociales. Quelques autres exemples : PNR 6 Les processus de décision dans la démocratie suisse (CHF 5'500'000, clos en 1987), PNR 10 Éducation et vie active (CHF 8'000'000, clos en 1986), PNR 27 Les effets des mesures étatiques (CHF 5'000'000, clos en 1997), PNR 32 Vieillesse (CHF 12'000'000, clos en 1999), PNR 51 Intégration et exclusion (CHF 12'000'000, en cours), PNR 52 L'enfance, la jeunesse et les relations entre générations dans une société en mutation (CHF 12'000'000, en cours). Voir listes au Fonds national (http://www.snf.ch/fr/rep/nat/nat_nrp.asp) et au Secrétariat d'État à la science et à la recherche (<http://www.sbf.admin.ch/html/services/formulaire/nfp/nfp-liste.pdf>).

que les sciences sociales ne jouissaient pas en Suisse du statut qu'elles ont dans d'autres pays d'Europe. Les problèmes désignés comme les plus urgents en étaient l'absence d'une stratégie scientifique et d'un financement de la recherche, le manque de perspectives offertes aux jeunes chercheurs, le gonflement des effectifs étudiantEs sans croissance parallèle des ressources. Les experts proposaient aussi des mesures concrètes, dont la création de deux écoles doctorales et d'un « *Institute for Advanced Studies in the Social Sciences* », ainsi que d'un Conseil de politique scientifique pour les sciences sociales¹².

Seules quelques-unes de ces recommandations ont été mises en pratique. Un Conseil de politique scientifique pour les sciences sociales (CPS) a bien été créé en 1993 au sein de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales (ASSHS). L'adoption du programme prioritaire de recherche (PPR) «Zukunft Schweiz – Demain la Suisse» en 1996 a aussi permis de réaliser une autre de ces recommandations¹³. Limité à huit ans, ce Programme prioritaire a été financé par 45 millions de francs par la Confédération. Les activités du programme concernaient trois domaines : des projets de recherche, l'encouragement de la relève et la collecte de données de base sur l'évolution de la société suisse. Des éléments d'infrastructure spécifiques de recherche ont été dans la suite créés pour assurer la continuité des relevés, comme le Panel suisse de ménages (PSM) et les enquêtes effectuées dans le cadre des Études électorales suisses (SELECTS). En encourageant à la fois des projets de recherche et des structures, le programme a réuni des conditions propices pour que les sciences sociales suisses comblerent leur retard par rapport à la recherche internationale. Mais on ne saurait pourtant affirmer que le PPR « Demain la Suisse » ait eu les effets structurels escomptés au niveau des universités, ni qu'il ait renforcé la présence internationale d'une recherche sociale suisse de très haut niveau. Avec l'achèvement du PPR on a soulevé la question de l'avenir des structures ainsi créées en recherche appliquée (PSM, SELECTS). La Maison des sciences sociales ForS que promeut l'ASSHS vise à préserver les structures issues du PPR « Demain la Suisse » et à les combiner avec d'autres structures. ForS doit notamment réunir SIDOS, SELECTS, l'Année politique suisse, le Panel suisse des ménages et le Rapport social¹⁴.

On peut craindre plus que jamais les effets néfastes d'un afflux d'étudiantEs souhaitable en soi, mais qui sollicite à l'extrême les ressources. Cela vaut en particulier pour la psychologie, en essor très rapide, les sciences politiques et les sciences des médias. De nouvelles évaluations, comme celle que le CSST a effectuée au sujet des sciences des médias¹⁵, soulignent bien ce danger d'érosion de la qualité de l'enseignement comme de la recherche, particulièrement en ce qui concerne la recherche fondamentale qui doit être compétitive sur un plan international. Le « Conseil de l'avenir » créé par des universitaires des sciences des médias est toutefois un organe exemplaire de réflexion, de coopération et de conception d'une politique scientifique. Mais on a l'impression que le développement des sciences sociales touche à une limite : les universités ne se montrent pas disposées à

12 *Revitalizing Swiss Social Science. Evaluation Report*. Report to the Swiss Science Council by International Panel of Experts looking into the situation of the social sciences in Switzerland, Berne, SSC, 1993 (FOP 13/1993); représentants des sociétés suisses de psychologie, recherche en éducation, sciences politiques, *Enquête sur la situation de la recherche en sciences sociales en Suisse. Évaluation de la situation et propositions*, Berne, CSS, 1992 (FOP 6/1992).

13 http://www.swiss-science.org/_sppzch/. Ce programme s'est terminé en 2004.

14 Les rapports sur ForS sont consultables à l'adresse suivante : <http://www.sagw.ch/dt/Portrait/Planung.asp>.

15 Évaluation des sciences de la communication et des médias en Suisse effectuée par le Conseil suisse de la science et de la technologie : Gysin, Nicole et al., *Selbstevaluationsbericht*, Société suisse des sciences de la communication et des médias, mars 2004; Conseil suisse de la science et de la technologie, *Évaluation des sciences de la communication et des médias en Suisse. Rapport des experts et avis du CSST*, novembre 2004.

leur accorder la priorité qu'appelleraient leurs besoins et l'intérêt des étudiantEs, le nombre du personnel enseignant est insuffisant, et elles comptent trop peu de professeurs ayant un renom international; la surcharge d'enseignement restreint énormément les activités de recherche, qui se limitent peut-être trop à une perspective suisse et à des contenus centrés sur le pays. L'élan pris dans les années 1990 pourrait bien se perdre.

Évaluation des sciences humaines

Les *sciences humaines* ont été évaluées entre 1994 et 1997, là encore par le Conseil suisse de la science, selon le modèle des sciences sociales (dont le PPR avait garanti le succès à moyen terme)¹⁶. Le rapport final (résultats et recommandations) a été publié au début de l'année 1998. L'année suivante, le Conseil suisse de la science d'alors a lancé une enquête de suivi auprès de 700 représentants des sciences humaines ainsi que de sociétés spécialisées sur la situation dans les disciplines mentionnées et les changements intervenus depuis l'évaluation¹⁷.

/18

Les experts ont jugé la qualité de la recherche suisse en sciences humaines bien que variable, satisfaisante dans son ensemble, avec des résultats « de tout premier ordre » dans certains domaines¹⁸. Mais sans mesures de revitalisation structurelle, on serait en droit de craindre une baisse rapide de la qualité, ont-ils estimé, ajoutant que l'organisation de la recherche et la formation des jeunes scientifiques sont en retard en comparaison internationale.

Les experts ont recommandé de réorienter la recherche suisse en sciences humaines vers les sciences de la culture et de la recentrer sur des questions mieux en prise sur l'actualité. Le sondage subséquent mené en 2000 montre que ces suggestions ont été reprises dans certaines disciplines, mais aussi remises en question.

Les experts de l'évaluation de 1997 avaient par ailleurs observé l'éparpillement des chercheurs en Suisse ; les efforts étaient encore insuffisants en ce qui concerne la coopération au sein des universités et entre elles. L'enquête de suivi avait fait ressortir un déficit de coopération au sein des universités, même si des progrès étaient observables dans la coopération entre établissements, surtout en Suisse romande (par exemple dans le domaine des programmes d'études doctorales). Les outils qu'offrent les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont notablement amélioré la communication internationale dans la recherche.

L'évaluation avait aussi fait ressortir un net contraste entre quelques experts « modernistes », issus du monde anglo-saxon atlantique, et la majorité des titulaires de chaires suisses s'inscrivant dans la précieuse tradition allemande née avant les réfor-

16 Evaluation GEWI: Conseil suisse de la science, *Évaluation de la recherche en sciences humaines en Suisse. La recherche suisse en sciences humaines: Qualités, contraintes et perspectives d'avenir. Rapport rédigé par la commission internationale d'experts*, Berne, 1997 (FOP 41/1997); Schweizerischer Wissenschaftsrat, *Evaluation der geisteswissenschaftlichen Forschung in der Schweiz. Zusammenfassender Bericht der Schlusskonferenz vom 15. Februar 1997 in Bern*, Bern, 1997 (FOP 42/1997); Conseil suisse de la science, *Évaluation de la recherche en sciences humaines en Suisse. Rapport final : résultats et recommandations du Conseil suisse de la science*, Berne, 1998 (FOP 50a/1998) et synthèse (FOP 53/1998).

17 Stücheli, Peter, *'Kulturwissenschaften' in der Schweiz? Erkundigungen zur Situation der Geisteswissenschaften und der Theologie im Jahr 2000*, Berne, 2000 (CEST 2000/1).

18 Conseil suisse de la science, *Évaluation de la recherche en sciences humaines en Suisse. La recherche suisse en sciences humaines: Qualités, contraintes et perspectives d'avenir. Rapport rédigé par la commission internationale d'experts*, Berne, 1997 (FOP 41/1997).

mes universitaires entreprises autour de l'année 1970 dans les pays voisins, et qui, en partie, fournissent sur cette base un travail scientifique de tout premier ordre.

Mais l'évaluation avait aussi suggéré d'intéressantes idées en ce qui concerne la relève, l'importance des réseaux nationaux et internationaux et celle des rapports de la recherche (mais aussi de l'enseignement) avec la société de sa région. Le débat avait abordé les effets pervers de la stricte structuration en chaires et instituts courante dans les universités de Suisse alémanique, alors que la départementalisation semblait donner de bons résultats ailleurs¹⁹.

Il s'avérait également que la politique de la science fondée sur l'encouragement de la recherche orientée passait en partie à côté des besoins des sciences humaines. Les sciences humaines et sociales avaient beau figurer dans le discours officiel de la Confédération (Objectifs de la politique de la recherche de la Confédération après l'an 2000 et Messages FRT 2000-2003 et 2004-2007, par exemple)²⁰ comme des secteurs à encourager en principe en priorité, rien n'a semblé se faire pendant longtemps.

Les espoirs d'accroissement des crédits de la Confédération que nourrissaient de petites disciplines comme les études africaines, les études asiatiques ou les études islamiques, ont fini par tourner à la frustration. À l'issue des débats menés à la fin des années 1990, les programmes prioritaires de recherche (PPR) ont été remplacés par les pôles de recherche nationaux (PRN) ; ces derniers prévoyaient une forte approche bottom up (absence de thématique prescrite à la mise au concours, constitution d'équipes de programmes émanant des universités), et on pouvait espérer que c'était peut-être enfin l'encouragement des sciences humaines et sociales promis. Mais en 2001, le résultat des premières mises au concours du FNS a bien montré qu'il n'en était rien : pas un seul pôle de recherche dans ces sciences pourtant déclarées prioritaires !

Elles ont en même temps dû répondre aux attentes nouvelles de « accountability », de concurrence, d'évaluation des performances et de notation. Dans les catégories *social sciences* et *arts and humanities*, la Suisse tirait plutôt mal son épingle du jeu à en croire une comparaison fondée sur les banques de données SSCI et A&HCI de Thomson Scientific²¹ (et cela même par rapport à des pays n'appartenant pas à la zone anglo-saxonne). Manifestement, on ne disposait pas des « instruments » permettant d'évaluer à sa juste mesure le travail des sciences humaines et sociales²².

19 Voir note 16.

20 Objectifs de la politique de la Confédération en matière de recherche après l'an 2000 du 22 octobre 1997 (Feuille fédérale 1997, Bd. 4, 1353–1377, Affaire 97.079); *Message sur l'encouragement de la formation, de la recherche et de la technologie pendant les années 2000 à 2003* du 25 novembre 1998 [message FRT 2000-2003]; *Message sur l'encouragement de la formation, de la recherche et de la technologie pendant les années 2004–2007* du 29 novembre 2002 [message FRT 2004-2007].

21 <http://www.isinet.com/>.

22 *Welche Qualität in den Sozialwissenschaften?* Tagung des Wissenschaftspolitischen Rates für die Sozialwissenschaften, des Schwerpunktprogramms «Zukunft Schweiz», der Schweizerischen Evaluationsgesellschaft SEVAL und der Schweizerischen Akademie für Geistes- und Sozialwissenschaften, SAGW, Bern, 2001.

Besoins des sciences humaines et sociales

Les besoins des sciences humaines et sociales ont été formulés clairement par un groupe de travail, dirigé par Gerhard M. Schuwey, qu'avait formé l'ancien Groupement de la science et de la recherche, moyennant l'appui de l'ASSHS. Il est ainsi apparu qu'elles étaient soumises à des attentes et à des échelles et mesures étrangères à leur nature dès lors qu'on assujettissait leur travail de recherche aux mêmes critères que la bio-médecine et les sciences naturelles et techniques. Des conditions défavorables et une insuffisance de dotation financière menaçaient la qualité de la formation et entravaient la recherche en sciences humaines et sociales. Le groupe de travail Schuwey avait identifié les problématiques et les domaines d'action suivants²³:

- / Les travaux du groupe ont mis en lumière l'insuffisance totale des ressources eu égard à l'accroissement constant des effectifs étudiantEs, avec des taux d'encadrement de 1 professeur pour 60 étudiantEs en moyenne, voire pour 180 étudiantEs dans certaines disciplines. Le groupe recommandait donc de créer 483 nouveaux postes de professeur à l'horizon 2007, dont 260 en sciences humaines et sociales au sens strict²⁴. Il recommandait aussi l'adoption d'une stratégie spécifique de soutien aux « petites disciplines ».
- / Le groupe avait constaté par ailleurs que le nombre déjà faible des doctorats en sciences humaines et sociales continuait de diminuer. Il fallait donc, pour renforcer le pouvoir d'attraction des carrières scientifiques, mettre en place des formules de recherche indépendantes et mieux garantir les perspectives d'obtention d'un poste. Compte tenu de la diversité des disciplines et des besoins individuels, il convenait de recourir à divers instruments ; le groupe recommandait notamment les écoles doctorales et les bourses pour doctorantEs particulièrement qualifiéEs. Au niveau postdoctoral, il préconisait l'introduction des « tenure tracks » ainsi que la création d'un minimum de 50 postes de professeurs boursiers en sciences humaines et sociales. Il s'agissait en particulier de lutter contre la ségrégation verticale.
- / La comparaison avec les autres disciplines avait révélé la très grave insuffisance des moyens alloués aux sciences humaines et sociales. Dans l'octroi de crédits de recherche, surtout pour la recherche dans le cadre de programmes, il convenait de mieux prendre en compte les spécificités de ces disciplines. Le groupe demandait des mises au concours particulières, ainsi que des mesures de stabilisation durable des infrastructures et des instruments à long terme.
- / Par ailleurs, le groupe avait estimé qu'il convenait de faire mieux prendre conscience au grand public de l'importance des sciences humaines et sociales – qui peuvent et doivent jouer un rôle de premier plan dans l'actuelle société du savoir.

Les mesures demandées par le groupe de travail auraient impliqué un relèvement substantiel des ressources financières allouées aux universités et au Fonds national. Elles auraient aussi appelé des réformes institutionnelles.

23 *Comment promouvoir les sciences humaines et sociales ? Rapport final du groupe de travail mandaté par le groupement de la science et de la recherche, Office fédéral de l'éducation et de la science, 2002 (dossier OFES 2002/2f).*

24 Le groupe avait adopté une définition élargie des sciences humaines et sociales englobant les sciences économiques et le droit.

Blocage

Dans le sillage des conclusions du groupe de travail Schuwey, la seconde mise au concours des pôles de recherche nationaux (PRN) a été réservée aux sciences humaines et sociales (décision prise au printemps 2005). D'autres actions, la plupart annoncées dans le message FRT 2004-2007, étaient même en partie réalisées au moment de la rédaction du présent rapport : les bourses doctorales de trois ans ont été créées dans le cadre du programme Pro*Docs du Fonds national suisse ouvert en décembre 2005, avec priorité aux sciences humaines et sociales²⁵. Jusqu'à présent, l'affectation spécifique de l'augmentation de la subvention de base de la Confédération aux universités n'a eu que des effets limités : le nombre des chaires créées pour améliorer les taux d'encadrement en sciences humaines et sociales est resté en deçà des attentes en 2004²⁶.

Des efforts sont perceptibles dans de nombreux domaines, même s'ils ne sont pas toujours explicitement axés sur les sciences humaines et sociales. Parmi les postes de professeurs boursiers du FNS introduits en 2000, certains sont allés à ces disciplines ; l'affectation spécifique de l'augmentation des subventions de base aux universités était taillée sur mesure pour les besoins des sciences humaines et sociales ; de même, comme on l'a vu, la série de PRN du printemps 2005 du FNS a été réservée à ces sciences. Au niveau local, certaines disciplines ont trouvé des mécènes, comme les études africaines à Bâle. Mais contrairement à ce qui avait été envisagé dans les années 1990, la Confédération n'a pas notablement intensifié son implication dans les universités : sa subvention de base n'a pas progressé comme on l'attendait, et les disciplines concernées n'ont pas vraiment bénéficié de la redistribution des ressources au sein des universités qu'appelait le gonflement de leurs effectifs étudiants. Compte tenu de l'état des finances fédérales et cantonales, les 260 créations de postes de professeurs en sciences humaines et sociales que demandait le groupe de travail Schuwey pour obtenir un taux d'encadrement suffisant demeurent une utopie.

/21

25 Sur les 12 à 20 « candocs » (candidatures au doctorat) par « Pro*Doc », un maximum de dix peuvent bénéficier d'une rémunération FNS sur trois ans. http://www.snf.ch/de/fop/awa/awa_doc.asp.

26 Conférence des recteurs des universités suisses, *Premier rapport sur l'utilisation des subventions fédérales de base pour l'amélioration des conditions d'encadrement dans les sciences humaines et sociales*, 27 mai 2005. Pour plus ample information, voir ci-dessous.



Summary of the Report on Humanities and Social Sciences

Consensus on Goals

In Switzerland the humanities and social sciences have been the focal point of debates on higher education and science policy over the past fifteen years. Despite good intentions of defining them as scientific priorities, there are still grievances: on the one hand the scarcity of funds, and on the other – structural barriers. At the same time, studies analyzing the position of the humanities and social sciences have come to a consensus on the most important problem areas and approaches to solutions.¹ The most important goals, reiterated in this paper, are:

- / The creation of prerequisites for research-driven learning, i.e.:
- / Assurance of the quality of teaching
- / Assurance of the quality of research
- / The promotion of the next generation of young researchers.

1 *Revitalizing Swiss Social Science. Evaluation Report.* Report to the Swiss Science Council by the International Panel of Experts looking into the situation of the social sciences in Switzerland, Berne, SSC, 1993 (FOP 13/1993); Lévy, René, et al., *La situation du corps intermédiaire dans les hautes écoles suisses*, étude mandatée par la Conférence Universitaire Suisse, le Fonds National de la Recherche Scientifique et le Conseil Suisse de la Science, Berne, 1997 (FS 14/1997); Swiss Science and Technology Council, *Evaluation der geisteswissenschaftlichen Forschung in der Schweiz. Schlussbericht: Ergebnisse und Empfehlungen des Schweizerischen Wissenschaftsrates*, Bern, 1998 (FOP 50/1998); Schweizerischer Wissenschafts- und Technologierat, *Förderung des akademischen Nachwuchses an Schweizer Hochschulen. Empfehlungen des Schweizerischen Wissenschafts- und Technologierates*, Bern, 2001 (SWTR Schrift 1/2001); *Förderung der Geistes- und Sozialwissenschaften, Schlussbericht der von der Gruppe Wissenschaft und Forschung eingesetzten Arbeitsgruppe*, Bundesamt für Bildung und Wissenschaft, Bern, 2002 (BBW 2002/2d); Schweizerischer Wissenschafts- und Technologierat, *Evaluation der Kommunikations- und Medienwissenschaften in der Schweiz*. Expertenbericht und Stellungnahme des SWTR, November 2004.

It goes without saying that the humanities and social sciences should have access to the same financial and personnel resources as other scientific disciplines, be funded in the same manner, and no longer be treated as the «poor cousin». Under no circumstances should temporary or competitively acquired resources be seen as a substitute for basic funding.

In recent years, challenges in the following areas:

- / Ratio of students to teaching staff
- / «Small» disciplines
- / Employability
- / Infrastructure for high quality research
- / Strengthening basic research
- / Promoting doctoral studies
- / Career management for researchers

have led to intensified efforts to create the necessary circumstances for the humanities and social sciences, and thus guarantee equal treatment for all scientific disciplines.

/24

Situation

In the past decade the number of students has risen dramatically, while the number of personnel at the universities and institutes of higher education has not kept pace. Forty percent of all Swiss university students in the licentiate, bachelor's and master's programs are enrolled in the humanities and social sciences, while only one sixth of the teaching personnel is employed in these fields. The untenable ratio of teachers to students in various disciplines in the humanities and social sciences not only influences the quality of teaching, but hardly leaves time for research. However, due to limited and restricted funding, the urgent need to create professorships and develop intermediate academic positions has only been partially implemented. The problem of the unacceptable ratio of teaching personnel to students has not yet been solved.

The competitiveness of research in the humanities and social sciences on the international level is another important goal of science policy. This goal is underscored by various evaluations, which point out a lack of visibility (from a foreign perspective) of Swiss research in the humanities and social sciences. Therefore, various measures and new structures to promote international cooperation and networks have been suggested in order to guarantee the quality and visibility of research in the humanities and social sciences, and for their optimal integration into the international scientific community.

Research carried out by young scientists and academics contributes to a major proportion of the new scientific knowledge, and, in addition, builds the basis for future personnel resources of these disciplines. In every scientific discipline it is a rocky path from the first university diploma, whether it is the licentiate, diploma, bachelor's, or master's degree to the doctorate, and finally to becoming a professor. Optimizing the promotion of new talent through structural measures designed to permit the rapid completion of doctoral theses opens the door for further scientific careers, and therefore remains one of the main tasks of science policy.

Neither a Crisis nor a Missing Diagnosis: A Bottleneck

The Swiss Science and Technology Council (SSTC) believes that the situation could best be described as a «bottleneck». It would be inappropriate to describe the situation either as a «crisis»² or a quest for a «diagnosis» or «therapy». There have been many approaches and discussions, but there have not (yet) been any results. At the same time, acute problems have been recognized, but no solutions have been found because concepts are missing, or – as in most cases – there is not enough public funding for a sweeping solution. Certain problems could apparently be «solved» by a reduction of the university system or in the number of admissions in the fields under discussion, i.e. by restricted access or by selective entrance examinations. However, at a time when the proportion of the population with higher education of Switzerland is below the OECD average,³ and considering the challenges of today's knowledge society, this would be a dead-end solution for social policy.

/25

Main Proposals

This document is a continuation of the discussion on teaching, research, and the promotion of young scientists. The SSTC does not claim to present a sweeping survey, but would like to point out urgent problems, which until now have not received proper attention. In doing so, it would like to open new paths for the solution of these problems. The SSTC concentrates on the humanities and social sciences, excluding the disciplines of law and business and economics.⁴

Those concerned might also explore various possibilities before calling for additional funding from the government, new science policy instruments, or changes. Therefore, the federal government is not necessarily the first address in every case for the answer to all expectations.

The Swiss Science and Technology Council would like to focus on the following suggestions:

1. Ratio of Students to Teaching Staff: An improvement in the professor/student ratio through the creation of new professorships and positions at the senior intermediate level should be pursued. This will ensure a committed, coordinated, and lasting improvement to the situation. Therefore, further earmarked federal funds are necessary. Through creating efficient departments and reconsidering the use of the senior intermediary academic positions, the universities can facilitate the re-distribution and use of synergy. The learned societies should undertake – with support from the rectorates – coordination between the representatives of the disciplines

2 [Deutscher] Wissenschaftsrat 2006, 5, 11: «It would be incorrect to describe the development of the humanities as a crisis situation, however its teaching and research performance shows, and has shown, a tendency in the other direction.» (Translated from the German).

3 In 2003, 21.6 % of the Swiss population, based on the total of the population in the corresponding age group, had Type A university degrees. In past years the percentage was even 2-3% less (the level ISCED 5A includes cantonal universities, federal institutes of technology, teacher's colleges and universities of applied sciences). The OECD average was 32.2%. Germany had 19.5%, France 26.7%, the United Kingdom 38.2%, and Finland 48.7%. OECD, *Education at a Glance – OECD Indicators 2005*, OECD, Paris, 2005, 46f, www.oecd.org/edu/eag2005.

4 In this report, the term «humanities and social sciences» is understood to include those categories defined by the Swiss University Information System (SHIS/SIUS) 1.2. «Language and Literature», 1.3. «Historical and Cultural Studies» and 1.4. «Social Sciences».

at the various universities. Where there are no such bodies, the learned societies should provide platforms for the improvement of the situation in those disciplines particularly affected. The organ of rectors that will be part of the Higher Education Landscape should intervene, when this coordination has reached its limits. Governmental funding bodies (legislative and executive) must pay more attention that the distribution of funds to the universities will not have undesirable side effects, such as «rewarding» those disciplines with poor professor/student ratios. The allocation of resources should be based on the quality of education.

2. «Small» Disciplines: In those disciplines with no committees for the coordination of inter-university cooperation, the learned societies should develop such bodies, if necessary with the support of the rectorates. Before decisions are taken concerning the «small» disciplines (closing at particular universities or merging with other disciplines), the universities and the authorities in charge should discuss these measures with the appropriate committee. In cases where no solution is foreseeable, a superordinate authority must be consulted. The federal government supports, within the framework of its service contracts with the academies, the establishment and function of these committees for the «small» disciplines. The federal government examines measures for the promotion of the mobility of the teaching staff and students, and particularly for the «small» disciplines. In reasonable cases, the universities and the authorities in charge should consolidate «small» disciplines into *inter*-university centers for teaching and research. The integration of «small» disciplines in research and teaching associations *within* a university should be facilitated by the rectorates and the authorities in charge by institutional measures such as creating viable departments.

/26

3. Employability: The universities should intensify and formalize academic and career counseling in the form of career centers that accompany students throughout their studies in preparation for careers. However, a forced vocational orientation within the development of the Bologna curricula should be avoided for most university disciplines. Therefore:

- / it should be possible for students to obtain professional experience during the course of studies, including (more) international experience;
- / the need for students to obtain professional experience and form private networks is recognized; and
- / the general and useful «skills» acquired during studies in the humanities and social sciences are practiced consciously.

Science policy actors also attempt to ease the transfer from the universities to the universities of applied sciences, so that those students wishing to concentrate on vocational education can do so without losing time.

4. Infrastructure for High Quality Research: Since scientific libraries have dual functions, i.e. maintaining collections as well as providing information, they are the most important foundations for research of international importance. Therefore, the federal and cantonal governments and the universities are obliged to maintain them on a healthy basis. This requires a long-term commitment, commensurate with the importance of their function for all types of scientific inquiry. Students must also have complete and inexpensive access to scientific literature in order for research-driven learning to be at all possible. When making funds available for the promotion of research, the federal government takes into account that resources

for infrastructure in the humanities and social sciences must be proportional to the amounts provided for research. There is a need to catch up in many important areas of infrastructure, due to growth resulting, for the most part, from the promotion of program and project research.

5. Strengthening Basic Research: The federal government should ensure in the service contract of the Swiss National Science Foundation that the promotion of basic research receives strong support in comparison to other instruments of research funding. Division I (humanities and social sciences) should be promoted particularly so that appropriate growth in these fields is possible. The universities are to provide the teaching staff with more research sabbaticals (also as a compensation for the teaching overload). In order to strengthen international networking and cooperation, the universities and the authorities in charge must place a stronger emphasis on the international activities of the candidates during the selection of new professors. They should also develop internal programs to strengthen the international presence of the teaching staff, such as serving in leading positions on the boards of international organizations and learned societies, leadership positions in the administration of renowned journals, and participation at important international congresses, etc. These international contacts should also promote the productivity of promising young scientists. The academies should develop a model for the flexible and uncomplicated promotion of networks and their communication needs. Interested researchers should develop a concept for a humanities and social sciences research center in order to support research in projects of international standing and to promote cooperation between the disciplines. The universities are to introduce public and transparent research rating in order to monitor and assess the international – but also the regional – success of Swiss research in humanities and social sciences and thereby to contribute to fair competition.

/27

6. Promoting Doctoral Studies: The universities should systematically identify talented students with an interest in research during the BA and MA programs, and encourage them to enroll in doctoral programs. Research oriented MA programs should be created and aimed at potential doctoral students. The universities should develop compatible research education for doctoral students, so that it is easier for students to transfer between universities. While acknowledging the necessity of integrating PhD holders in the labor market, the universities must recognize that high-quality dissertations and early publications in scientific journals are decisive in the light of research policy. Within the framework of the Pro*Doc Programme, the Swiss National Science Foundation (SNSF) offers flexible three-year doctoral scholarships and permits an extension of at least one year for the humanities and social sciences. Doctoral programs must also undergo consequent quality control. Learned societies or other appropriate institutions should promote understanding for the value of the PhD in the knowledge society. The supervision of doctoral candidates through a team of professors promises better results than the traditional «bilateral» relationship (supervisor-student).

7. Career Management for Researchers: In order to make transparent career planning possible, the universities should respect the principle already proposed by the Swiss Science and Technology Council of the «tenure track» system, and with this goal in mind also implement the standards of the European Charter for Researchers. The universities are to develop senior intermediate academic positions.

The universities and the private sector should work together to create an environment allowing capable scientists to contribute to the success of academic research and teaching without having to finance all of their living expenses entirely from research and/or university funds.

Humanities as the Object of Science Policy

/28

Ever since the beginning of Swiss science policy, the humanities have been a policy focal point. Especially since the establishment of the Swiss National Science Foundation in 1952, effort has been made that the humanities receive appropriate support, according to the standards of the time.⁵ After the federal government began to contribute to the financing of the cantonal universities, and during the economic boom at the end of the 1960s until the economic slump in the first third of the 1970s, the humanities profited with the creation of positions for assistants and an increase in professorships. The point of departure for this increase in personnel was the growing number of students, particularly since the end of the 1950s, which demanded fundamental changes and structural reforms, but also resulted in some respects in the splitting of certain disciplines. Two new organs were created for the consultation and development of new concepts – the Swiss Science Council in 1965 and the Swiss University Conference in 1969. The promotion of the next generation of young academic talent was given impetus by the need for qualified new employees in the private sector, and thus was defined as an economic and political necessity, i.e. as a responsibility of the government. Based on this need, the Labhardt Report (1964) recommended a substantial increase in the number of academic assistant positions. This would guarantee the next generation of university teachers, who would participate in research, relieve the burden on the current professors, and thus ensure that the growing number of students receive an appropriate education. Until the post-war era, the humanities in Switzerland recruited the next generation of professors from academics working outside the universities. Scientific activity was thus hampered by the demands of a full-time profession.⁶

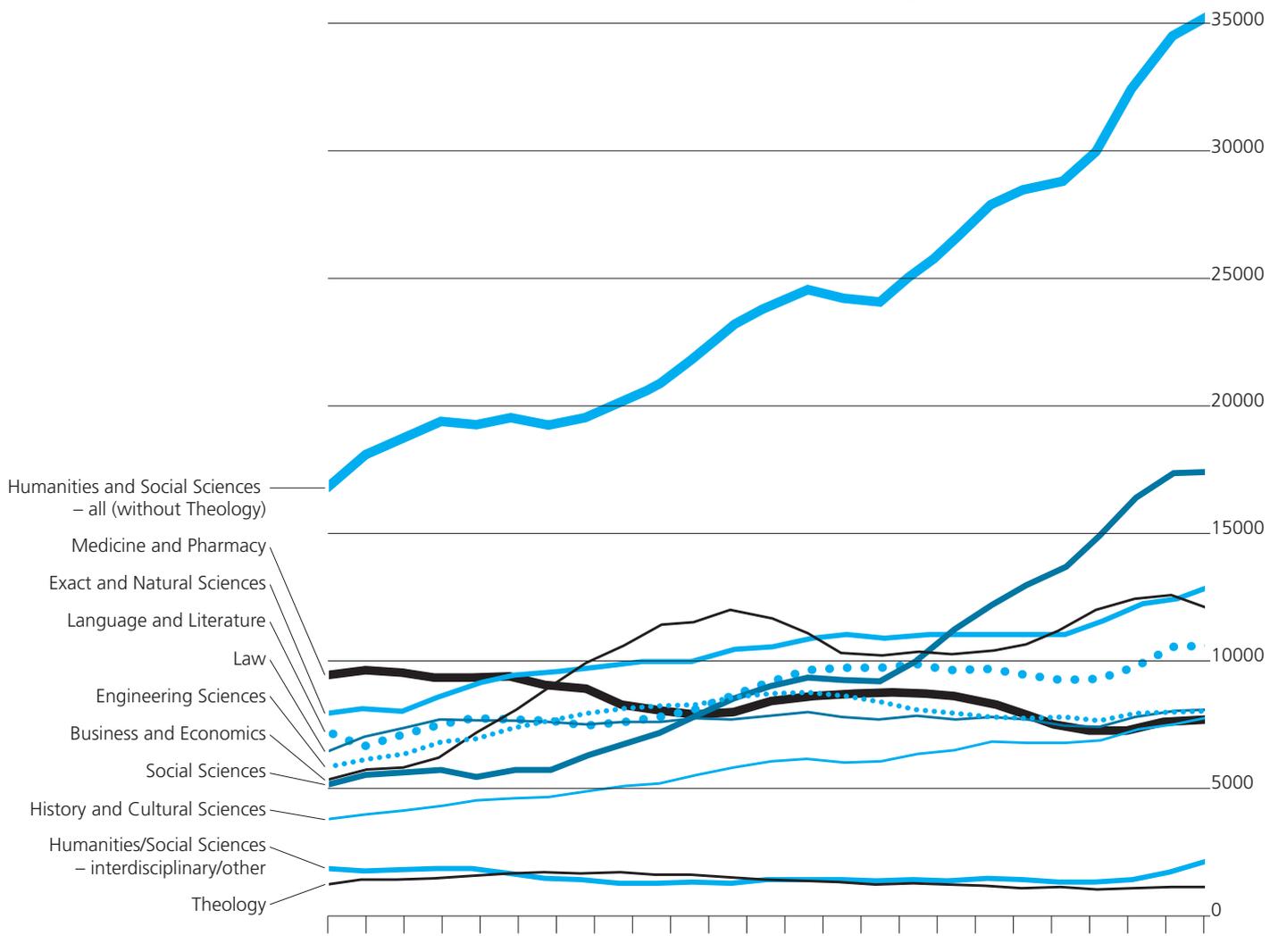
Since then, however, the humanities no longer belong to the winners in science policy. Some research groups were financed with the creation of the National Research Programmes (particularly NRP 21: Cultural Diversity and National Identity); the humanities, however, did not profit from oriented research to the same extent as other sciences (including the social sciences). The increasing number of students places such strong pressure on the humanities, that research, especially basic research, is seriously threatened.

5 Fleury, Antoine; Joye, Frédéric, *Die Anfänge der Forschungspolitik in der Schweiz. Gründungsgeschichte des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung 1934–1952*, Baden, 2002; Benninghoff, Martin; Leresche, Jean-Philippe, *La recherche affaire d'Etat. Enjeux et luttes d'une politique fédérale des sciences*, Lausanne, 2003.

6 *Hochschulgeschichte Berns 1528-1984*, hrsg. im Auftrag des Regierungsrates des Kantons Bern von der Kommission für bernische Hochschulgeschichte Bern 1984, 94f. and 576f.; *Bericht der eidgenössischen Expertenkommission für Fragen der Hochschulförderung*, hrsg. Eidgenössisches Departement des Innern, Bern 1964 (Labhardt Report), 13f.

Fig.1 – Students 1980-2004

in the Licentiate, Diploma, Bachelors, and Masters Programmes



Data: Swiss Federal Statistical Office, Graph: CEST⁷

The number of students in the humanities and social sciences⁸ almost doubled in the years 1980–2004. The number of students in the licentiate, diploma, bachelor’s and master’s programs (excluding doctoral students, students in post-graduated studies, as well as those persons outside regular courses of study) has grown from almost from 17,000 to 35,000. This growth was especially strong in the social sciences: The number of students in this group – especially in the 1990s – more than tripled. The number of students in the fields of history and cultural sciences almost doubled, while the number of students in languages and literature increased only slightly.

With the exception of medicine and pharmacy, student numbers have grown – albeit to a lesser extent – in the remaining disciplines. Business and economics have grown faster than the humanities and social sciences. However, the growth of business and economics has stabilized during the 1990s, while the rate of growth for the humanities and social sciences remains high.

7 These designations are according to the SHIS. In the above graph, «Humanities and Social Sciences» only includes «Language and Literature» (1.2), «History and Cultural Studies» (1.3), «Social Sciences» and «Social Sciences/Humanities – interdisciplinary» (1.5). Theology (1.1.) is separately shown. The complete list of disciplines is available in German and French only at: http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/infothek/nomenklaturen/blank/blank/faecherkatalog_hs/02.ContentPar.0001.DownloadFile.tmp/faecher_uh_df.pdf.

8 See comments above.

Promotion of the Social Sciences and Substantial Demands of Students

The *social sciences*⁹ have long stood in the shadow of those sciences belonging to the earlier classical canon of academic sciences. For example, the development of sociology in Switzerland has substantially lagged behind international trends. Chairs for sociology were created in Germany after the First World War, while in 1955 the only chair for sociology in the German-speaking part of Switzerland was at the University of Bern. In Switzerland, the social sciences have not been well accepted.¹⁰ They profited unevenly from the growth of the universities in the 1970s – for example, until recently there was only one professor of sociology in Basel, while the number of students in the social sciences grew at an astounding rate.

Since the 1980s, research in the social sciences has profited from the opportunities offered within the framework of «oriented research» of the National Research Programmes (NRP). Many research programs in the areas of education, political science, social policy, but also in environment and economics are, at least in part, concerned with social science themes.¹¹

/30

Evaluation of the Social Sciences

Towards the end of the 1980s certain social sciences, i.e. sociology, educational sciences, political science, and psychology formed an alliance to develop their science policy activities. A concrete result of this alliance was the proposal for an evaluation of the status quo and of the perspectives for development in the above four disciplines. This evaluation was carried out in 1990/91 by an international team of experts appointed by the Swiss Science Council. In the report *Revitalizing Swiss Social Science*, these experts observed that in comparison with other European countries, the social sciences in Switzerland have low public acceptance. The most important problems were: the absence of a scientific strategy for research and research funding, the lack of possibilities for young researchers, and an increasing number of students without a corresponding increase in resources. The experts also suggested concrete measures, including the creation of two graduate schools and an «Institute for Advanced Studies in the Social Sciences», as well as the establishment of a science policy council for the social sciences.¹²

9 In this report examples have been taken from media sciences, political sciences, and sociology. Law and business and economics have been excluded.

10 «Swiss science policy has neglected the development of the social sciences. [...] political discussions and actions have not increased the value or the image of the social sciences nor improved their visibility compared with the natural sciences, which received most of the support (symbolic and financial) during the last thirty years.» Représentants des sociétés suisses de psychologie, recherche en éducation, sciences politiques et sociologie, *Enquête sur la situation de la recherche en sciences sociales en Suisse. Evaluation de la situation et propositions*, Berne, CSS, 1992 (FOP 6/1992), 2. In the same document it is said that the «growth, spectacular in many cases, is a challenge to the education of the students in social sciences at the universities» and «the social sciences institutes and especially the professors are overworked», *ibid.* 2f. (Translated from the French).

11 The NRP 3: Problems of Social Integration in Switzerland (CHF 5,900,000, completed in 1982) was the first primarily social science oriented NRP. Further selected examples are: NRP 6: Decision Processes in Swiss Democracy (CHF 5,500,000, completed 1987); NRP 10: Education and Acting in Society und Professional Life (CHF 8,000,000, completed 1986); NRP 27: Efficiency of Governmental Actions (CHF 5,000,000, completed 1997); NRP 32: Ageing (CHF 12,000,000, completed 1999); NRP 51: Social Integration und Social Exclusion (CHF 12,000,000, current); NRP 52: Childhood, Youth and Intergenerational Relationships in a Changing Society (CHF 12,000,000, current). See: Swiss National Science Foundation, http://www.snf.ch/de/rep/nat/nat_nrp.asp und State Secretariat for Education and Research, <http://www.sbf.admin.ch/html/services/formulare/nfp/nfp-lis-te.pdf>.

12 *Revitalizing Swiss Social Science. Evaluation Report*. Report to the Swiss Science Council by International Panel of Experts looking into the situation of the social sciences in Switzerland, Berne, SSC, 1993 (FOP 13/1993); Représentants des sociétés suisses de psychologie, recherche en éducation, sciences politiques, *Enquête sur la situation de la recherche en sciences sociales en Suisse. Evaluation de la situation et propositions*, Berne, CSS, 1992 (FOP 6/1992).

These measures have only been partially implemented. A science policy council for the social sciences was established in 1993 within the framework of the Swiss Academy for Humanities and Social Sciences (SAHSS). The launching of the Swiss Priority Programme «Switzerland Towards the Future» in 1996 was one of the results of the recommendations by the international team of experts.¹³ The federal government financed this 45 million Swiss franc program. Three areas were supported: project promotion, promotion of young scientists, and providing fundamental data for the societal development of Switzerland. In order to insure a continuous survey of basic data, this program developed its own research infrastructure initiatives: the Swiss Household Panel (SHP) and election surveys within the framework of the Swiss Electoral Studies (SELECTS). With the combination of the promotion of project and structural improvements, this program developed important prerequisites for the affiliation of Swiss social sciences with international research. However, it cannot be claimed that the program «Switzerland Towards the Future» created the desired structural changes at university-level or strengthened the international presence of state-of-the-art Swiss social research. The conclusion of the SPP left the question open as to the future of the applied research infrastructure (SHP, SELECTS). The SAHSS recommended the establishment of ForS, a research center for social sciences, with the goal of retaining the infrastructure of the SPP «Switzerland Towards the Future» and merging it with other infrastructure. ForS will, in fact, take over the infrastructure of the Swiss Information and Data Archive Service for the Social Sciences (SIDOS), SELECTS, the Annual Report of Swiss Politics (Jahrbuch für Schweizerische Politik), the Swiss Household Panel, and the Swiss Social Report (Sozialbericht/Rapport Social).¹⁴

/31

More than ever, though the growing number of students is in itself welcome, it also has a negative side: The danger that resources will be excessively strained. This is especially true for rapidly growing disciplines such as psychology, political science, and media studies. New evaluations, such as the SSTC report on media studies, have made these problems clear.¹⁵ Endangered are, on the one hand, teaching quality, and on the other, the quality of research, especially international competitive basic research. Although the «Future Council» of media studies is an exemplary council for reflection, cooperation, and the development of concepts for science policy, the impression remains that the growth of the social sciences has reached its limits. This limit is characterized by the lack of willingness on the part of the universities to prioritize these sciences commensurate with their needs and the interests of the students, the lack of personnel, and the modest presence of internationally renowned representatives of the respective disciplines; further by the heavy teaching load which limits research, and by perspectives and themes which are, perhaps, all too closely tied to Switzerland. The impulse won in the 1990s is menaced.

13 http://www.swiss-science.org/_sppzch/. This program ended in 2004.

14 The report on ForS is available at: <http://www.sagw.ch/dt/Portrait/Planung.asp>.

15 Evaluation der Kommunikations- und Medienwissenschaften in der Schweiz durch den Schweizerischen Wissenschafts- und Technologierat: Gysin, Nicole et al., *Selbstevaluationsbericht*, Schweizerische Gesellschaft für Kommunikations- und Medienwissenschaft, März 2004; Schweizerischer Wissenschafts- und Technologierat, *Evaluation der Kommunikations- und Medienwissenschaften in der Schweiz. Expertenbericht und Stellungnahme des SWTR*, November 2004.

Evaluation of the Humanities

Between 1994 and 1997, the *humanities* were also evaluated by the Swiss Science Council, following the example of the social sciences (which enjoyed medium-term success thanks to the SPP «Switzerland Towards the Future»).¹⁶ The final report, published in 1998, contained the conclusions and recommendations of this evaluation. In order to assess the situation and reforms in these disciplines after the evaluation, the Swiss Science Council conducted a survey in 1999 of 700 representatives of the humanities and of the learned societies.¹⁷

The expert group judged the quality of the performance of research in the humanities in Switzerland as «variable, although in general still acceptable, whereas outstanding achievements have taken place in individual areas» (translated from the German).¹⁸ However, without revitalizing measures of a structural nature, the conditions would become untenable in the long run, because the organization of research and the education of the future scientific generation lagged behind international standards.

/32

The expert group recommended the reorientation of Swiss research in the humanities in the direction of cultural sciences, with a strong emphasis on current issues. According to the post-evaluation survey published in 2000, these suggestions were well-received in individual disciplines, but also critically discussed.

The experts of the evaluation from 1997 also identified a certain isolation of researchers in Switzerland. Efforts to improve intra- and inter-university cooperation had not been adequately developed. In the post-evaluation survey the lack of intra-university cooperation was criticized. However, progress has been seen in inter-university cooperation, especially in the French-speaking part of Switzerland (particularly in the doctoral programs). Thanks to new information and communication technologies, international communication in the area of research has been strengthened enormously.

On the one hand, the evaluation showed clear contradictions between the «modernized» Anglo-Saxon-Atlantic oriented world of some of the experts invited by the SSTC and the majority of Swiss professors. The latter followed the path of the valuable German tradition from the time *before* the university reforms that influenced the universities of the neighboring countries around the 1970s, and on this basis produced, in part, excellent scientific achievements.

On the other hand, this evaluation provided relevant impulses in science policy for dealing with young scientists, the importance of national and international networks, and the importance of the relationship of research (and teaching) to society

16 Evaluation GEWI: Schweizerischer Wissenschaftsrat, *Evaluation de la recherche en sciences humaines en Suisse. La recherche suisse en sciences humaines: Qualités, contraintes et perspectives d'avenir. Rapport rédigé par la commission internationale d'experts*, Bern, 1997 (FOP 41/1997); Schweizerischer Wissenschaftsrat, *Evaluation der geisteswissenschaftlichen Forschung in der Schweiz: Zusammenfassender Bericht der Schlusskonferenz vom 15. Februar 1997 in Bern*, Bern, 1997 (FOP 42/1997); Schweizerischer Wissenschaftsrat, *Evaluation der geisteswissenschaftlichen Forschung in der Schweiz. Schlussbericht: Ergebnisse und Empfehlungen des Schweizerischen Wissenschaftsrates*, Bern, 1998 (FOP 50/1998) und Kurzfassung (FOP 53/1998).

17 Stücheli, Peter, «Kulturwissenschaften» in *der Schweiz? Erkundigungen zur Situation der Geisteswissenschaften und der Theologie im Jahr 2000*, Bern, 2000 (CEST 2000/1).

18 Schweizerischer Wissenschaftsrat, *Evaluation de la recherche en sciences humaines en Suisse. La recherche suisse en sciences humaines: Qualités, contraintes et perspectives d'avenir. Rapport rédigé par la commission internationale d'experts*, Bern, 1997 (FOP 41/1997).

in each region concerned. The experts also pointed out possible negative effects resulting from the structural focus of Swiss-German universities on the teaching chair and the institute, compared with the successful departmental system of other universities.¹⁹

It became also clear that the promotion of oriented research in science policy had, to some extent, passed the humanities by. Even though official communications of the federal government (for example, *The Goals of Research Policy of the Federal Government after the Year 2000* and the *Federal Council Dispatch ERT (Education, Research and Technology) 2000–2003* and *2004–2007*)²⁰ repeatedly recommended that the social sciences and humanities should receive priority support; concrete efforts were a long time coming.

The hope that «smaller» disciplines such as African studies, Asian studies, or Islamic studies would benefit from an increase in financial support by the federal government has been frustrated. Based on discussions from the late 1990s, the Swiss Priority Programmes (SPP) have been replaced by National Centres of Competence in Research (NCCR), which have a strong bottom-up element (no prescriptive subjects at the call for proposals, the universities themselves form the program groups), there was hope that perhaps these instruments would enable the promises for the promotion of the humanities and social sciences to be kept. There was a scandal in 2001, when the results of the first call for proposals of the NCCR were made public, no research grants were awarded in these priority areas.

At the same time as expectations regarding results from these sciences grew, they were placed more and more under pressure from «accountability», «competition», «performance assessment», and «ranking». When compared internationally on the basis of the Thomson Scientific²¹ data bases SSCI and A&HCI, the categories «Social Sciences» and «Arts and Humanities» in Switzerland were (also in comparison with non-English-speaking countries) in a bad state. Clearly, there were no «instruments» able to assess the performance of the humanities and social sciences.²²

Needs of the Humanities and Social Sciences

Thanks to the working group formed by the former Group for Science and Research (GSR) under the direction of Gerhard M. Schuwey and the commitment of the SAHSS, the needs of the humanities and social sciences have been clearly articulated. This report showed that when using the same parameters of comparison to examine research in bio-medical, natural, and engineering sciences, the humanities and social sciences were subject to diverse expectations and assessments. Unfavorable conditions and inadequate financial resources threatened the quality of

19 Vgl. Fussnote 16.

20 Ziele der Forschungspolitik des Bundes nach dem Jahr 2000 vom 22. Oktober 1997 (Bundesblatt 1997, Bd. 4, Heft 50, 1537–1561, Geschäft Nr. 97.079); *Botschaft über die Förderung von Bildung, Forschung und Technologie in den Jahren 2000–2003* vom 25. November 1998 [im Folgenden zitiert Botschaft BFT 2000–2003]; *Botschaft über die Förderung von Bildung, Forschung und Technologie in den Jahren 2004–2007* vom 29. November 2002 [im Folgenden zitiert Botschaft BFT 2004–2007].

21 <http://www.isinet.com/>

22 *Welche Qualität in den Sozialwissenschaften?* Tagung des Wissenschaftspolitischen Rates für die Sozialwissenschaften, des Schwerpunktprogramms «Zukunft Schweiz», der Schweizerischen Evaluationsgesellschaft SEVAL und der Schweizerischen Akademie für Geistes- und Sozialwissenschaften, SAGW, Bern, 2001.

teaching and hindered research in the humanities and social sciences. The Working Group Schuwey identified the following problems and areas in need of action:²³

- / The working group showed that in relationship to the high number and constant growth of students, the available resources were totally inadequate: The average professor/student ratio was 1:60 and reached 1:180 in some disciplines. In order to correct such discrepancies, the working group proposed the creation of 483 new professorships by 2007 – including 260 in the humanities and social sciences in the strict sense.²⁴ It further recommended a specific strategy for promoting the «smaller» disciplines.
- / The working group observed that the already small number of doctoral candidates in the humanities and social sciences was shrinking even further. In order to increase the attractiveness of scientific careers, there was a need for individual research as well as for career opportunities. Regarding the diversity of the various disciplines and individual needs, there was also a need for a variety of promotion instruments. Among other suggestions, the working group proposed graduate colleges and scholarship for especially well-qualified doctoral students. On the level of postdoctoral studies, it supported the introduction of the «tenure track» as well as the introduction of at least 50 new professorships for the humanities and social sciences. This would especially serve to counteract vertical segregation.
- / A comparison with other disciplines showed that funding for the humanities and social sciences had been insufficient. Research promotion must, in addition – particularly in program research – take into consideration specific features of individual disciplines. The working group proposed special calls for proposals from the humanities and social sciences, as well as measures to stabilize long-term instruments and infrastructure.
- / Furthermore, the importance of the humanities and social sciences in today's knowledge society, should and must play a major role and be clearly anchored in public awareness.

/34

The working group also called for substantial increases in the funds available for the universities and for the Swiss National Science Foundation. It also proposed institutional reforms.

23 *Förderung der Geistes- und Sozialwissenschaften, Schlussbericht der von der Gruppe Wissenschaft und Forschung eingesetzten Arbeitsgruppe*, Bundesamt für Bildung und Wissenschaft, 2002 (BBW 2002/2d).

24 The working group used a broad definition for social sciences and humanities, which also included business and economics and law.

Measures Stuck in the Bottleneck

Based on the observations of the Working Group Schuwey, the second call for proposals of the National Centres of Competence in Research (NCCR) has been «reserved» for the humanities and social sciences (decision: early 2005). At the time of the publication of this report, individual promises, most of which were announced in the *Federal Council Dispatch ERT 2004–2007*, have been partially achieved. As of December 2005, the humanities and social sciences have highest priority for the three-year doctoral scholarships included in the framework of the graduate program Pro*Doc from the SNSF.²⁵ Only limited results have been shown by earmarking additional federal funds for the basic funding of the universities. The number of new professorships created to improve the professor/student ratio in the humanities and social sciences was, in 2004, less than expected.²⁶

Even when some of these measures are not explicitly aimed at the humanities and social sciences, progress in many areas is recognizable. Representatives of these disciplines have profited from the professorship program introduced in 2000. As already mentioned the increase in basic federal funding to the universities was earmarked for the overfilled classes in humanities and social sciences; just as the series of NCCR completed early in 2005, was also «reserved» for these sciences. Locally, particular disciplines have been able to profit sporadically from sponsors, for example African studies in Basel. Those expecting a substantially stronger contribution from the federal government to the universities, as expressed in the 1990s, however, were disappointed. Neither the financial support of the federal government nor the redistribution of funds to the disciplines within the universities reached the expectations of those disciplines with a growing number of students. The 260 new professorships necessary for a sufficient professor/student ratio in the humanities and social sciences as calculated by the Working Group Schuwey, remain, considering the financial situation of both the federal and cantonal governments, a dream.

/35

25 Of the 12 to 20 «candocs» (doctoral candidates) applicants for each «Pro*Doc» scholarship, a maximum of 10 will receive support for three years from the SNSF. http://www.snf.ch/de/fop/awa/awa_doc.asp.

26 Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten, *Premier rapport sur l'utilisation des subventions fédérales de base pour l'amélioration des conditions d'encadrement dans les sciences humaines et sociales*, 27 mai 2005. See further.



Einleitung

Zielkonsens

In den vergangenen fünfzehn Jahren standen die Geistes- und Sozialwissenschaften in der Schweiz im Brennpunkt wissenschafts- und hochschulpolitischer Debatten. Obwohl daraus der Wille resultierte, diesen Wissenschaften Priorität einzuräumen, leiden sie nach wie vor unter Missständen, die einerseits auf Mittelknappheit, andererseits auf strukturelle Hemmnisse zurückgehen. Dabei zeichnete sich in Studien, welche die Lage der Geistes- und Sozialwissenschaften analysierten, ein Konsens sowohl über die wichtigsten Problembereiche als auch über die Lösungsansätze ab.¹ Die wichtigsten Ziele, welche sich auch in der vorliegenden Schrift wiederfinden, sind

- / Schaffung der Voraussetzung für forschendes Lernen, d.h.
- / Sicherstellung der Qualität der Lehre,
- / Sicherstellung der Qualität der Forschung und
- / Förderung des Nachwuchses.

Geistes- und Sozialwissenschaften sollen selbstverständlich über dieselben personellen Ressourcen verfügen und in gleicher Weise finanziert werden wie andere Wissenschaftsbereiche und nicht länger als «parents pauvres» dastehen. In keinem Fall ist eine fehlende Grundausstattung durch kompetitiv eingeworbene, nur temporär verfügbare Mittel kompensierbar.

1 *Revitalizing Swiss Social Science. Evaluation Report.* Report to the Swiss Science Council by the International Panel of Experts looking into the situation of the social sciences in Switzerland, Berne, SSC, 1993 (FOP 13/1993); Lévy, René, et al., *La situation du corps intermédiaire dans les hautes écoles suisses*, étude mandatée par la Conférence Universitaire Suisse, le Fonds National de la Recherche Scientifique et le Conseil Suisse de la Science, Berne, 1997 (FS 14/1997); Schweizerischer Wissenschaftsrat, *Evaluation der geisteswissenschaftlichen Forschung in der Schweiz. Schlussbericht: Ergebnisse und Empfehlungen des Schweizerischen Wissenschaftsrates*, Bern, 1998 (FOP 50/1998); Schweizerischer Wissenschafts- und Technologierat, *Förderung des akademischen Nachwuchses an Schweizer Hochschulen. Empfehlungen des Schweizerischen Wissenschafts- und Technologierates*, Bern, 2001 (SWTR Schrift 1/2001); *Förderung der Geistes- und Sozialwissenschaften, Schlussbericht der von der Gruppe Wissenschaft und Forschung eingesetzten Arbeitsgruppe*, Bundesamt für Bildung und Wissenschaft, Bern, 2002 (BBW 2002/2d); Schweizerischer Wissenschafts- und Technologierat, *Evaluation der Kommunikations- und Medienwissenschaften in der Schweiz. Expertenbericht und Stellungnahme des SWTR*, November 2004.

Die hier vorgetragenen Forderungen bezüglich
/ «Betreuungsverhältnissen»,
/ «Kleinen Fächern»,
/ «Employability»,
/ «Infrastrukturen für eine starke Forschung»,
/ «Stärkung der Grundlagenforschung»,
/ «Förderung des Doktorats» und
/ «Geregelten Laufbahnen für Forschende»

bestärken die Bemühungen der letzten Jahre, die nötigen Rahmenbedingungen für die Geistes- und Sozialwissenschaften zu schaffen und somit gleich lange Spiesse für sämtliche Wissenschaftsbereiche sicherzustellen.

Problemlage

/38

Die Zahl der Studierenden ist in den vergangenen Jahrzehnten stark angestiegen. Die Bestände des Hochschulpersonals an den Universitäten haben mit dieser Entwicklung nicht Schritt gehalten. In den Geistes- und Sozialwissenschaften unterrichtet heute ein Sechstel des gesamten Hochschulpersonals (Vollzeitäquivalente) 40 Prozent der Studierenden in Lizentiats-, Diplom-, Bachelor- oder Masterstudiengängen. Die in verschiedenen geistes- und sozialwissenschaftlichen Disziplinen unhaltbar gewordenen Betreuungsverhältnisse beeinträchtigen nicht nur die Qualität der Lehre, sondern lassen kaum mehr Zeit für die Forschung übrig. Die dringenden Forderungen, Professuren zu schaffen und den Mittelbau auszubauen, konnten aufgrund knapper und befristet verfügbarer Mittel jedoch nur zum Teil realisiert werden. Das Problem der unhaltbaren Betreuungsverhältnisse konnte so bislang nicht behoben werden.

Die Sicherstellung der internationalen Konkurrenzfähigkeit der geistes- und sozialwissenschaftlichen Forschung stellt ein weiteres wichtiges wissenschaftspolitisches Ziel dar. Dies unterstreichen verschiedene Evaluationen, welche auf eine mangelnde Visibilität (aus ausländischer Perspektive) der Schweizer Forschung in geistes- und sozialwissenschaftlichen Disziplinen hinweisen. Verschiedentlich wurden deshalb Massnahmen und neue Strukturen zur Förderung der Internationalität und Vernetzung vorgeschlagen, um Qualität und Sichtbarkeit der geistes- und sozialwissenschaftlichen Forschung zu gewährleisten und diese optimal in den internationalen Wissenschaftsbetrieb einzubinden.

Der wissenschaftliche Nachwuchs bringt einen Grossteil der neuen wissenschaftlichen Erkenntnisse hervor und bildet ferner die (personelle) Ressource für die Zukunft der jeweiligen Disziplinen. Der Weg vom Erstabschluss (Lizentiat/Diplom, Bachelor, Master) über das Doktorat bis hin zur Professur bleibt jedoch – in allen Wissenschaftsbereichen – steinig. Die Optimierung der Nachwuchsförderung durch Rahmenbedingungen, welche die zügige Fertigstellung einer Doktorarbeit ermöglichen und Perspektiven für die weitere wissenschaftliche Karriere eröffnen, bleibt deshalb eine der Hauptaufgaben der Wissenschaftspolitik.

Insgesamt herrscht beim SWTR der Eindruck vor, dass die Lage am besten als «Stau» umschrieben werden könne. Weder undifferenzierte «Krisen»rhetorik² noch die Suche nach «Diagnose» und «Therapie» sind der Lage angemessen. Viele Ansätze sind andiskutiert oder angekündigt, aber man sieht (noch) keine Ergebnisse. Daneben gibt es akute Probleme, die klar erkannt sind, für die sich aber keine Lösung abzeichnet, weil Konzepte fehlen oder – meistens – weil die öffentlichen Finanzen eine durchgreifende Lösung nicht zulassen. Manches liesse sich scheinbar durch eine Schrumpfung des Universitätssystems oder eine Reduktion des Angebots der Studienplätze in den hier interessierenden Wissenschaften «lösen», etwa durch Zugangsbeschränkungen und eliminatorische Prüfungen bei Studienbeginn, doch zu einem Zeitpunkt, da im internationalen Vergleich der Anteil von Menschen mit einer Hochschulbildung in der Schweiz unter dem OECD-Schnitt³ liegt, zielte dies angesichts der Herausforderungen der Wissensgesellschaft gesellschaftspolitisch in die falsche Richtung.

Geistes- und Sozialwissenschaften in der Wissenschaftspolitik

/39

Die *Geisteswissenschaften*⁴ sind Gegenstand wissenschaftspolitischer Anstrengungen gewesen, seit es eine schweizerische Wissenschaftspolitik gibt. Insbesondere anlässlich der Gründung des Nationalfonds (1952) wurde darauf geachtet, ihnen eine nach damaligen Begriffen angemessene Unterstützung zukommen zu lassen.⁵ Nachdem sich der Bund an der Finanzierung der kantonalen Hochschulen zu beteiligen begonnen hatte, profitierten die Geisteswissenschaften in der Phase zwischen der Hochkonjunktur der ausgehenden 1960er Jahre und dem Konjunktumschwung im ersten Drittel der 1970er Jahre von der Schaffung der Assistentenstellen und der Vermehrung der Lehrstühle. Ausgangspunkt für den Personalausbau bildete das beschleunigte Wachstum der Studierendenzahlen insbesondere seit Ende der 1950er Jahre, welches tiefgreifende Veränderungen und Strukturreformen verlangte, teilweise aber auch die Ausdifferenzierung der Disziplinen zur Folge hatte. Zur Beratung und Ausarbeitung der neuen Konzeptionen wurden damals zwei neue Organe geschaffen – der Schweizerische Wissenschaftsrat (1965) und die Schweizerische Hochschulkonferenz (1969). Akademische Nachwuchsförderung, angestossen durch den Ruf nach qualifizierten Nachwuchskräften aus der Privatwirtschaft, wurde als wirtschaftliche und politische Notwendigkeit – als staatspolitische Aufgabe – definiert. So forderte der Bericht Labhardt (1964) einen massiven Ausbau der Assistentenstellen. Die Assistierenden sollten den Nachwuchs für die UniversitätslehrerInnen sicherstellen, die Dozierenden entlasten – und damit der wachsenden Anzahl von Studierenden ein angemessenes Studium ermöglichen

-
- 2 [Deutscher] Wissenschaftsrat, Empfehlungen zur Entwicklung und Förderung der Geisteswissenschaften in Deutschland, Berlin, 27. Januar 2006, 5, 11: «Als Krise der Geisteswissenschaften ist die beschriebene Entwicklung indes falsch analysiert, wiesen doch ihre wachsenden Forschungs- und Ausbildungsleistungen [...] in die gegenteilige Richtung.»
 - 3 In der Schweiz verfügten im Referenzjahr 2003 21.6% der Bevölkerung – gerechnet am Total der Bevölkerung der entsprechenden Altersgruppe – über einen Hochschulabschluss der Stufe «A». In den vorhergehenden Jahren lag diese Quote sogar 2-3 Prozentpunkte tiefer (die erwähnte Stufe ISCED 5A umfasst kantonale Universitäten, ETHs, Pädagogische Hochschulen und Fachhochschulen). Das OECD-Mittel lag bei 32.2%. Deutschland verzeichnete einen Anteil von 19.5%, Frankreich von 26.7%, das Vereinigte Königreich von 38.2%, Finnland von 48.7%.
OECD, Education at a Glance – OECD Indicators 2005, OECD, Paris, 2005, 46f., www.oecd.org/edu/eag2005.
 - 4 Unter Geisteswissenschaften werden in diesem Bericht die Kategorien des Schweizerischen Hochschulinformationssystems (SHIS) 1.2. «Sprach- und Literaturwissenschaften» und 1.3. «Historische und Kulturwissenschaften» verstanden.
 - 5 Fleury, Antoine; Joye, Frédéric, Die Anfänge der Forschungspolitik in der Schweiz. Gründungsgeschichte des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung 1934–1952, Baden, 2002; Benninghoff, Martin; Leresche, Jean-Philippe, La recherche affaire d'Etat. Enjeux et luttes d'une politique fédérale des sciences, Lausanne, 2003.

– sowie in der Forschung mitwirken. Bis in die Nachkriegszeit hatte sich der schweizerische geisteswissenschaftliche Nachwuchs in der Regel aus der Praxis rekrutiert. Die Beschäftigung mit der Wissenschaft wurde also durch die volle Beanspruchung im Beruf erschwert.⁶

Seither jedoch gehören die Geisteswissenschaften nicht mehr zu den Gewinnern wissenschaftspolitischer Massnahmen. Mit der Schaffung der Nationalen Forschungsprogramme NFP konnten einige Forschungsgruppen finanziert werden (namentlich im NFP 21 Kulturelle Vielfalt und Nationale Identität); die Geisteswissenschaften profitieren von der orientierten Forschung jedoch nicht im selben Masse wie andere Wissenschaften (darunter auch die Sozialwissenschaften). Die steigenden Studierendenzahlen belasten überdies die Geisteswissenschaften so stark, dass die Forschung, insbesondere die Grundlagenforschung, ernsthaft bedroht ist.

Die *Sozialwissenschaften*⁷ standen zunächst lange im Schatten der bereits früher zum klassischen akademischen Kanon zählenden Wissenschaften. Die Entwicklung etwa des Faches Soziologie in der Schweiz hinkte der internationalen Entwicklung stark hintennach. Waren in Deutschland nach dem Ersten Weltkrieg Soziologie-Lehrstühle eingerichtet worden, so gab es noch 1955 in der Deutschschweiz nur eine einzige Professur für Soziologie, an der Universität Bern. Die Sozialwissenschaften litten hierzulande zudem unter einer geringen Akzeptanz.⁸ Vom Universitätsausbau um 1970 profitierten sie in ungleichem Masse – so wurde die Soziologie in Basel, um ein Beispiel zu nennen, bis vor Kurzem von einem einzigen Ordinariat vertreten. Gleichzeitig überrollten die wachsenden Studierendenzahlen gerade die Sozialwissenschaften förmlich.

Die sozialwissenschaftliche Forschung profitierte seit den 1980er Jahren von den Möglichkeiten, welche sich im Rahmen der «orientierten Forschung» mit den Nationalen Forschungsprogrammen NFP boten. Zahlreiche Forschungsprogramme der Bereiche Bildung, Politik, Sozialpolitik, aber auch Umwelt und Wirtschaft betrafen zumindest teilweise sozialwissenschaftliche Themenstellungen.⁹

In dieser Lage gingen gegen Ende der 1980er Jahre die Sozialwissenschaften, d.h. die Soziologie, die Bildungsforschung, die Politologie und die Psychologie eine Allianz ein, um gemeinsam wissenschaftspolitisch tätig zu werden. Eine konkrete Folge dieses Zusammenschlusses war der Vorschlag einer Evaluation des Status quo und der Entwicklungsperspektiven in den genannten vier Disziplinen. Diese Evaluation

6 *Hochschulgeschichte Berns 1528–1984*, hrsg. im Auftrag des Regierungsrates des Kantons Bern von der Kommission für bernische Hochschulgeschichte Bern 1984, 94f. und 576f.; *Bericht der eidgenössischen Expertenkommission für Fragen der Hochschulförderung*, hrsg. Eidgenössisches Departement des Innern, Bern 1964 (*Bericht Labhardt*), 13f.

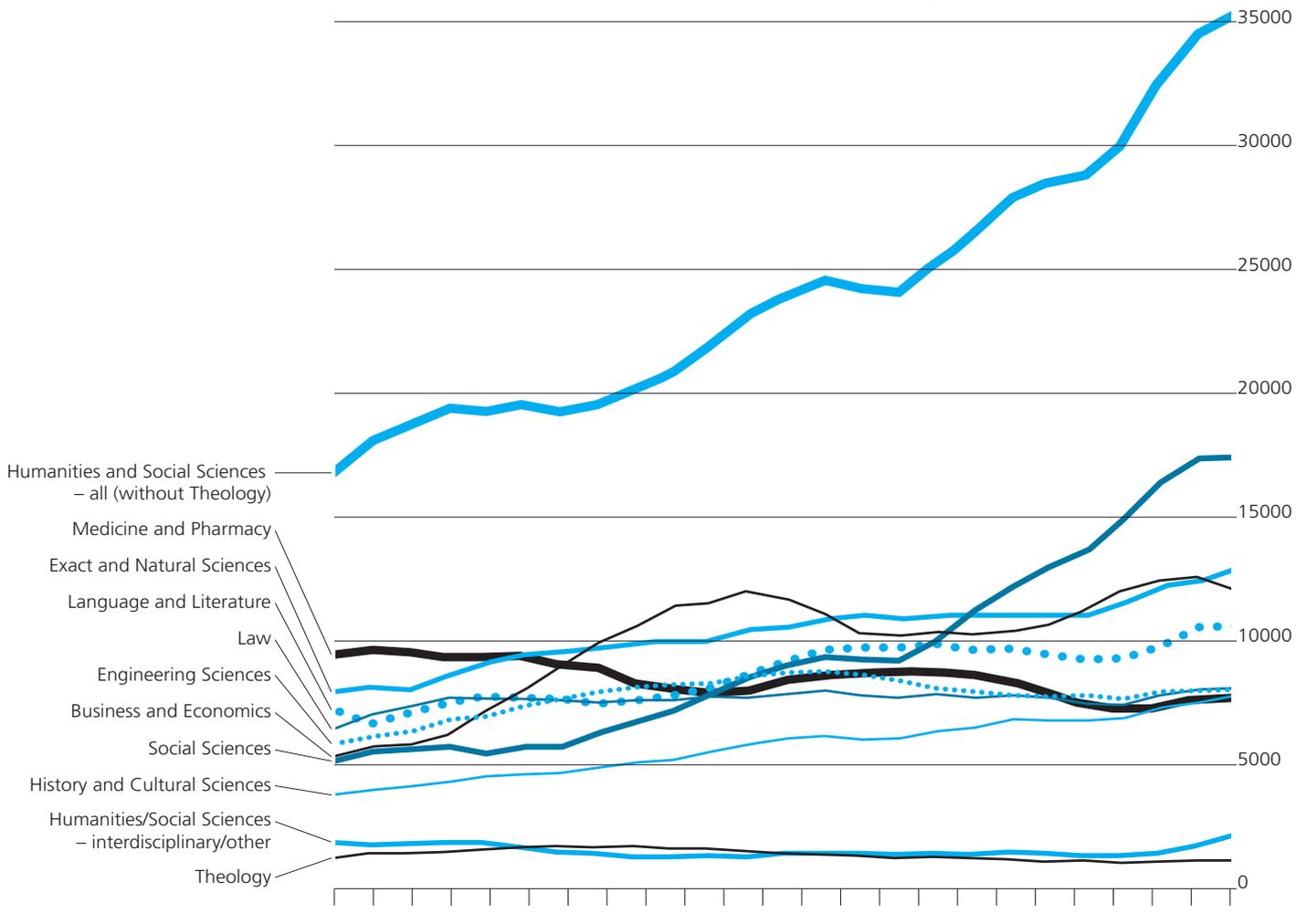
7 In dieser Schrift wird vor allem auf Beispiele aus den Medien-, politischen Wissenschaften und aus der Soziologie abgestellt. Rechts- und Wirtschaftswissenschaften werden ausgeklammert.

8 «La politique suisse de la science a négligé le développement des sciences sociales. [...] Le discours et l'action politiques n'ont pas valorisé la place et l'image des sciences sociales ni favorisé leur visibilité en regard des sciences naturelles sur lesquelles s'est porté l'essentiel de l'effort d'encouragement (symbolique et financier) au cours des trente dernières années.» Représentants des sociétés suisses de psychologie, recherche en éducation, sciences politiques et sociologie, *Enquête sur la situation de la recherche en sciences sociales en Suisse. Evaluation de la situation et propositions*, Berne, CSS, 1992 (FOP 6/1992), 2. Im selben Dokument kann man über die Folgen der «augmentation, spectaculaire dans plusieurs cas, de la demande de formation que les étudiants adressent aux sciences sociales dans les universités» bereits lesen: «elle surcharge les instituts des sciences sociales et notamment les professeurs», *ibid.* 2f.

9 Das NFP 3 *Probleme der sozialen Integration in der Schweiz* (CHF 5'900'000, Abschluss 1982) war das erste primär sozialwissenschaftlich orientierte NFP. Weitere ausgewählte Beispiele: NFP 6 *Entscheidungsvorgänge in der schweizerischen Demokratie* (CHF 5'500'000, Abschluss 1987), NFP 10 *Bildung und das Wirken in Gesellschaft und Beruf* (CHF 8'000'000, Abschluss 1986), NFP 27 *Wirksamkeit staatlicher Massnahmen* (CHF 5'000'000, Abschluss 1997), NFP 32 *Alter* (CHF 12'000'000, Abschluss 1999), NFP 51 *Integration und Ausschluss* (CHF 12'000'000, läuft), NFP 52, *Kindheit, Jugend und Generationenbeziehung im gesellschaftlichen Wandel* (CHF 12'000'000, läuft). Vgl. Listen in Schweizerischer Nationalfonds, http://www.snf.ch/de/rep/nat/nat_nrp.asp und Staatssekretariat für Bildung und Forschung, <http://www.sbf.admin.ch/htm/services/formulare/nfp/nfp-liste.pdf>.

Fig.1 – Students 1980-2004

in the Licentiate, Diploma, Bachelors, and Masters Programmes



Daten BFS, Grafik CEST¹⁰

Die Anzahl der Studierenden der «Geistes- und Sozialwissenschaften¹¹» hat sich in den Jahren 1980–2004 etwa verdoppelt. Für Studierende in Lizentiats-, Diplom-, Bachelor- oder Masterstudiengängen (ohne Doktorierende, Studierende in Nachdiplomstudiengängen sowie Personen, welche ausserhalb der regulären Studiengänge studieren) ist sie von knapp 17'000 auf gut 35'000 gestiegen. Der Anstieg ist insbesondere der Fachbereichsgruppe «Sozialwissenschaften» zuzuschreiben: Die Anzahl der Studierenden hat sich im genannten Zeitraum – insbesondere in den 1990er Jahren – in dieser Gruppe mehr als verdreifacht. Die Anzahl der Studierenden des Fachbereichs «Historische und Kulturwissenschaften» hat sich etwa verdoppelt, während die Anzahl der Studierenden der «Sprach- und Literaturwissenschaften» nur leicht zugenommen hat.

Mit Ausnahme der Fachbereichsgruppe «Medizin & Pharmazie» wachsen auch die Studierendenzahlen in den übrigen Fachbereichsgruppen – in geringerem Ausmass – an. Die Wirtschaftswissenschaften verzeichnen ein Wachstum, welches dasjenige der Geistes- und Sozialwissenschaften übersteigt. Deren Entwicklung stabilisierte sich jedoch im Verlauf der 1990er Jahre, während die Wachstumsrate für die Geistes- und Sozialwissenschaften unverändert hoch bleibt.

10 Kategorien gemäss SHIS. In obiger Grafik wurde die Kategorie «Geistes- und Sozialwissenschaften» bewusst auf die Fachbereiche «Sprach- und Literaturwissenschaften» (1.2), «Historische und Kulturwissenschaften» (1.3), «Sozialwissenschaften» (1.4), «Geistes- und Sozialwissenschaften fächerübergreifend/übrige» (1.5) reduziert. Die Theologie (1.1.) wurde separat ausgewiesen. Der vollständige Fächerkatalog mit Angaben der entsprechenden Kategorien findet sich unter http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/infothek/nomenklaturen/blank/blank/faecherkatalog_hs/02.ContentPar.0001.DownloadFile.tmp/faecher_uh_df.pdf.

11 Siehe Anmerkung 10.

wurde 1990/91 vom Schweizerischen Wissenschaftsrat durchgeführt, der dafür ein internationales Expertenteam berief. Das Expertenteam hielt in seinem Bericht *Revitalizing Swiss Social Science* fest, dass die Sozialwissenschaften in der Schweiz im Vergleich mit anderen europäischen Staaten einen zu geringen Stellenwert hätten. Als vordringliche Probleme wurden genannt: das Fehlen einer wissenschaftlichen Strategie für Forschung und Forschungsmittel, fehlende Entwicklungsmöglichkeiten für Nachwuchsforscher, steigende Studierendenzahlen ohne Vermehrung der Ressourcen. Die Experten schlugen auch konkrete Massnahmen vor, darunter die Schaffung von zwei Graduiertenkollegs und eines 'Institute for Advanced Studies in the Social Sciences' sowie die Einrichtung eines Wissenschaftspolitischen Rates für die Sozialwissenschaften.¹²

/42

Diese Massnahmen wurden nur zum Teil umgesetzt. Im Rahmen der Schweizerischen Akademie für Geistes- und Sozialwissenschaften SAGW wurde 1993 ein Wissenschaftspolitischer Rat für die Sozialwissenschaften geschaffen. Mit der Verabschiedung des Schwerpunktprogramms SPP 'Zukunft Schweiz – Demain la Suisse' im Jahre 1996 setzte man eine weitere vom internationalen Expertenteam empfohlene Massnahme um.¹³ Dieses auf acht Jahre befristete Schwerpunktprogramm wurde vom Bund mit 45 Millionen Franken finanziert. Die Förderaktivitäten des Programms bezogen sich auf drei Bereiche: Projektförderung, Nachwuchsförderung und Bereitstellung von Grundlagendaten zur gesellschaftlichen Entwicklung der Schweiz. Um eine kontinuierliche Erhebung von Grundlagendaten sicherzustellen, wurden eigene Forschungsinfrastrukturen aufgebaut, so das Schweizer Haushalt-Panel (SHP) und die Wahlbefragungen im Rahmen der Swiss Electoral Studies (SELECTS). Mit der Kombination von Projekt- und Strukturförderung schuf das Programm wichtige Voraussetzungen für den Anschluss der Schweizer Sozialwissenschaften an die internationale Forschung. Es lässt sich aber kaum behaupten, dass das Programm 'Zukunft Schweiz' auch die erhoffte strukturelle Wirkung auf der Ebene der Hochschulen erzielte oder die internationale Präsenz einer exzellenten schweizerischen Sozialforschung verstärkte. Der Abschluss des SPP verbindet sich mit der Frage nach der Zukunft der dadurch entstandenen Strukturen der angewandten Forschung (SHP, SELECTS). Das von der SAGW propagierte Forschungszentrum Sozialwissenschaften ForS zielt darauf ab, die Strukturen aus dem SPP 'Zukunft Schweiz' zu erhalten und mit anderen Strukturen zu kombinieren. ForS soll namentlich die Infrastruktureinrichtungen SIDOS, SELECTS, Jahrbuch für Schweizerische Politik, Schweizer Haushalt-Panel und Sozialbericht zusammenführen.¹⁴

Mehr denn je sind die negativen Effekte des an sich erfreulichen studentischen Zusporns in der Lehre zu fürchten, der die Ressourcen übermässig belastet. Dies gilt insbesondere für die rasch gewachsenen Fächer wie die Psychologie (deren Zugehörigkeit zu den Sozialwissenschaften bestritten werden kann), die Politikwissenschaft und die Medienwissenschaft(en). Neuere Evaluationen wie diejenige, die der SWTR den Medienwissenschaften gewidmet hat¹⁵, machen diese Gefahren deut-

12 *Revitalizing Swiss Social Science. Evaluation Report.* Report to the Swiss Science Council by International Panel of Experts looking into the situation of the social sciences in Switzerland, Berne, SSC, 1993 (FOP 13/1993); Représentants des sociétés suisses de psychologie, recherche en éducation, sciences politiques, *Enquête sur la situation de la recherche en sciences sociales en Suisse. Evaluation de la situation et propositions*, Berne, CSS, 1992 (FOP 6/1992).

13 http://www.swiss-science.org/_sppzch/. Dieses Programm wurde 2004 beendet.

14 Berichte zu ForS finden sich auf <http://www.sagw.ch/dt/Portrait/Planung.asp>.

15 Evaluation der Kommunikations- und Medienwissenschaften in der Schweiz durch den Schweizerischen Wissenschafts- und Technologierat: Gysin, Nicole et al., *Selbstevaluationsbericht*, Schweizerische Gesellschaft für Kommunikations- und Medienwissenschaft, März 2004; Schweizerischer Wissenschafts- und Technologierat, *Evaluation der Kommunikations- und Medienwissenschaften in der Schweiz. Expertenbericht und Stellungnahme* des SWTR, November 2004.

lich, einerseits für die Lehrqualität, andererseits für die Qualität der Forschung, insbesondere einer international kompetitiven Grundlagenforschung. Zwar wurde mit dem «Zukunftsrat» der MedienwissenschaftlerInnen ein exemplarisches Gremium für Reflexion, Kooperation und wissenschaftspolitische Konzeptarbeit geschaffen. Es entsteht jedoch der Eindruck, dass der Aufschwung der Sozialwissenschaften an eine Grenze stösst. Diese ist charakterisiert durch die fehlende Bereitschaft der Universitäten, diese Wissenschaften entsprechend ihren Bedürfnissen und dem Interesse der Studierenden zu priorisieren, durch die dünne Personaldecke und die geringe Präsenz international renommierter Fachvertreter; ferner durch die wegen zu grosser Lehrbelastung stark eingeschränkte Forschung, die sich vielleicht allzu sehr aus schweizerischer Perspektive mit auf das Schweizerische ausgerichteten Themen beschäftigt. Der in den 1990er Jahren gewonnene Schub droht verloren zu gehen.

Die *Geisteswissenschaften* wurden nach dem (mittelfristig dank dem SPP «Zukunft Schweiz» erfolgreichen) Vorbild der Sozialwissenschaften zwischen 1994 und 1997 ebenfalls durch den Schweizerischen Wissenschaftsrat evaluiert.¹⁶ Anfang 1998 wurden in einem Schlussbericht Ergebnisse und Empfehlungen veröffentlicht. Im Jahre 1999 startete der damalige Schweizerische Wissenschaftsrat eine Folge-Umfrage bei 700 VertreterInnen der Geisteswissenschaften sowie der Fachgesellschaften über die Situation in den genannten Disziplinen und die Veränderungen nach der Evaluation.¹⁷

Die Expertengruppe beurteilte die Qualität der Leistungen geisteswissenschaftlicher Forschung in der Schweiz als «unterschiedlich wenn auch allgemein heute noch als befriedigend, wobei in einzelnen Bereichen Spitzenleistungen erbracht werden».¹⁸ Ohne Revitalisierungsmassnahmen struktureller Natur lasse sich dieser Stand auf die Dauer nicht halten. Die Organisation der Forschung und die Ausbildung des wissenschaftlichen Nachwuchses stehe im internationalen Vergleich im Rückstand.

Die Expertengruppe empfahl der geisteswissenschaftlichen Forschung in der Schweiz eine kulturwissenschaftliche Reorientierung mit einer stärkeren Hinwendung zu aktualitätsbezogenen Fragestellungen. Diese Anregungen wurden gemäss der 2000 veröffentlichten Folgeerhebung in den einzelnen Fächern durchaus aufgegriffen, aber auch kritisch hinterfragt.

Die Experten der Evaluation von 1997 stellten ferner eine Vereinzelung der Forschenden in der Schweiz fest. Anstrengungen im Bereich der intra- und interuniversitären Kooperation seien noch ungenügend entwickelt. In der Folgeumfrage wurde die mangelnde intrauniversitäre Kooperation beklagt. Fortschritte zeigten sich jedoch in der interuniversitären Zusammenarbeit, vor allem in der französischen Schweiz (etwa im Bereich der Doktorierendenprogramme). Dank der Kommunikationsmöglichkeiten der neuen Medien habe sich die internationale Kommunikation im Bereich der Forschung erheblich verstärkt.

-
- 16 Evaluation GEWI: Schweizerischer Wissenschaftsrat, *Evaluation de la recherche en sciences humaines en Suisse. La recherche suisse en sciences humaines: Qualités, contraintes et perspectives d'avenir. Rapport rédigé par la commission internationale d'experts*, Bern, 1997 (FOP 41/1997); Schweizerischer Wissenschaftsrat, *Evaluation der geisteswissenschaftlichen Forschung in der Schweiz: Zusammenfassender Bericht der Schlusskonferenz vom 15. Februar 1997 in Bern*, Bern, 1997 (FOP 42/1997); Schweizerischer Wissenschaftsrat, *Evaluation der geisteswissenschaftlichen Forschung in der Schweiz. Schlussbericht: Ergebnisse und Empfehlungen des Schweizerischen Wissenschaftsrates*, Bern, 1998 (FOP 50/1998) und Kurzfassung (FOP 53/1998).
- 17 Stücheli, Peter, *«Kulturwissenschaften» in der Schweiz? Erkundigungen zur Situation der Geisteswissenschaften und der Theologie im Jahr 2000*, Bern, 2000 (CEST 2000/1).
- 18 Schweizerischer Wissenschaftsrat, *Evaluation de la recherche en sciences humaines en Suisse. La recherche suisse en sciences humaines: Qualités, contraintes et perspectives d'avenir. Rapport rédigé par la commission internationale d'experts*, Bern, 1997 (FOP 41/1997).

In der Evaluation wurde einerseits ein deutlicher Gegensatz zwischen der «modernisierten», angelsächsisch-atlantisch ausgerichteten Welt einiger vom Wissenschaftsrat beigezogener Experten und der Mehrheit der schweizerischen Lehrstuhlinhaber sichtbar, die sich in den Bahnen der wertvollen deutschen Traditionen aus der Zeit vor den Universitätsreformen, die die Hochschulen des Nachbarlandes um 1970 umgestaltet hatten, bewegten und auf dieser Grundlage teilweise hervorragende wissenschaftliche Leistungen erbrachten.

Andererseits ergaben sich aus dieser Evaluation wichtige wissenschaftspolitische Anregungen für den Umgang mit dem Nachwuchs, die Bedeutung der nationalen und internationalen Vernetzung und das Gewicht der Beziehungen der Forschung (und Lehre) zur Gesellschaft der jeweiligen Region. Zur Debatte gestellt wurden die negativen Aspekte der in den Deutschschweizer Universitäten erkennbaren Fokussierung auf den Lehrstuhl und das Institut im Vergleich zur Departementalisierung, die sich anderswo zu bewähren schien.¹⁹

/44

Dass die auf der Schiene der Förderung «orientierter Forschung» unternommene Wissenschaftspolitik teilweise an den Geisteswissenschaften vorbeizielte, wurde ebenfalls deutlich. Zwar erschienen in offiziellen Verlautbarungen des Bundes (zu nennen sind die *Ziele der Forschungspolitik des Bundes nach dem Jahr 2000 und die Botschaften BFT 2000–2003 und 2004–2007*)²⁰ wiederholt die Sozial- und Geisteswissenschaften pauschal als ein prioritär zu fördernder Gegenstand; die Konkretisierung blieb jedoch lange Zeit aus.

Die Hoffnungen, die kleinere Fächer wie Afrikanistik, Asienstudien oder Islamwissenschaften in die erwartete Erhöhung der Wissenschaftskredite des Bundes investiert hatten, schlugen schliesslich in Frustration um. Die Schwerpunktprogramme SPP wurden aufgrund von Diskussionen aus den späten 1990er Jahren durch die Nationalen Forschungsschwerpunkte NFS abgelöst. Da diese ein starkes bottom-up-Element enthielten (keine vorgegebenen Themen bei der Ausschreibung, Konstituierung von Programmgruppen von den Universitäten her), bestanden gewisse Hoffnungen, dass vielleicht über dieses Instrument das Versprechen einer Förderung der Sozial- und Geisteswissenschaften eingelöst werden könnte. Zum Eklat kam es, als 2001 das Ergebnis der ersten Ausschreibung von NFS publik wurde: kein Forschungsschwerpunkt im Bereich dieser an sich priorisierten Wissenschaften.

Gleichzeitig kamen diese Wissenschaften unter den Druck der Erwartungen, die mit den Worten «Accountability», «Wettbewerb», «Leistungsmessung» und «Ranking» umschrieben werden können. «Social Sciences» und «Arts and Humanities» aus der Schweiz standen eher schlecht da, wenn man sie auf der Grundlage der beiden von Thomson Scientific²¹ erstellten Datenbanken SSCI und A&HCI einem internationalen Vergleich (auch mit Ländern, die nicht zum angelsächsischen Sprachbereich gehören) unterwarf. Offensichtlich fehlten «Instrumente», die die Leistungen der Geistes- und Sozialwissenschaften zu erfassen vermochten.²²

19 Vgl. Fussnote 16.

20 *Ziele der Forschungspolitik des Bundes nach dem Jahr 2000* vom 22. Oktober 1997 (Bundesblatt 1997, Bd. 4, Heft 50, 1537–1561, Geschäft Nr. 97.079); *Botschaft über die Förderung von Bildung, Forschung und Technologie in den Jahren 2000–2003* vom 25. November 1998 [im Folgenden zitiert *Botschaft BFT 2000–2003*]; *Botschaft über die Förderung von Bildung, Forschung und Technologie in den Jahren 2004–2007* vom 29. November 2002 [im Folgenden zitiert *Botschaft BFT 2004–2007*].

21 <http://www.isinet.com/>.

22 *Welche Qualität in den Sozialwissenschaften?* Tagung des Wissenschaftspolitischen Rates für die Sozialwissenschaften, des Schwerpunktprogramms «Zukunft Schweiz», der Schweizerischen Evaluationsgesellschaft SEVAL und der Schweizerischen Akademie für Geistes- und Sozialwissenschaften, SAGW, Bern, 2001.

Bedürfnisse der Geistes- und Sozialwissenschaften

Dank einer Arbeitsgruppe, die die damalige Gruppe für Wissenschaft und Forschung GWF unter Leitung von Gerhard M. Schuwey eingesetzt hatte, und dem Einsatz der SAGW wurden danach die Bedürfnisse der Sozial- und Geisteswissenschaften deutlicher artikuliert. Dabei wurde aufgezeigt, dass diese heteronomen Erwartungen und Massstäben ausgesetzt waren, wenn sie über den gleichen Kamm wie biomedizinische und naturwissenschaftlich-technische Forschungen geschoren wurden. Ungünstige Rahmenbedingungen und eine ungenügende finanzielle Ausstattung der Geistes- und Sozialwissenschaften bedrohten die Qualität der Ausbildung und behinderten die Forschung. Dabei identifizierte die Arbeitsgruppe Schuwey folgende Problem- und Handlungsbereiche: ²³

- / Die Arbeiten der Gruppe zeigten, dass den hohen und stetig wachsenden Studierendenzahlen völlig ungenügende Ressourcen gegenüber standen: Die Betreuungsverhältnisse betragen im Schnitt 1:60 und in einzelnen Disziplinen bis zu 1:180. Zum Ausgleich solcher Missstände forderte die Arbeitsgruppe die Schaffung von 483 neuen Professuren bis 2007 – davon 260 für die Geistes- und Sozialwissenschaften im engeren Sinn.²⁴ Sie empfahl ferner eine spezifische Förderstrategie für die «kleinen Fächer».
- / Die Arbeitsgruppe stellte zudem fest, dass die bereits geringe Anzahl Doktorate in den Geistes- und Sozialwissenschaften weiterhin abnahm. Um die Attraktivität der wissenschaftlichen Laufbahn zu gewährleisten, bedürfe es eigenständiger Forschungsmöglichkeiten sowie sicherer Stellenaussichten. Im Hinblick auf die Diversität der Fachrichtungen und individueller Bedürfnisse brauche man unterschiedliche Förderinstrumente – die Arbeitsgruppe empfahl u.a. Graduiertenkollegs und Stipendien für besonders qualifizierte Doktorierende. Auf Ebene Postdoktoranden forderte sie die Einführung eines «Tenure Track» sowie die Bereitstellung von mindestens 50 Nachwuchsprofessuren für die Geistes- und Sozialwissenschaften. Es gelte, insbesondere der vertikalen Segregation entgegenzuwirken.
- / Ein Vergleich mit den anderen Disziplinen zeigte, dass die Mittel für die Geistes- und Sozialwissenschaften ungenügend waren. Die Forschungsförderung müsse zudem – insbesondere in der Programmforschung – die fachlichen Besonderheiten bei der Vergabe der Fördergelder berücksichtigen. Die Arbeitsgruppe empfahl daher gesonderte Ausschreibungen für die Geistes- und Sozialwissenschaften sowie Massnahmen zur Stabilisierung von Langzeitinstrumenten und Infrastrukturen.
- / Ferner müsste die Bedeutung der Geistes- und Sozialwissenschaften – die in der heutigen Wissensgesellschaft eine erstrangige Rolle spielen können und sollen – deutlicher im Bewusstsein der Öffentlichkeit verankert werden.

Die von der Arbeitsgruppe geforderten Massnahmen hätten eine substantielle Erhöhung der finanziellen Mittel für die Universitäten sowie für den Nationalfonds bedeutet. Sie hätten auch institutionelle Reformen erforderlich gemacht.

23 *Förderung der Geistes- und Sozialwissenschaften, Schlussbericht der von der Gruppe Wissenschaft und Forschung eingesetzten Arbeitsgruppe*, Bundesamt für Bildung und Wissenschaft, 2002 (BBW 2002/2d).

24 Die Arbeitsgruppe arbeitete mit einer breiten Definition der Geistes- und Sozialwissenschaften, welche auch die Wirtschaftswissenschaften und die Rechtswissenschaften umfasste.

Aufgrund der Einsichten der Arbeitsgruppe Schuwey wurde die zweite Ausschreibung der Nationalen Forschungsschwerpunkte NFS für Geistes- und Sozialwissenschaften «reserviert» (Entscheid Frühjahr 2005). Vereinzelt Ansätze, die meist in der *Botschaft BFT 2004–2007* angekündigt wurden, sind zum Zeitpunkt der Redaktion des vorliegenden Berichts teilweise soeben realisiert worden: dreijährige Doktoratsstipendien werden im Rahmen der im Dezember 2005 ausgeschriebenen Graduiertenprogramme Pro*Docs des Schweizerischen Nationalfonds verwirklicht, welche prioritär auf die Geistes- und Sozialwissenschaften ausgerichtet sind.²⁵ Bisher nur beschränkte Wirkung zeigte die Zweckbindung der Erhöhung der Grundbeiträge des Bundes an die Universitäten: Die Zahl der zusätzlichen zur Verbesserung der Betreuungsverhältnisse in den Geistes- und Sozialwissenschaften geschaffenen Professuren blieb im Jahr 2004 hinter den Erwartungen zurück.²⁶

/46

Auch wenn einige Massnahmen nicht immer explizit als solche zugunsten der Geistes- und Sozialwissenschaften dargestellt worden sind, sind Ansätze in vielen Bereichen erkennbar. Von den im Jahr 2000 eingeführten Förderprofessuren haben VertreterInnen auch dieser Fächer profitiert; die zweckgebundene Erhöhung der Grundbeiträge an die Universitäten war wie erwähnt explizit auf die überlaufenen Geistes- und Sozialwissenschaften zugeschnitten; desgleichen war, wie wir gesehen haben, die im Frühjahr 2005 beschlossene Serie von NFS für diese Wissenschaften bestimmt worden. Lokal konnten vereinzelte Fächer vom Mäzenatentum profitieren, so die Afrikastudien in Basel. Enttäuscht wurden aber Erwartungen auf eine wesentlich stärkere finanzielle Bundesbeteiligung an den Universitäten, wie sie in den 1990er Jahren geäussert worden waren. Weder erhöhte sich der Bundesbeitrag im erwarteten Masse, noch scheinen die betroffenen Fächer innerhalb der Universitäten von Umverteilungen zu ihren Gunsten deutlich und entsprechend der gewachsenen Studierendenzahlen profitiert zu haben. Der von der Arbeitsgruppe Schuwey errechnete, erforderliche Zuwachs von 260 Professuren in den Geistes- und Sozialwissenschaften zur Herstellung ausreichender Betreuungsverhältnisse bleibt angesichts der Finanzlage von Bund und Kantonen eine Utopie.

Die vorliegende Schrift nimmt die Stossrichtungen Lehre, Forschung und Nachwuchsförderung auf. Es soll jedoch kein umfassendes Panorama entworfen werden. Der SWTR will vielmehr dringende Probleme benennen, von denen einige bisher noch zu wenig Beachtung gefunden haben. Dabei möchte er vor allem Lösungswege zur Diskussion stellen. Er konzentriert sich auf die Geistes- und Sozialwissenschaften im engeren Sinn und schliesst die Rechts- und Wirtschaftswissenschaften weitgehend aus seinen Überlegungen aus.

Nicht in allen Fällen ist der Bund der erste Adressat für Erwartungen, da oft die Betroffenen selbst alternative Wege explorieren können, bevor nach zusätzlichen Bundesmitteln, neuen Instrumenten der Wissenschaftspolitik oder einer veränderten Praxis in deren Anwendung gerufen wird.

Die Ausführungen sind in sieben Themenbereiche gegliedert. Die Kapitel «Hilfe für überlaufene Fächer» und «Perspektiven für unterkritische Fächer» analysieren unter dem Aspekt der Sicherung der Lehr- und Lernqualität, der zweifellos mit

25 Von den 12 bis 20 «candocs» (Kandidat/in für das Doktorat) je «Pro*Doc» können maximal 10 von einer Entlohnung durch den SNF auf drei Jahre profitieren. http://www.snf.ch/de/fop/awa/awa_doc.asp.

26 Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten, *Premier rapport sur l'utilisation des subventions fédérales de base pour l'amélioration des conditions d'encadrement dans les sciences humaines et sociales*, 27 mai 2005. Mehr dazu weiter unten.

der Forschungsqualität unmittelbar verknüpft ist, die spezifischen Probleme, mit welchen sich einerseits «grosse», andererseits «kleine» Fächer konfrontiert sehen. «Chancen für AbsolventInnen» widmet sich der Schnittstelle Hochschule – Arbeitsmarkt und der «Employability» der HochschulabsolventInnen geistes- und sozialwissenschaftlicher Fächer. Forschung steht im Fokus der nachfolgenden Kapitel. Dabei werden in den Abschnitten «Sicherung der Infrastrukturen» und «Stärkung der Grundlagenforschung» die Voraussetzungen für eine qualitativ hochstehende Forschung diskutiert, die zusätzlich zu akzeptablen Betreuungsverhältnissen in der Lehre geschaffen oder erhalten werden sollten. Schliesslich beschäftigen sich die Kapitel «Förderung des Doktorats» und «Einführung geregelter Laufbahnen für Forschende» mit der Förderung des akademischen Nachwuchses für die Geistes- und Sozialwissenschaften.



Hilfe für überlaufene Fächer

/49

Problemlage

Insbesondere in gewissen Sozialwissenschaften, aber auch in einigen geisteswissenschaftlichen Fächern herrscht ein starker Zuspruch von Seiten der Studierenden, dem kein entsprechender Ausbau des Lehrkörpers gefolgt ist. Deshalb sind die Betreuungsverhältnisse²⁷ in diesen Fächern sehr schlecht. Dies hat nicht nur negative Auswirkungen auf die Qualität der Lehre – ein wichtiges hochschulpolitisches Ziel per se, das zu Recht auch von der Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten CRUS und in der *Botschaft BFT 2004–2007* des Bundes unterstrichen wurde²⁸ – sondern verunmöglicht mangels Zeit auch weitgehend eine angemessene Forschungsaktivität der HochschullehrerInnen. Daraus folgt auch, dass die in der akademischen Ausbildung erwünschte Heranführung der Studierenden an die Forschung im Unterricht nicht im angestrebten Ausmasse möglich ist.

27 Genaue Berechnungen für einzelne Fächer sind auf der Basis von BFS-Daten nicht sinnvoll, da Nebenfachstudierende nicht erfasst wurden. – Deutschland: In den Sprach- und Kulturwissenschaften entwickelten sich die Betreuungsverhältnisse vom 75.3 Studierenden pro Professur im Jahre 1999 auf 93.7 im Jahre 2003; Wissenschaftsrat 2006, 22.

28 Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten, *Empfehlungen der CRUS für die koordinierte Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses* vom 16. Juni 2004, 28, www.crus.ch/docs/lehre/bologna/schweiz/Empfehlungen/Empf.pdf; BFT 2004-2007, 2406-2407.

Professor/innen (VZÄ)²⁹	1980	1984	1988	1992	1996	2000	2004	Entwickl. 1980–2004 in %
Geistes- und Sozialwissenschaften (ohne Theologie)	414.0	458.2	320.7	493.6	500.9	521.0	597.0	+44.2
1.2 Sprach- und Literaturwissenschaften	176.2	198.3	128.8	209.2	205.4	193.0	208.8	+18.4
1.3 Historische und Kulturwissenschaften	125.0	133.5	86.0	134.1	127.6	141.5	161.0	+28.8
1.4 Sozialwissenschaften	85.1	122.9	97.7	139.0	151.6	180.3	217.4	+155.5
1.5 Geist./Soz.wiss. fächerübergr./übrige	27.7	3.5	8.2	11.3	16.3	6.1	9.9	-64.5

Studierende³⁰ (Lizentiat / Diplom; BA; MA)	1980	1984	1988	1992	1996	2000	2004	Entwickl. 1980–2004 in %
Geistes- und Sozialwissenschaften (ohne Theologie)	16813	19191	20118	23972	25167	28791	35304	+110.0
1.2 Sprach- und Literaturwissenschaften	6270	7555	7488	7768	7739	7395	8039	+28.2
1.3 Historische und Kulturwissenschaften	3665	4490	4923	5989	6266	6698	7765	+111.9
1.4 Sozialwissenschaften	5162	5505	6600	8961	9806	13575	17437	+237.8
1.5 Geist./Soz.wiss. fächerübergr./übrige	1716	1641	1107	1254	1356	1123	2063	+20.2

/50

Daten BfS, Aufstellung CEST

Die Aufstellung gibt nur beschränkt Aufschluss über Betreuungsverhältnisse, da auch Angehörige weiterer Personalkategorien Betreuungsaufgaben übernehmen. Sie zeigt jedoch deutlich, dass die Entwicklung der Anzahl Professuren der Geistes- und Sozialwissenschaften mit der Entwicklung der Studierendenzahlen nicht Schritt zu halten vermag.

Während sich die Anzahl der Studierenden der Geistes- und Sozialwissenschaften (in Lizentiats-, Diplom-, Bachelor- und Masterstudiengängen) in den Jahren 1980–2004 verdoppelt hat, hat der Bestand der Professorenschaft – gerechnet in Vollzeit-äquivalenten – nur um 44% zugenommen. Die Entwicklung ist in den «Historischen und Kulturwissenschaften» besonders ungünstig: das Wachstum der Studierenden ist hier beinahe viermal so gross wie das Wachstum der Professuren.

Das im Vergleich mit den übrigen Jahren etwas grössere Wachstum in der Periode 2000–2004 dürfte u.a. eine Folge der über die zweckgebundenen Grundbeiträge zusätzlich geschaffenen Professuren sein.³¹

29 SHIS-Personalkategorien I und II: Ordinariate, Extraordinariate und Assistenzprofessuren. Für Details zur Nomenklatur vgl. z.B. Bundesamt für Statistik, *Personal der Universitären Hochschulen 2003*, Neuchâtel, 2004, http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/bildung_und_wissenschaft/bildung/bildungsstufen/publikationen.Document.51464.html.

30 Nur Hauptfachstudierende – auf Ebene der einzelnen Fachbereiche besteht demnach eine zusätzliche Belastung durch Nebenfachstudierende aus anderen Fachbereichen.

31 Vgl. S. 30.

Mögliche Massnahmen

a) Verbesserung der Betreuungsverhältnisse

An sich bestände die einfachste Abhilfe darin, den Lehrkörper soweit auszubauen, bis die Betreuungsverhältnisse der CRUS-Norm, in diesem Falle ca. 40 Studierende auf eine Professur, entsprächen.³² Angesichts der Lage der öffentlichen Finanzen ist dieser Weg im Augenblick nicht gangbar.

Prinzipiell könnten die Universitäten selbst im Rahmen ihrer Autonomie die betroffenen Fächer priorisieren und Ressourcen zu ihren Gunsten umverteilen. Allerdings geschieht dies in der Regel höchstens ansatzweise – teils weil der Bedarf so gross ist, dass die für eine Umverteilung verfügbaren Ressourcen (wenn solche überhaupt freigemacht werden – oft werden die Budgets von Anfang an zu 100% verplant und keine Rückstellungen geschaffen) nur einen Tropfen auf den heissen Stein wären, teils weil man hofft, es handle sich beim Boom einzelner Fächer um Modeerscheinungen, die vorübergehen werden.

Der Bund hat in der Periode 2004–2007 die Grundbeiträge an die kantonalen Universitäten erhöht und diese Erhöhung an den Zweck der Verbesserung der Betreuungsverhältnisse gebunden.³³ Über die konkrete Verwendung dieser Beträge für das Jahr 2004 und deren Wirkungen in den Universitäten liegt ein Bericht der CRUS vor, der zeigt, dass vor allem Mittelbaustellen finanziert wurden und dass namentlich die Universität Zürich den Personalbestand vergrössert hat. Der Löwenanteil kam jeweils den Sozialwissenschaften zu; über die Wirkungen in einzelnen Fächern ist jedoch nichts in Erfahrung zu bringen.³⁴

Der Impact der Massnahmen ist insgesamt positiv. Das Budget einzelner Universitäten für Massnahmen zur Verbesserung der Betreuungsverhältnisse in den Geistes- und Sozialwissenschaften liegt höher als die Summen, welche ihnen in Form der zweckgebundenen Grundbeiträge zufließen. Im Schnitt deckten diese 56% der Massnahmen zugunsten der Geistes- und Sozialwissenschaften (hauptsächlich Erhöhung der Personalbudgets, aber auch Infrastrukturen und weitere Massnahmen zur Erneuerung und Verbesserung der Qualität der Lehre). Der Bericht spricht hier von einem wichtigen Hebeleffekt.

Gleichzeitig stellt der Bericht «qualitative wie auch quantitative Defizite» fest. So wurde bereits die ursprünglich festgelegte Subventionierung im Verlaufe parlamentarischer Debatten sowie durch das Entlastungsprogramm 2003 um mehr als die Hälfte reduziert (Erhöhung von 65 Mio. anstelle der in der *Botschaft BFT 2004–2007* vorgesehenen 140 Mio. bis 2007). Wohl wurden im Jahr 2004 in geistes- und sozialwissenschaftlichen Disziplinen (ohne Wirtschaftswissenschaften und Recht) 180 Mittelbaustellen finanziert. Die Anzahl der durch die erwähnte Massnahme zusätzlich geschaffenen Professorenstellen beläuft sich jedoch lediglich auf 30. Als Erklärung hierfür wird die Tatsache angeführt, dass die Einrichtung einer Profes-

32 Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten, *Universitätslandschaft Schweiz: Strategie 2005–2015*, 17. September 2004, <http://www.crus.ch/docs/planung/UniLand.pdf>.

33 BFT 2004–2007, 2408–2411. Informationen zur Höhe der Beiträge sowie zum Verteilschlüssel finden sich in: Schweizerische Universitätskonferenz, *SUK Info 1/2005*, Bern, 2005, http://www.cus.ch/wDeutsch/publikationen/sukinfo/SUKINFO_201_05.pdf

34 Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten, *Premier rapport sur l'utilisation des subventions fédérales de base pour l'amélioration des conditions d'encadrement dans les sciences humaines et sociales*, 27 mai 2005.

sorenstelle einen längeren Prozess darstellt und nach einer langfristigen finanziellen Stabilität verlangt. Andererseits liegt eine Ursache für die hohe Anzahl Mittelbaustellen in der Unterbrechung des Nachwuchsförderungsprogramms des Bundes – die Zweckbindung der Grundbeiträge erlaubte mit anderen Worten die Weiterfinanzierung der Stellen von bis anhin durch das Bundesprogramm geförderten Personen. Schliesslich wird die Bedeutung der Massnahmen durch die Entwicklung der Studierendenzahlen in den Jahren 2000–2004 relativiert: Angesichts des unerwartet grossen Wachstums haben es die geschaffenen Stellen nicht erlaubt, die Betreuungsverhältnisse global zu verbessern. Über den Zeitraum 2000 bis 2004 haben sie sich gar verschlechtert.

b) Innovationen in Methodik und Didaktik

In den 1990er Jahren glaubte man, E-Learning zur Verbesserung der Unterrichtsqualität in Massenfächern einsetzen zu können. Inzwischen geht man davon aus, dass dies nicht direkt möglich ist – eLearning hat den besten Erfolg als «blended learning» in der Kombination verschiedener Lern- und Lehrformen. Zwar kann es die Qualität heben helfen, aber nicht als Ersatz für schlechte Betreuungsverhältnisse dienen.³⁵

/52

c) Verbesserung der Forschungsmöglichkeiten

Zeit ist die wichtigste Voraussetzung für die Forschungsaktivität von HochschullehrerInnen – Zeit, die jedoch in vielen Fällen nur sehr beschränkt verfügbar ist. Zwar bieten die Universitäten in der Regel Sabbaticals an, die periodisch (je nach Universität in jedem fünften bis neunten Jahr der Anstellung) in der Form bezahlter Freisemester oder zu 50% bezahlter Urlaubsjahre bezogen werden können.³⁶ Bei anhaltender Überlastung durch Lehrtätigkeit erscheint das in anderen Fällen durchaus ausreichende Sabbatical jedoch als ungenügend zur Erhaltung von Forschungsmöglichkeit und -leistung der HochschullehrerInnen. Es kommt hinzu, dass bei starker Überlastung oft die Überzeugung vorherrscht, man könne es sich gar nicht leisten, ein Semester wegzubleiben, weil dann der Unterrichtsbetrieb zusammenbreche. HochschullehrerInnen, die sich wegen der Überlastquoten sehr stark in der Lehre und in der Studierendenbetreuung engagieren, sollten daher eine Kompensation durch zusätzliche Forschungssemester erhalten. Wir verweisen auch auf den Abschnitt «Stärkung der Grundlagenforschung», unten.

35 OECD, *E-learning in Tertiary Education: Where do we stand?*, Centre for Educational Research and Innovation, Paris, 2005. In der Schweiz wurde diese Erfahrung im Rahmen der Projekte des *Swiss Virtual Campus* gemacht. Davon zeugen der Schlussbericht des Impulsprogramms: Schweizerische Universitätskonferenz und Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten (Hrsg.), *Bundesprogramm Swiss Virtual Campus (SVC). Impulsprogramm 2000–2003. Teil I: Schlussbericht Programmevaluation ; Teil II: Interimsbericht*, Bern/Zürich, 2004 und das Projekt EduM, welches die Voraussetzungen für eine erfolgreiche Realisierung von E-Learning-Aktivitäten untersucht, z.B. Lepori, Benedetto; Perret, Jean-François, «Les dynamiques institutionnelles et les choix des responsables de projets du Campus Virtuel Suisse», *Revue des Sciences de l'éducation*, Fribourg, Année 26 (2004), 205–227.

36 Wir gehen dabei davon aus, dass es in der Schweiz etablierte Praxis ist, dass vollamtliche Dozierende (Ordinarien, Extraordinarien, teilweise MER) nach einer bestimmten Anzahl Jahre ihrer Anstellung jeweils Anrecht auf ein bezahltes Freisemester haben, das der Forschung gewidmet sein soll. So kann gemäss Universitäts- oder Personalreglementen in Basel und Luzern nach jedem 4. Jahr ein Freisemester beantragt werden, in Freiburg nach 4/2 Jahren, in Bern, Genf und Zürich nach jeweils 6 Jahren, in Neuchâtel und Lausanne nach jeweils 8 Jahren – die Reglemente von Lausanne und Zürich sehen in Ausnahmefällen eine Verkürzung der Frist vor. In dieser Zeit organisiert und finanziert die betreffende Universität eine Stellvertretung in Form von Lehraufträgen, die meist an Nachwuchsleute (oft aus anderen Universitäten) vergeben werden. Die Fragen, die damit verbunden sind, betreffen somit primär die Häufigkeit und die Dauer des Sabbatical: die Frist zwischen zwei Sabbaticals ist lang, und ein Semester geht rasch vorbei.

d) Interuniversitäre Koordination einzelner Disziplinen

Einzelne Fächer, so z.B. die Medienwissenschaften, haben ein Forum geschaffen, in welchem sie Auswege aus der Situation für die Zukunft diskutieren («Zukunftsrat»). Die Fachgesellschaften, die meist die betroffenen Professuren einschliessen, eignen sich als Plattformen für die Schaffung solcher Zirkel, insbesondere wenn sie durch die Hochschulleitungen unterstützt werden. Die Hochschulautonomie bleibt im Rahmen einer solchen Selbststeuerung durch die Academia gewährleistet. Wenn jedoch an mehreren Universitäten die Lage ähnlich schlecht ist und auf keinem Wege mehr Ressourcen verfügbar gemacht werden können, sind auch solche Zirkel ratlos. Sie eignen sich für den Informationsaustausch und allenfalls für eine lockere Koordination.

«Governance» im eigentlichen Sinne, das heisst eine Steuerung von aussen, kann mit der Hochschulautonomie in Konflikt geraten. Es ist aber denkbar, dass in der geplanten Hochschullandschaft das Organ der Hochschulleitungen die Kompetenz erhält, derartige Entscheide, die mehrere Hochschulen betreffen, zu fällen. Sinnvollerweise greift ein solch übergeordnetes Organ nur dort ein, wo sich im Rahmen einer Plattform oder eines Zirkels keine Lösung finden lässt.

/53

e) Abbau des Angebots, Begrenzung des Zugangs, Selektion bei Studienbeginn

Obschon es sich angesichts des im internationalen Vergleich geringen Anteils von Personen mit Hochschulabschluss in der Schweizer Gesellschaft³⁷ um eine fragwürdige Massnahme handelt, sehen einzelne Universitäten in der Reduktion des Angebots eine Antwort auf die schwierige Situation (eine Alternative zu einer solchen Angebotsreduktion wäre die Verengung des Zugangs, welche unten diskutiert wird). Mit der Rückstufung eines Faches auf die Ausbildung nur von Nebenfachstudierenden oder auf ein Angebot bloss bis zum BA-Abschluss (was durchaus dem Bologna-Prinzip der zweistufigen Ausbildung entspricht) kann unter Umständen der Zustrom lokal gebremst werden. Was damit erreicht werden kann, bleibt abzuwarten.

Kantonale Universitätsgesetze erlauben in der Regel, einen Numerus Clausus für einzelne Fächer lokal einzuführen.³⁸ Als vorübergehende Notmassnahme wäre ein solcher NC wohl vertretbar, scheint aber nur in der Medizin für die Öffentlichkeit akzeptierbar zu sein.³⁹ Eine flächendeckende Einführung auf nationaler Ebene ist möglich, wenn an allen Hochschulen eine entsprechende formell-gesetzliche Grundlage vorhanden ist; allerdings dürfte die Einführung eines NC auch in diesem Falle nur durch Kapazitätsengpässe an den einzelnen Hochschulen begründet werden und nicht wirtschaftspolitische Argumente (zu viele Ausgebildete einer bestimmten Disziplin) zum Anlass haben.

Ein NC kann zudem leicht unerwünschte Nebeneffekte haben: Studieninteressierte weichen auf die nächstverwandten Fächer aus, die dann ihrerseits unter Druck ge-

37 Vgl. Fussnote 3.

38 Kantonale rechtliche Grundlagen für eine Zulassungsbeschränkung gibt es für kantonale Volluniversitäten (mit Ausnahme der Universität Neuchâtel, deren Bestimmung sich auf die Hörer beschränkt, sowie der Universität Bern, welche die Beschränkung nur für die Medizinische und die Veterinär-Medizinische Fakultät vorsieht).

39 Dies hat die Debatte um die Einführung eines Numerus Clausus für Publizistik, Psychologie und Politikwissenschaft an der Universität Zürich im Jahre 2002 gezeigt.

raten, oder es entsteht – im Falle eines lokalen NC – ein Druck auf dasselbe Fach an denjenigen Universitäten, die den Zugang noch offen halten (was angesichts der begrenzten Mobilität der Schweizer Studierenden allerdings nicht sogleich zu erwarten wäre). Denn in der Regel sind es an allen Universitäten dieselben Fächer, die überlaufen sind. Eine Schliessung des Zugangs an einem Ort führt nicht zu einer besseren Verteilung des studentischen Zuspruchs. Schliesslich bedeutet die Einführung eines NC immer ein Versagen des Bildungssystems, denn dadurch wird eine Funktion des Gymnasialabschlusses, die Bescheinigung der Hochschulreife, entwertet.

Dasselbe gilt für Eignungsprüfungen, die Studierwillige absolvieren müssten, bevor sie zum Studium einer geistes- und sozialwissenschaftlichen Disziplin zugelassen würden – eine Massnahme, die im Einklang mit den Forderungen der Elitehochschulen stünde, sich ihre Studierenden selbst auswählen zu können.⁴⁰

/54

Eine Alternative zur Begrenzung des Zugangs ist die strenge Selektion nach dem ersten Semester oder dem ersten Jahr des Fachstudiums. So empfiehlt die CRUS anstelle einer Vorauswahl (durch zusätzliche Aufnahmeprüfungen, qualifizierte Notendurchschnitte, internationale Tests) Massnahmen, welche die Studieneignung möglichst früh im Studium (1. Studienjahr) erkennen lassen sollen, z.B. «durch eine Reihe von Leistungsüberprüfungen, durch intensive Beratung, welche mit Vorteil schon vor Studienbeginn angeboten wird, oder durch eine so genannte «Assessment-Stufe»». ⁴¹

Selektionskriterium kann dabei immer nur die Qualität sein und nicht das Bestreben, Studierwillige und -fähige «hinauszuprüfen». Solche Massnahmen sind im Vergleich zu der oben erörterten Lösung eines Numerus Clausus beim Zugang zum Studium des Faches in jedem Fall rechtlich unbedenklich. In Sozial- und Geisteswissenschaften bestehen aber keine Erfahrungen mit der Frage, welche Selektionsmethoden und -kriterien geeignet sind, um die «falschen» Studierenden am Weiterstudium zu hindern.⁴² Zudem könnten im ersten Semester oder Jahr vollends unhaltbare Zustände eintreten, wenn Massen von Studierenden auf die Selektion «warten» müssen. Nicht zu unterschätzen ist der Aufwand für die Prüfung, der anfallen wird. Dieselbe Problematik könnte auch eintreten, wenn man in BA-Studiengängen die grossen Zahlen hinnimmt und erst mit dem MA eine einschneidende Selektion vornimmt. Gemäss den CRUS-Bestimmungen zum Übergang von BA in den MA-Studiengänge vom November 2005 stehen MA-Studiengänge allgemeinen Charakters allen BA-AbsolventInnen der entsprechenden Studienrichtungen

40 In diesem Zusammenhang wird stets auf U.S. Supreme Court, *Sweezy v. New Hampshire*, 354 U.S. 234 (1957) verwiesen, wo Richter Felix Frankfurter einen Fall aus Südafrika zustimmend zitiert, für den vier akademische Freiheiten behauptet wurden: «who may teach, what may be taught, how it shall be taught, and who may be admitted to study» (Hervorhebung SWTR). Ob dies mit der auf die deutsche Reformuniversität des 19. Jahrhundert zurückgehenden, kontinentaleuropäischen Idee der Freiheit der Universität kompatibel ist, sei dahingestellt. – Der Präsident der ETH Zürich, Ernst Hafen, verweist auf das Beispiel der University of California in Berkeley, die bei der Auswahl von Ingenieurstudenten drei Kriterien berücksichtigt: Schulnoten, Rang innerhalb der Maturklasse, soziales Umfeld. «Wir wollen nicht einfach die Zahl der Studierenden beschränken, sondern jene auswählen, die sich für ein Studium an der ETH am besten eignen.» *Ernst Hafen, Präsident der ETH Zürich, über das Netzwerk an seiner Universität, einen möglichen Numerus Clausus und «Schuld und Sühne» beim Joggen*, Sonntagszeitung, 19. Februar 2006.

41 Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten, *Empfehlungen der CRUS für die koordinierte Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses* vom 16. Juni 2004, 9 (Punkt 3.2.), <http://www.bolognareform.ch/docs/lehre/bologna/schweiz/Empfehlungen/Empf.pdf>.

42 Eignungsprüfungen, wie sie die schweizerischen Universitäten für die Medizin kennen, werden derzeit in Deutschland für das Fach Psychologie entwickelt: Die Deutsche Gesellschaft für Psychologie hat im Oktober 2004 eine Kommission mit der Aufgabe betraut, Empfehlungen für die Auswahl von Studierenden im Fach Psychologie zu erarbeiten. Die Kommission soll ferner im Hinblick auf anstehende Selektions- und Platzierungsentscheidungen in anderen Fächern Vorschläge entwickeln, wie die Psychologie ihre fachliche Expertise bei der Entwicklung diagnostischer Instrumente fachübergreifend einbringen kann. <http://www.dgps.de/dgps/kommissionen/stauswahl/001.php4>.

offen. Die Zulassung erfolgt ohne weitere Bedingungen (ein Faktum, welches die Ansicht vieler HochschullehrerInnen indirekt bestätigt, wonach ein Bachelordiplom in ihren Fächern keine wirklich abgeschlossene Ausbildung garantiert). Die Zulassung zum Masterstudium ist nur dann an Bedingungen geknüpft, wenn die Studienrichtung gewechselt oder ein spezialisierter MA-Studiengang angestrebt wird, der nur einer qualifizierten Minderheit der BA-AbsolventInnen offen steht. In beiden Fällen erfolgt eine Zulassung aufgrund von Kriterien, welche durch die jeweilige Hochschule festgelegt werden.⁴³

Zu bedenken ist schliesslich, dass heute grosse Studierendenzahlen für die betroffene Universität auch einen grossen Anspruch auf Ressourcen bedeuten – so hält tendenziell eine Subventionierung der Hochschulen, die wesentlich auf die Studierendenzahlen abstellt, die Schulleitungen von einer Reduktion des Angebots ab. Ähnliche Mechanismen wirken in der Ressourcenverteilung innerhalb der Universitäten: Aufgrund der Studierendenzahlen «grossen» Fächern, Instituten oder Departementen fällt es oft leichter, Ansprüche auf Mittel zu begründen.

f) Lenkung der an Geistes- und Sozialwissenschaften interessierten Personen auf andere Bereiche

/55

Schon heute unternehmen die Universitäten und die VertreterInnen einzelner Fächer grosse Anstrengungen, die Studierwilligen noch in den Mittelschulen über die Lage an der Universität zu informieren. Diese Informationsveranstaltungen dienen jedoch verschiedenen Zwecken, neben denen das Abraten von überlaufenen Fächern ein marginales Ziel werden kann. Aufgrund der gegenwärtigen Politik der Finanzierung, die sich zu einem wesentlichen Teil an der Zahl der Studierenden orientiert, müssen die Hochschulen bestrebt sein, eine möglichst grosse Zahl von Studierenden für sich zu gewinnen. VertreterInnen der einzelnen Fächer werden zur Erhaltung ihrer Infrastruktur eine möglichst grosse Zahl Studierender anstreben. Hier gilt es, unerwünschte Nebeneffekte einer solchen Regelung, welche rein quantitativen Kriterien folgt, zu vermeiden: Hohe Studierendenzahlen ziehen automatisch hohe Beiträge nach sich, ungeachtet der Betreuungsverhältnisse und, somit, der Qualität der Ausbildung. Ferner kann davon ausgegangen werden, dass die einzelnen Fachrichtungen in der Regel primär darum bemüht sind, potentielle Studierende anzusprechen und nicht darum, sie abzuweisen.

Ein erfolgreiches Abraten von überlaufenen Fächern und Umlenken auf andere Fächer, für die unter Umständen in volkswirtschaftlicher oder wissenschaftspolitischer Hinsicht ein grösserer studentischer Zuspruch erwünscht wäre, setzt eine genauere Kenntnis der Motive bei der Wahl eines Studienfaches voraus.

Die Fächerwahl scheint von verschiedenen «Typen» künftiger Studierender nach verschiedenen Kriterien zu erfolgen. Ob überhaupt Information durch UniversitätsvertreterInnen und welche Art von Information das Verhalten beeinflussen kann, ist bisher unklar: Studien zur Fächerwahl und zur Wirkung von Information weisen darauf hin, dass Information die Wahl nur beschränkt beeinflusst, denn Suche und Benutzung von Information erfolgt zumeist innerhalb eines engen, determinierten

43 Die Zulassung zum Masterstudium ist durch folgenden Beschluss geregelt: Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten, *Regelungen der CRUS zur Festlegung der Studienrichtung sowie für die Zuordnung der Bachelorstudiengänge*, 11. November 2005, <http://www.bolognareform.ch/docs/lehre/bologna/schweiz/Regelungen/051111SRRegelung.pdf>.

Suchradius (und dient oft der Bestätigung einer bereits getroffenen Wahl).⁴⁴ Information in ihren zahlreichen Ausprägungen (offiziell und informell) ist ferner nur *ein* möglicher Faktor unter vielen bei der Fächerwahl. Eine grundlegende Rolle – insbesondere für Studierende der Geistes- und Sozialwissenschaften – spielt das intrinsische Interesse für ein Studiengebiet. Zudem erfolgt schon früh auf Sekundarstufe eine Klärung darüber, welche Fachrichtungen eher (nicht) in Betracht gezogen werden.⁴⁵ Insofern ist eine effektive Umlenkung vermutlich nur durch eine Verengung des Zugangs zu erreichen, wie wir ihn oben diskutiert haben.

Grundsätzlich kann man sich auf den Standpunkt stellen, dass eine «Umlenkung» schon im Ansatz fragwürdig ist, wenn sich im Zuspruch für bestimmte Fächer deren Bedeutung für die Thematisierung von aktuellen und künftigen Problemlagen der Gesellschaft ausdrückt.

/56

Dies schliesst jedoch die Realisierung von Programmen nicht aus, welche zum Ziel haben, zu zeigen, ob der gefasste Studienentscheid auch «richtig» ist. So wird derzeit an der ETH Zürich im Rahmen eines Pilotprojekts ein Beratungsprogramm für MaturandInnen geprüft, welches die zuverlässige Beantwortung dieser Frage erlauben soll.⁴⁶ Auch für die Geistes- und Sozialwissenschaften könnte es ratsam sein, ein solches Programm zu erproben, um zu vermeiden, dass junge Leute an den «falschen Ort» geraten und deshalb im Studium scheitern. Tatsächlich belegen Erhebungen für schon etwas weiter zurückliegende Eintrittsjahrgänge, dass Studierende der Geistes- und Sozialwissenschaften überdurchschnittlich hohe Fächerwechsel- und Abbruchquoten aufweisen. Während im Schnitt knapp ein Fünftel der Studierenden mindestens einmal das Hauptfach über die Fachbereichsgrenze hinaus wechselte, lag die Wechselquote für Studierende der historischen Wissenschaften, aber auch für solche der Natur- und exakten Wissenschaften mit Eintrittsjahrgang 1980/81 bis 1983/84 bei rund 25%. Als Erklärung wird angeführt, dass mit diesen Studiengängen keine Berufsbilder direkt verknüpft sind. Die Studienabbrucherquote lag für die Kohorte 1993 im Schnitt bei knapp 30%, für die Geistes- und Sozialwissenschaften bei 39%.⁴⁷ Weder für den Fächerwechsel noch für den Studienabbruch sind neuere Daten vorhanden.

44 Zum Beispiel Herzog, Walter et al., *Berufswahlprozess bei Jugendlichen. Schlussbericht zuhanden des Schweizerischen Nationalfonds*, hrsg. Universität Bern, Institut für Pädagogik und Schulpädagogik, Bern, 2004; Notter, Philipp; Arnold, Claudia, *Le passage aux études supérieures. Rapport relatif à un projet de la Conférence des directeurs des Gymnases suisses (CDGS) et de la Conférence des recteurs des universités suisses (CRUS)*, Office fédéral de l'éducation et de la science, Berne (OFES 2003/5f).

45 Z.B. Notter & Arnold, OFES 2003/5f, op. cit.

46 Das Academic and Career Advisory Program (ACAP) der ETH Zürich ist ein Beratungs- und Betreuungsangebot für (angehende) Studierende, welches vorerst am Departement Maschinenbau und Verfahrenstechnik sowie, ab Frühjahr 2006, am Departement für Physik erprobt wird. Im Rahmen von Workshops, welche Informations- sowie Beratungsgespräche umfassen, wird geklärt, ob der gefasste Studienentscheid der richtige ist. Dabei münden die Workshops nicht in eine Selektion, sondern in eine unverbindliche Empfehlung. ACAP begleitet ferner Studierende während des Studiums sowie anlässlich des Einstiegs ins Berufsleben; www.acap.ethz.ch.

47 Fächerwechsel: Spiess, Claudia, *Studienfachwechsel. Ausmass, Bedingungen und Folgen*, Chur/Zürich, 1997. Studienabbruch: Bundesamt für Statistik, *Studienabbruchquote UH*, http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/bildung_und_wissenschaft/indicateurs/he/ind1.indicator.10406.html. Vgl. zum Studienabbruch auch: Meyer, Thomas, et al., *Hochschule – Studium – Studienabbruch. Synthesebericht zum Forschungsprojekt «Studienabbruch im Spiegel von Funktionslogiken»*, NFP 33, Chur/Zürich, 1999. Die Abschlusswahrscheinlichkeit lag für die Geistes- und Sozialwissenschaften tiefer als für andere Fachbereiche.

Konkretisierungen

- / Der Bund stellt weiterhin zweckgebundene Beiträge zur Verbesserung der Betreuungsverhältnisse durch die Neuschaffung von Professuren und Stellen für den oberen Mittelbau in besonders kritischen Fächern zur Verfügung. Diese Beiträge bilden einen Pool, aus dem denjenigen Universitäten Beihilfen zugewiesen werden, die unter der Bedingung einer sinnvollen Planung ihrer Prioritäten in einem Fach einen besonderen Bedarf geltend machen. Dabei stellen entsprechende Vorgaben und die Aussicht auf Verstetigung sicher, dass ein zielgerichteter, koordinierter und nachhaltiger Ausbau stattfindet. Die Universitäten weisen ihrerseits die Verwendung dieser Gelder öffentlich aus und erteilen detailliert Auskunft über deren Wirkungen.
- / Die Universitäten verbessern die Betreuungsverhältnisse auch dadurch, dass sie Ressourcen vermehrt in Mittelbau und Tutorate investieren. Dabei können eine sinnvolle Departementalisierung und ein Überdenken des Einsatzes des oberen Mittelbaus die Umverteilung und Nutzung von Synergien erleichtern.
- / Die Fachgesellschaften nehmen – mit Unterstützung der Hochschulleitungen – die Koordination zwischen den Fachvertretern an den Universitäten wahr und bilden, wo diese noch nicht existieren, Plattformen für den Austausch von Informationen und Erfahrungen, für Datenerhebungen und die Ausarbeitung von Konzepten zur Verbesserung der Lage in besonders betroffenen Fächern. Das in der künftigen «Hochschullandschaft» vorgesehene Organ der Hochschulleitungen greift dort ein, wo die Koordination an ihre Grenzen stößt.
- / Systematische Untersuchungen über das Verhalten von Studierwilligen bei der Wahl des Studienfachs sind erforderlich, um solide Kenntnisse über Entstehung und Wirkung von Vorlieben und Abneigungen zu gewinnen, welche für eine gezielte Orientierung die Voraussetzung bilden.
- / Grundsätzlich achten Geldgeber (Legislative für die Gesetzgebung, Exekutive für Verordnungen) vermehrt darauf, dass die Zuteilung von Mitteln an die Universitäten so ausgestaltet wird, dass unerwünschte Nebeneffekte wie die «Belohnung» hoher Studierendenzahlen bei schlechten Betreuungsverhältnissen möglichst reduziert werden. Die Allokation von Ressourcen orientiert sich an der Qualität der Ausbildung und nicht am quantitativen Kriterium der Studierendenzahl.



Perspektiven für unterkritische Fächer

Problemlage

Es gibt Fächer, die an einer Universität nur durch einen Lehrstuhl oder eine einzige Lehrperson vertreten sind. Werden diese zudem von einer nur geringen Zahl von Studierenden frequentiert und erzielen diese nur wenige Abschlüsse pro Jahr, werden sie von der Wissenschaftspolitik (siehe Botschaft BFT 2004–2007)⁴⁸ als unterkritische oder «kleine» Fächer bezeichnet. In deutschschweizerischen Universitäten kann der Faktor der Institutsorganisation hinzutreten: Eine Lehrperson bildet dort unter Umständen mit einer Teilzeitassistenz zusammen ein «Institut».

Im Zeichen von Bologna ist hinsichtlich der Lehre nicht länger das «Fach» oder das «Institut», sondern der «Studiengang» die Bezugsgrösse für «Kleinheit». Wir verweisen dafür auf das Strategiepapier der CRUS vom 17. September 2004⁴⁹:

Ein BA- oder MA-Studiengang hat mindestens 20 StudienanfängerInnen pro Studienjahr und wird von wenigstens drei «langfristig angestellten ProfessorInnen» verantwortet, die dafür mindestens 50% eines Vollzeitdeputats einsetzen – das heisst in den meisten Fällen, dass ein Studiengang aus mindestens 12 Wochenstunden, die von den Personalkategorien I und II nach Hochschulinformationssystem⁵⁰ angeboten werden, besteht.

Nun ist die einfache ökonomische Überlegung, dass hohen relativen Kosten in solchen Fällen geringe sichtbare Leistungen gegenüberstehen, für die wissenschaftspolitische Einschätzung des Problems für sich allein noch nicht einschlägig. «Kleine» Fächer können für Nachbarfächer unentbehrlich sein und als gut besuchte und geschätzte Nebenfächer einen wesentlichen Beitrag zum universitären Angebot leisten. Ihre Bedeutung ergibt sich folglich aus dem Gesamtkontext des Studien- und Forschungsangebots einer Universität.⁵¹ Lehrende und Forschende in «klei-

48 BFT 2004–2007, 2447–2448.

49 Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten, *Universitätslandschaft Schweiz: Strategie 2005–2015*, 17. September 2004, <http://www.crus.ch/docs/planung/UniLand.pdf>.

50 Ordinate, Extraordinate und Assistenzprofessuren. Vgl. Fussnote 29.

51 Der SWTR stützt sich hier auf unveröffentlichte Materialien, die ihm die SAGW freundlicherweise zugänglich gemacht hat.

nen» Fächern können ausserdem interuniversitär sehr gut vernetzt sein, so dass der Verdacht der Isolierung oft unbegründet ist.

So wichtig es ist, gegenüber Kritikern der «kleinen» Fächer gute Argumente zu haben, so wenig kann sich der SWTR davon überzeugen, dass er prinzipiell für die Verteidigung aller «kleinen» Fächer an allen Universitäten eintreten soll. Die Risiken der reduzierten Forschungsmöglichkeiten und der fehlenden Vielfalt im Lehrangebot sind nicht von der Hand zu weisen.⁵²

Mögliche Massnahmen

In der Diskussion um «kleine Fächer» sollte eine Pauschalisierung vermieden und eine Definition dieser Kategorie von ausserhalb des Wissenschaftssystems zurückgewiesen werden.

a) Es gibt «echte kleine Fächer»: Diese sind an fast allen Universitäten mit geringem Personalbestand und wenig Mitteln ausgestattet, z.B. Indogermanistik. Dennoch sind sie elementar wichtig für die anderen Wissenschaften – zunächst für deren Forschung, die die Erkenntnisse aus dieser Disziplin braucht, dann für die Lehre, in welcher Basiswissen aus diesem Fach vermittelt werden muss.

/60

b) Es gibt «falsche kleine Fächer»: Diese sind zufällig an einer Universität oder in einem Land nur mit wenig Ressourcen ausgestattet, gelten aber in internationaler Perspektive als zum Kernbestand der entsprechenden Fächergruppe zugehörig, z.B. Italienische Sprache und Literatur, Sinologie etc. Ebenso «falsch» sind unter «kleinen» Fächern solche rubriziert, die – wie die Medienwissenschaft oder die Politikwissenschaft – aufgrund ihrer institutionellen Geschichte in Schweizer Universitäten mit wenigen oder gar nur einer Dozentur ausgestattet sind.

Die «echten kleinen Fächer» sollten zum Grundbestand der entsprechenden Fakultäten gehören, und es macht wenig Sinn, für diese eine Konzentration an einem oder zwei Orten anzustreben.

Die «falschen kleinen Fächer» könnten zu «normalen Fächern» werden, wenn man sich dazu entschliesst, sie entweder im Sinne der Profilbildung an ausgewählten Universitäten ausreichend auszubauen, oder – im Falle kleinerer Universitäten – eine interuniversitäre Kooperation zur Schaffung ausreichend dotierter Bologna-Studiengänge konzipiert.

Die Kooperation «kleiner Fächer» *innerhalb* einer Universität im Rahmen gemeinsamer BA- oder MA-Kurse respektive von Modulen zu solchen Kursen ist eine realistische Möglichkeit, insbesondere wenn auch Kooperationen in der Forschung, beispielsweise durch gemeinsame Doktorandengruppen, hinzutreten. Allerdings ist die Herstellung von Situationen, die Synergien dieser Art förderlich sind, sehr aufwendig, da ein breiter Konsens zwischen Lehrstühlen, die oft um die gleichen Ressourcen im Wettbewerb untereinander stehen, erzielt werden muss. Es genügt, dass ein Partner die Koalition verlässt, um die Konstruktion zu gefährden.

Die Kooperation «kleiner» Fächer unter sich *zwischen* verschiedenen Universitäten⁵³ steht und fällt hinsichtlich der Lehre mit den Bedingungen für die Mobilität,

52 Vgl. die Diskussion der «kleinen Fächer» in Wissenschaftsrat 2006, 70–77.

53 Solche Kooperationen wurden und werden in den Jahren 2000–2003 und 2004–2007 durch den Bund mittels *Projektgebundenen Beiträgen* (nach UFG) unterstützt. Aktuelle Beispiele aus den Geistes- und Sozialwissenschaften in der Beitragsperiode 2004–2007 sind die Projekte «Science, Vie, Société – Arc Lémanique» (Pôle de Sciences humaines), BENEFRI, Zentrum Gender Studies Schweiz, Graduiertenkollegien Gender Studies, Restauero e trasformazione, Politique & Management Publics (PMP.CH), Réseau Cinéma CH. <http://www.cus.ch/wDeutsch/beitraege/kooperationsprojekte/index.php>.

sei es diejenige der Dozierenden, sei es diejenige der Studierenden.⁵⁴

Der einen wie der anderen Lösung stellen sich für die Lehre in der Praxis noch immer zahlreiche Hindernisse in den Weg. Diese liegen teils in den Strukturen, teils in den Mentalitäten. Ein funktionsfähiges Gremium aus Lehrenden, die an Zusammenarbeit gewohnt sind und die einsehen, dass «Bologna» das «Aus» für einzelne Studiengänge an einzelnen Universitäten bedeuten kann, ist Voraussetzung sowohl für eine interuniversitäre Lösung als auch für einen intrauniversitären Lehrverbund. Eine Forschungskoooperation, insbesondere im Rahmen von Doktoratsstudien (z.B. die «Ecoles doctorales» der CUSO⁵⁵ und die neuen Graduiertenprogramme Pro*Docs des SNF), ergibt sich viel leichter und wird auch erfolgreich praktiziert – die Grenzen waren hier bisher durch die den Doktoratsschulen inhärenten, allgemeinen Probleme gesetzt: Rekrutierungsschwierigkeiten für das Doktorat, Erarbeitung geeigneter Module, Verhältnis zwischen Zeitaufwand und erwartetem Ertrag bei den Doktorierenden u.a.m. Mehr dazu im Abschnitt «Förderung des Doktorats».

Konkretisierungen

/61

- / Die Fachgesellschaften bilden dort, wo diese noch nicht existieren, eigentliche Disziplinenräte zur interuniversitären Koordination der Kooperation heraus, wo immer möglich aus eigener Initiative der Betroffenen und wo erforderlich mit Unterstützung durch die Rektorate. Dabei wird vorausgesetzt, dass die Universitäten und ihre Träger vor dem Entscheid über Massnahmen, die «kleine» Fächer betreffen (Schliessung an einem Ort oder Zusammenlegung mit andern Fächern), den jeweiligen Disziplinenrat anhören und – wo immer möglich – dessen Empfehlungen berücksichtigen. Wo sich keine Lösung abzeichnet, wird eine übergeordnete Instanz eingreifen müssen.
- / Der Bund fördert im Rahmen der Leistungsaufträge für die Akademien das Entstehen und die Arbeit solcher Disziplinenräte für die «kleinen» Fächer.
- / Der Bund prüft Massnahmen zur weiteren Förderung der Mobilität der Lehrenden und der Studierenden, die sich speziell an die «kleinen» Fächer wenden.
- / Die Universitäten und ihre Träger führen wo sinnvoll «kleine» Fächer *interuniversitär* zusammen und bilden Zentren des Studiums und der Forschung. Die Universitäten und deren Träger erleichtern in Zusammenarbeit mit den Disziplinenräten den Transfer von universitären Ressourcen hin zu solchen Zentren regulatorisch und administrativ.
- / Für den Fall der Integration von «kleinen» Fächern zu Forschungs- und Lehrverbänden innerhalb einer Universität erleichtern Universitätsleitungen und Träger solche *intrauniversitären* Zusammenschlüsse durch institutionelle Massnahmen wie z.B. eine sinnvolle Departementalisierung.

54 Mobilität bleibt auch und angesichts neuerer Trends gerade im Bologna-Kontext ein vordringliches Anliegen. Die Tendenzen zur vermehrten Strukturierung von Studiengängen erschweren sowohl den Wechsel zwischen Universitäten als auch Auslandsaufenthalte; vgl. den Alarmruf in Wissenschaftsrat 2006, 58f.

55 Conférence universitaire de Suisse occidentale. Die CUSO finanziert derzeit 15 ‚Ecoles doctorales‘ für die Dauer von drei Jahren. <http://www.cuso.ch/doctorales/bienvenue.html>.



Chancen für AbsolventInnen «Employability»

/63

Problemlage

AbsolventInnen von geistes- und sozialwissenschaftlichen universitären Studiengängen werden in der Regel durch das Studium selbst nicht mit einer spezifischen Berufsqualifikation ausgestattet. Insbesondere in Krisenzeiten kann dieser Umstand den Erfolg am Arbeitsmarkt erschweren oder verzögern, da es für sie keine spezifische Nachfrage oder Marktnische gibt. Dies betrifft primär den Selektionsvorgang bei der Anstellung und weniger den späteren Erfolg in der beruflichen Tätigkeit, für welchen die erworbenen allgemeinen Fähigkeiten durchaus wertvoll sind.

Die Umstellung auf Bologna-konforme Studiengänge gibt Anlass zu einer erneuten Thematisierung dieser Problematik. An den Bologna-Nachfolgetreffen wurde darauf verzichtet, eine durchgehende Ausrichtung der Studiengänge auf Berufsqualifikationen zu verlangen. Vielmehr wurde eine Formel diskutiert, derzufolge die breite, allgemeine Qualifikation, die durch die nicht-berufsorientierten akademischen Studiengänge erworben würde (gedacht ist an analytische Fähigkeiten zum Umgang mit komplexen Fragestellungen, Fertigkeiten im Recherchieren, im Umgang mit Texten und Bildern, Kenntnisse statistischer Grundlagen, Präsentationen, Allgemeinbildung etc.⁵⁶), die «Employability» der AbsolventInnen entsprechender Studiengänge ausmache.

«Employability» wird im Rahmen des Bologna-Prozesses zwar mit Blick auf alle Fächer, nicht nur auf die Geistes- und Sozialwissenschaften diskutiert. Das Konzept erscheint aber im Hinblick auf diese Wissenschaften besonders einschlägig: Flexibilität («providing broad possibilities in terms of structure, content, orientation and

⁵⁶ Kohler, Jürgen, *The Bologna Process and Employability: The Impact of Employability on Curricular Development. A Key Objective of Academic Studies and for Academic Institutions*, Bologna Seminar on Employability, October 21 to 23, 2004. Ähnlich, speziell für die BA-Studiengänge in Geisteswissenschaften, Wissenschaftsrat 2006, 61.

profile of study as well as allowing for various pathways») steht im Zentrum der Argumentation. Ziel ist die Anpassung an die Bedürfnisse nicht nur des Arbeitsmarktes («Arbeitsmarktfähigkeit»), sondern auch der Studierenden sowie der demokratischen Gesellschaft allgemein. Die Universität soll ferner die «research-driven practice» weiterentwickeln.⁵⁷ Dies kann sie nur als Forschungsuniversität tun, die – möglichst auf allen Stufen – bewusst Lehre und Forschung verbindet («forschendes Lernen»).

/64

Die gestuften Studien-Abschlüsse (BA – MA) gehen von einem neuen Verständnis der Qualifizierung aus.⁵⁸ Die Vorstellung, man könne durch ein Studium einmalig eine umfassende Fachkompetenz erwerben, die für ein ganzes Berufsleben ausreicht, ist nicht mehr haltbar. Heute wird man sich bewusst, dass man den Anforderungen des Berufslebens nur durch «lebenslanges Lernen» gerecht werden kann. Dazu soll in den BA-Studiengängen die Basis gelegt werden. Sie sollen zentrale theoretische und methodische «Handwerkzeuge» für wissenschaftliches Arbeiten exemplarisch in einer Fachrichtung vermitteln und den AbsolventInnen ermöglichen, sowohl spezielle Anwendungen wie übergreifende Zusammenhänge selber zu erschliessen. Der Anspruch des Bachelorstudiums besteht so darin, sowohl lebenslange Lernfähigkeit als auch Berufsfähigkeit zu vermitteln: Sowohl die exklusive Konzentration auf ein einzelnes Fach wie die ausschliessliche Ausrichtung auf berufspraktische Fähigkeiten soll vermieden werden. Bachelorstudiengänge sind dann berufsvorbereitend, wenn sie im eigentlichen Sinne «akademisch» sind: problem- und methodenorientiert sowie konzentriert auf fachliche und ausserfachliche Kernkompetenzen. Sie sollen die Lernfähigkeit der Studierenden auf hohem Niveau entwickeln und ein Fundament für lebenslanges Lernen legen. Die Erarbeitung von disziplinär verankerten Kernkompetenzen muss dabei die Grundlage bilden. Sie kann nicht durch die blosser Vermittlung einer Vielzahl von Ansätzen und Konzepten ersetzt werden.

In allen Sparten der Berufswelt stellt man jedoch eine zunehmende Spezialisierung fest. Diese Spezialisierung kann nach dem Bachelorgrad erfolgen, entweder im Beruf oder durch ein direkt anschliessendes Masterstudium. Das Masterstudium kann entweder der fachlichen oder fachübergreifenden wissenschaftlichen Vertiefung oder der beruflichen Spezialisierung dienen. Die Hochschulen werden aber auch die Möglichkeit ins Auge fassen, dass BachelorabsolventInnen nach einigen Jahren Berufserfahrung für ein Masterstudium an die Universität zurückkehren.

Die Akzeptanz des Master-Titels auf dem Arbeitsmarkt stellt voraussichtlich kein Problem dar, weil er als gleichwertig zu den bestehenden Diplom- oder Lizentiatsstudiengängen angesehen wird. Dies ist beim Bachelor-Abschluss nicht der Fall. Die Hochschulen sollten die Verortung dieses neuen Abschlusses nicht dem Markt allein überlassen. Gefordert ist bei den neuen Abschlüssen ein gewisser Grad gemeinsamer Entwicklung der Studiengänge zwischen den Hochschulen und den potentiellen Arbeitgebern der AbsolventInnen. Den Hochschulen kommt zudem die Aufgabe zu, ihre Qualifikationsangebote und ihre AbsolventInnen aktiv zu «vermarkten» sowie deren Platzierung auf dem Arbeitsmarkt gezielt zu unterstützen.

57 Bologna Seminar on «Employability in the context of the Bologna process». *General recommendations and conclusions*, Bled/Slovenia, October 21 to 23, 2004.

58 Vgl. hierzu Bologna Working Group on Qualifications Frameworks, *A Framework for Qualifications of the European Higher Education Area*, Ministry of Science, Technology and Innovation, Copenhagen, 2005, 91f., http://www.bologna-bergen2005.no/Docs/00-Main_doc/050218_QF_EHEA.pdf. Der höheren Bildung kommt im Rahmen des Bologna-Konzepts des *Lifelong learning* eine zentrale Rolle zu (Wissensgesellschaft).

Ausgewiesene Fachleute zweifeln allerdings ernsthaft daran, dass die oben erwähnten allgemeinen Qualifikationen den Erfolg beim *Einstieg* in den Arbeitsmarkt garantieren. Sie verweisen vielmehr auf die grosse Bedeutung von Berufserfahrung (in Zusammenhang mit dem Studienfach oder, noch besser, dem angestrebten Beruf), die parallel zum Studium oder im Anschluss daran erworben wird.⁵⁹ Zwar wird immer wieder bestätigt, dass ein Studium der Geistes- und Sozialwissenschaften eine gute *Voraussetzung* für den Erfolg in der *Berufsausübung* darstellt. Der *Eintritt* ins Berufsleben wird jedoch erst durch Berufserfahrung ermöglicht. Praktika oder fachbezogenes Arbeiten während des Studiums erhöhen die Chancen auf eine adäquate erste Stelle, denn Erfahrung ist neben einem überdurchschnittlichen Studienabschluss eines der Kernkriterien für eine Anstellung. Die beiden Aspekte belegen in der Wahrnehmung der Arbeitgeber die Zielgerichtetheit der Kandidaten.

Trifft diese Einschätzung zu, dann müssten die Studiengänge in Geistes- und Sozialwissenschaften auch unter den Rahmenbedingungen von Bologna so ausgestaltet sein, dass den Studierenden eine realistische Möglichkeit offen bleibt, diese in Teilzeit zu absolvieren, ohne dadurch den Studienerfolg zu gefährden oder durch Studienzeitsbegrenzungen behindert zu werden. Die Möglichkeit zur Erwerbstätigkeit parallel zum Studium erweist sich somit nicht nur als ein Gebot sozialer «Equity» gegenüber Personen, die ihr Studium selbst finanzieren, sondern auch als die eigentliche Voraussetzung für einen späteren Erfolg bei der Stellensuche.⁶⁰

/65

Leider bieten die ansonsten verdienstvollen Absolventenerhebungen, die periodisch durchgeführt werden, keine ausreichend solide Grundlage zum Entscheid über einzuschlagende Wege. Die Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für akademische Berufs- und Studienberatung AGAB gelangt jedoch in ihren Detailauswertungen dieser Erhebungen zum Schluss, dass Studierenerwerbstätigkeiten, welche in Zusammenhang mit dem Studium oder dem späteren Arbeitsgebiet stehen, die Beschäftigungsaussichten wesentlich verbessern.⁶¹

Mögliche Massnahmen

Die Grundsätze für die Implementierung der Bologna-Reform in der Schweiz enthalten bereits einen Hinweis auf die Notwendigkeit, Teilzeitstudien zu ermöglichen.⁶² Wie diese in der Ausgestaltung der einzelnen Studiengänge umgesetzt werden, kann heute noch nicht überblickt werden. Es scheint jedoch festzustehen, dass die bisherige Praxis, die faktisch einem tolerierten Absentismus der Teilzeitstudierenden gleichkommt, unter den Vorgaben von Bologna nicht fortgesetzt werden kann. Für den Erwerb von Credit Points durch Mitwirkung in partizipativen Lehrveranstaltungen müssen klare Vorgaben gesetzt und durchgesetzt werden, die

59 BildungsökonomInnen weisen darauf hin, dass «Jobs» ausserhalb des Fachbereichs zur Verlängerung des Studiums beitragen. Lohnarbeit während des Studiums hat ferner keinen Einfluss auf das künftige Einkommen. Messer, Dolores; Wolter, Stephan, *Are Student Exchange Programs Worth It?*, Forschungsinstitut zur Zukunft der Arbeit IZA, *Discussion Paper 1656*, Juli 2005, Tabellen 2 und 3.

60 Gemäss der neusten Erhebung des Bundesamts für Statistik gehen 78% der Studierenden an universitären Hochschulen einer Erwerbstätigkeit nach. Bundesamt für Statistik, *Soziale Lage der Studierenden in der Schweiz 2005. Erste Ergebnisse der Studierendenbefragung an den Hochschulen*, Neuchâtel, 2005. Vgl. zur Thematik auch die SWTR-Schrift *Fördern, Fordern und Verstehen – Für eine zukunftsweisende Studierendenpolitik*, Bern, 2006.

61 Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für akademische Berufs- und Studienberatung (Hrsg.). *Die erste Stelle nach dem Studium*, Aarau, 2003 (Heft 1 Sozialwissenschaften, Heft 2 Geisteswissenschaften).

62 Schweizerische Universitätskonferenz, *Richtlinien für die koordinierte Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses (Bolognarichtlinien)* vom 4. Dezember 2003, http://www.cus.ch/wDeutsch/publikationen/richtlinien/Bol_RL4.12.deutsch.pdf.

gleichermaßen für erwerbstätige und nichterwerbstätige Studierende gelten, sonst wird das Gleichbehandlungsprinzip verletzt.

Denkbar ist ferner, dass man die Studierenden nicht sich selbst überlässt, wenn es darum geht, während des Studiums Berufserfahrung zu sammeln. Schon bisher gibt es dafür Job-Börsen. Ob ein System organisierter und in den Studiengang integrierter Praktika (nach dem Muster von Fachhochschulstudiengängen) oder Praktika während der Sommerferien (in denen Zeit zum Abfassen der schriftlichen Arbeiten und damit zum Sammeln von Forschungserfahrung verfügbar sein sollte) eigentliche Berufserfahrung ersetzen kann, müsste hinsichtlich der spezifischen Anforderungen und Möglichkeiten der einzelnen Fächer diskutiert werden. Dabei ist die Bedeutung der Frage nicht zu unterschätzen, ob die Privatwirtschaft und die öffentliche Verwaltung überhaupt in der Lage und bereit sind, eine genügende Anzahl Praktikumsplätze zur Verfügung zu stellen und ob solche Praktika nicht wiederum die Erwerbsmöglichkeiten anderer jüngerer Menschen reduzieren. Wünschbar wäre auf jeden Fall eine mögliche Anerkennung von (insbesondere im Ausland absolvierten) Praktika als Studienleistungen und die konsequente Internationalisierung des Job-Marktes für Studierende – Auslandserfahrung verbunden mit Erfahrung auf dem Arbeitsmarkt wäre ein doppelter Zugewinn.

/66

Voraussetzung hierzu ist die Ermöglichung grösserer Mobilität durch die Normierung der Studienleistungen – an sich eines der Ziele der Bologna-Studienreform. Wegen der grösseren Verschulung und der Spezifizierung der Studiengänge ist jedoch eine sinkende Mobilität zu befürchten. Die äusserst wertvollen Auslandsemester sollten darum besonders gefördert werden; gerade für die philologischen und regionalwissenschaftlichen Fächer ist die Sprachkompetenz unabdingbar.

Die Vorbereitung auf den Einstieg ins Erwerbsleben kann, wie die deutschen Career Centres zeigen, durch die Universitäten noch systematischer betrieben werden, als dies heute teilweise geschieht.⁶³ In Zusammenarbeit zwischen Berufs- und Studienberatung, Arbeitsämtern und Wirtschaftsverbänden kann studienbegleitend ein Kurswesen angeboten werden, das von der Basisinformation über den Arbeitsmarkt bis zum Verhaltenstraining und zu Vermittlungsangeboten (Alumni-Kontakte, Stellen- und Praktikaangebote, Messen) das für einen erfolgreichen Berufseinstieg Erforderliche enthält. Eine Alternative zu studienbegleitenden Angeboten, die aber den Einstieg verzögern kann, sind Postgrad-Angebote, in denen die Studierenden gezielt auf die Berufssituation hingeführt werden.

Dessen ungeachtet bleibt es sicher hilfreich, den Erwerb und das Einüben allgemein nützlicher Fertigkeiten, die organisch in den Universitätsunterricht integriert werden können, bewusster und gezielter zu betreiben (Rhetorik, mündliche und visuelle Präsentation, redaktionelle Fertigkeiten, Selbstorganisation, Projektmanagement etc.).⁶⁴

63 Für die Schweiz ist in diesem Zusammenhang das oben erwähnte Beratungsprogramm der ETH Zürich (ACAP) zu nennen, welches u.a. Aktivitäten zur Begleitung der Studierenden beim Übertritt ins Berufsleben plant. Vgl. Fussnote 46.

64 «Im Vordergrund steht [für die Universität Zürich] die Stärkung der sog. Soft-Skills (überfachliche Kompetenzen). Ziel der hiesigen Bemühungen ist nicht das Erreichen einer «Berufsbefähigung», sondern die Sicherstellung der «Arbeitsmarktfähigkeit.» *Stellungnahme* [der Universität Zürich, Prorektorat Lehre] *zum Zielpapier der SWTR-Arbeitsgruppe Geistes- und Sozialwissenschaften*, 17. Februar 2006, Punkt 5.

Tatsächlich gibt es geistes- und sozialwissenschaftliche Fächer, die wenigstens für eine Auswahl von AbsolventInnen einen Berufsbezug aufweisen. Gelegentlich wird dieser Bezug durch den Beizug von Dozierenden aus der Berufswelt (z.B. Medienleute, BibliothekarInnen, KantonsarchäologInnen, Mitarbeitende von privaten Beratungsfirmen etc.) und mit berufsnahen Kurselementen (z.B. Grabungen in der Sommerpause) bereits gepflegt. Man soll aber weder glauben, dass dies eine effektive Berufsausbildung zu ersetzen vermag (so benötigen wissenschaftliche Bibliothekare eine Ausbildung zur Qualifizierung auf den Beruf, wenn sie eine Chance haben möchten, in einer bedeutenderen Bibliothek unterzukommen), noch dass dies von künftigen Arbeitgebern als eigentliche Berufserfahrung wahrgenommen wird.

Die Einrichtung direkt berufsqualifizierender Studiengänge bleibt eine diskussionswürdige Option, doch sind eigentlich die Fachhochschulen der Ort, wo diese sinnvoll verwirklicht werden könnten und sollten. Dies würde allerdings voraussetzen, dass die Fachhochschulen für MaturandInnen geöffnet werden mit dem Ziel, die Fachhochschulen zu denjenigen Institutionen der Tertiärausbildung zu machen, die das Gros der Studierwilligen aus der Sekundarstufe aufnehmen und gezielt auf die Berufswelt hinführen. In dieser Perspektive wäre es wünschbar, wenn die Studierenden an den Fachhochschulen die geforderte Praxiserfahrung auch studienbegleitend erwerben dürften.⁶⁵

/67

Es ist aus der Distanz betrachtet schwer verständlich, weshalb Fachhochschulen heute vergleichsweise so wenig und Universitäten so stark frequentiert sind – dies unter der Voraussetzung, dass es zwar ein Angebot an bildungsorientierten und in diesem Sinne «humboldtianischen» Studiengängen für eine Elite immer brauchen wird (es ist anzunehmen, aber bisher nicht gründlich erforscht, dass ein Teil der Studierenden gerade deshalb eine Geistes- oder Sozialwissenschaft wählt, weil diese eine *Bildungserfahrung* und dezidiert nicht oder noch nicht eine berufsrelevante Schulung anstreben) – gerade für diese muss die Universität hochstehende Angebote bereithalten. Es ist aber unrealistisch, anzunehmen, dass dies wirklich der geeignete Bildungsweg für die Mehrheit der den tertiären Bildungssektor durchlaufenden Menschen sein kann. Die LehrerInnenausbildung ausserhalb der Universitäten an Pädagogischen Hochschulen kann als Modell dafür angesehen werden, wie geistes- und sozialwissenschaftliche Studiengänge berufsbezogen und im Rahmen von fachhochschulartigen Lehr- und Forschungsanstalten durchgeführt werden könnten. Im gegenwärtigen Zeitpunkt, in welchem die Fachhochschulen als höchste Stufe der Berufsbildung (die mit der Lehre beginnt und die für eine kleine Elite von erfahrenen Berufsleuten reserviert bleibt) gesehen und von vielen Bildungspolitikern gezielt als solche definiert werden, begibt man sich jedoch auf utopische Pfade, wenn man erwartet, die Fachhochschulen würden sich bald zur «Hauptstrasse» der tertiären (Aus-)Bildung entwickeln und damit die Lösung für viele universitäre Probleme bringen.

65 «Analog dazu ist auch an den Fachhochschulen die Zulassung von Inhaberinnen und Inhabern einer gymnasialen Maturität flexibler zu handhaben.» OECD, *Examen der nationalen Bildungspolitiken. Die tertiäre Bildung in der Schweiz*, Paris 2003, 12. «Die geforderte einjährige Berufspraxis für Inhaberinnen und Inhaber einer gymnasialen Maturität, die an einer Fachhochschule studieren möchten, ist zu überdenken. Statt dessen sind gegebenenfalls die Lehrpläne für den Erwerb der gymnasialen Maturität und der Berufsmaturität zu revidieren und bzw. oder die Studienpläne für das erste Studienjahr an den Fachhochschulen anzupassen», *ibid.*, 151.

Konkretisierungen

- / Die Hochschulen und ihre Träger fördern und entwickeln die universitären Job-Börsen gezielt, bieten den Studierenden zusätzlich eine Beratung für den Erwerb von Berufserfahrung während ihrer Ausbildung an und kommunizieren aktiv, welche Bedeutung der Erwerb von Berufserfahrung für ihren späteren Berufseintritt hat. Sie wirken ferner bei der privaten Wirtschaft und der öffentlichen Verwaltung darauf hin, dass diese auch in schwierigeren Zeiten Arbeitsmöglichkeiten für Studierende anbieten. Sollten sich hier ernsthafte Engpässe abzeichnen, wäre ein Anreiz für Arbeitgeber, die Studierende zu beschäftigen bereit sind, zu prüfen.
- / Die Hochschulen intensivieren und systematisieren die Studien- und Berufsberatung in Form von «Career Centers», welche studienbegleitende Angebote zur Vorbereitung auf das Berufsleben bereitstellen.
- / Bei der Ausgestaltung von Bologna-Studiengängen wird für die meisten universitären Fächer von einer forcierten Berufsorientierung abgesehen. Hingegen wird darauf geachtet,
 - / dass parallel zum Studiengang Berufserfahrung gesammelt werden kann, auch (und vermehrt) international;
 - / dass die Studierenden die Notwendigkeit, Berufserfahrung zu sammeln und private Netzwerke zu knüpfen, kennen;
 - / dass die allgemein verwendbaren «Skills», die das Studium von Geistes- und Sozialwissenschaften nebenher vermittelt, bewusster eingeübt werden.
- / Die Wissenschaftspolitik arbeitet darauf hin, dass Passerellen zu den Fachhochschulen noch weiter ausgebaut werden, die von denjenigen Studierenden, die ihre Neigung zur Berufsausbildung entdecken, ohne Zeitverlust genutzt werden können.



Sicherung der Infrastrukturen für eine starke Forschung

/71

Problemlage

a) Bibliotheken

Die wichtigsten «Infrastrukturen» der Geistes- und Sozialwissenschaften sind die wissenschaftlichen Bibliotheken.⁶⁶ Sie dienen der Forschung einerseits als Sammlungen (Manuskripte, Nachlässe, Karten, ältere Publikationen, die heute als «Quellen» Gegenstand der Forschung sind), andererseits als Instrumente der Literaturversorgung. Vor allem im Hinblick auf die Geisteswissenschaften kann man ihre Funktionen nicht auf die Dimension «Literaturversorgung» reduzieren und nicht primär auf elektronische Dienste fokussieren. Von der Qualität ihrer Bestände und ihrer Dienste hängt es ab, ob hochstehende Forschung überhaupt gedeihen kann.

Die wissenschaftlichen Bibliotheken stehen unter einem mehrfachen Druck.

Die Forschung verlangt heute von ihnen on-line-Dienste, die in den letzten Jahren nur mit grossem Aufwand an Personal und Geld auf denjenigen Stand gebracht werden konnten, den die Forschenden erwarten. Dafür bräuchten die Bibliotheken an sich zusätzliches Personal, das neben den herkömmlichen, weiterhin gebrauchten Qualifikationen die Profile von InformatikerInnen mitbringt. Zusätzliche Stellen zu schaffen, ist aber in der Regel nicht möglich.

Während für die neueren Kataloge das Ziel, diese in elektronischer Form auf dem Internet abfragen zu können, in greifbare Nähe gerückt oder erreicht ist, steht noch die grosse Aufgabe zur Bewältigung an, die älteren und spezialisierten Kataloge aufzubereiten und zugänglich zu machen. Zusätzlich wird erwartet, dass be-

⁶⁶ In einem weiteren Sinne gehören hierzu auch Infrastrukturen wie das projektierte Forschungszentrum Sozialwissenschaften ForS sowie Sammlungen und «wissenschaftliche Hilfsdienste» nach Art. 16 Forschungsgesetz, ferner virtuelle Strukturen wie das ebenfalls von der SAGW vorgeschlagene infoclio.ch. Vgl. Fussnoten 67 (Art. 16) und 72 (ForS und infoclio.ch).

stimmte ältere Dokumentenbestände als «Content» oder Abbild selbst digital und on-line verfügbar gemacht werden.

Ferner sollen die Bibliotheken in grossem Umfang neuere, kommerzielle elektronische Verlagsprodukte bereitstellen, insbesondere elektronische Zeitschriften.

Infrastrukturprojekte der Bibliotheken, aber nicht nur dieser, sondern auch solche der Dokumentationsstellen und der Fachgesellschaften (z.B. Disziplinenportale), sind in der Schweiz ausgesprochen schwierig zu finanzieren, da diese nicht den Kriterien des Schweizerischen Nationalfonds entsprechen und auch nur unter bestimmten Umständen von der Kommission für Technologie und Innovation KTI (mit-)finanziert werden. Die meisten Finanzierungsinstrumente haben zudem Anstosscharakter, während es hier um die Schaffung und den Betrieb von dauerhaften Strukturen geht. Geeignete Fördermechanismen fehlen weitgehend.

72 Die Dienste nicht nur der Bibliotheken, sondern auch der Hersteller und Verleger der Literatur, die sie den Forschenden vermitteln sollen, sind den Gesetzen des Marktes und der Rentabilität unterworfen. Dies führt insbesondere bei Zeitschriften, aber auch bei den Arbeiten zur Konservierung des Materials (z.B. Buchbinderei, Restauration) zu einer Kostensteigerung, die in keinem Verhältnis mehr zur Entwicklung der Einnahmen der öffentlichen «Hände» steht. Gemessen an dieser Teuerung hat sich die «Kaufkraft» der Anschaffungskredite, über die wissenschaftliche Bibliotheken heute verfügen, im Vergleich zu 1990 bis auf die Hälfte reduziert – und dies bei deutlich gewachsenen Bibliothekskrediten. Es wäre eine Illusion zu erwarten, dass die «Informationsgesellschaft» in absehbarer Zeit von selbst über Marktmechanismen zu Preisen führen werde, die für eine non-profit Forschung wie in den Geistes- und Sozialwissenschaften, die sich fast ausschliesslich aus öffentlichen Mitteln finanziert, tragbar wären.

Die Situation der Bibliotheken ist in der wissenschaftlichen Öffentlichkeit zu wenig beachtet worden, nicht zuletzt, weil diese einen schleichenden Leistungsabbau betreiben, um nach aussen weiterhin irgendwie zu «funktionieren». Nur deutlich sichtbare Verschlechterungen des Angebots – reduzierte Öffnungszeiten, steigende Gebühren für Fernleihe, Kündigung von Abonnementen für Periodika etc. – führen zu Reaktionen, und diese bleiben lokal begrenzt. Dies, obwohl z.B. hohe Gebühren für die Fernleihe im Hinblick auf die Kooperation zwischen den Schweizer Bibliotheken, die ihr Angebot als komplementär betrachten, vor allem für die Studierenden eine sehr fragwürdige Massnahme darstellen.

b) Andere Institutionen

Je nach Fachgebiet treten andere wichtige Infrastrukturen als unentbehrliche Voraussetzung für die Forschung hinzu. Hier sind Spezialsammlungen zu nennen, die neben dem Dienst an der Forschung zugleich Elemente einer regionalen oder lokalen Kulturpolitik darstellen, oder Dokumentationsdienste, die unabhängig von aktuellen Modetendenzen ihre Arbeit fortsetzen müssen, um kohärente Bestände zu erwerben, zu pflegen, zu erschliessen und zu vermitteln. Ähnlich wie in der freien Forschung überhaupt kann niemand heute absehen, welche Art von Beständen morgen im Zentrum der wissenschaftlichen Aufmerksamkeit stehen werden.

Wichtige Dienste dieser Art werden heute in Ergänzung zu den Anstrengungen von Gemeinden und Kantonen (und zum Teil von privaten Sponsoren) durch den Bund mitfinanziert. Dieser Beitrag ist nur subsidiär: Wenn die Beiträge von anderer Seite wegbrechen, kann der Bund nach geltendem Verständnis seiner Rolle gegenüber Kantonen und Gemeinden nicht in die Bresche springen. Alle vier Jahre steht der Bundesbeitrag neu zur Disposition. Die Kriterien, nach denen der Bund Prioritäten setzt, können und müssen (um der Veränderung der Bedürfnisse der Wissenschaft Rechnung zu tragen) sich wandeln. Wandelbar sind auch die Summen, die das Parlament dem Bund insgesamt zum Zweck solcher Förderungen zur Verfügung stellt, und die Konditionen, zu denen dies geschieht. Auf langfristige Existenz und stetiges Arbeiten angewiesene Institutionen haben unter diesen Bedingungen eine prekäre Situation, deren sich die Forschenden, die selbstverständlich ihre Dienste nutzen, oft nicht bewusst sind.⁶⁷

c) Langzeitprojekte

Hinzu kommen die Langzeitprojekte. Jede Forschergeneration verfolgt einige Grosprojekte, in denen sie Wissen für die nächste Generation in systematischer Form niederlegen möchte, in Lexika und Wörterbüchern. Textwissenschaften sind auf langfristig angelegte Editionsunternehmen angewiesen, da die Texte bekanntlich nicht ein für allemal «gegeben» sind. Wissenschaften, die mit Artefakten und Bildern umgehen, benötigen Kataloge und Inventare, zusätzlich zur Konservationsleistung, die garantieren sollte, dass die Gegenstände auch künftiger Forschung noch zur Verfügung stehen. Im Unterschied zu Bibliotheken, Sammlungen und Dokumentationsdiensten haben Langzeitprojekte im Prinzip einen Anfang und ein Ende. Insofern ist die Bezeichnung «Projekte» gerechtfertigt. Sie haben aber einen viel längeren Atem als jene ebenfalls «Projekte» genannten Vorhaben, die beim SNF im Rhythmus von drei oder vier Jahren, oder die Programme und Schwerpunkte, die im Horizont von 5 bis 12 Jahren realisiert werden. Die Spannung zwischen dem Ziel, innert nützlicher Frist und mit beschränkten Mitteln zu einem Abschluss zu kommen, und dem Ziel von Qualität und Vollständigkeit ist grundsätzlich nicht auflösbar.

73

⁶⁷ Die subsidiäre Finanzierung solcher Institutionen durch den Bund ist im Bundesgesetz über die Forschung, Art. 16 geregelt, <http://www.sbf.admin.ch/htm/forschung/nfi-d.html>. Das Schweizerische Sozialarchiv und die Schweizerische Theatersammlung sind Beispiele solcher Institutionen, vgl. Zentrum für Wissenschafts- und Technologiestudien, *Evaluation des Schweizerischen Sozialarchivs*, Bern, 2003 (CEST 2003/5); Zentrum für Wissenschafts- und Technologiestudien, *Untersuchung über die schweizerische Theatersammlung*, Bern, 2005 (CEST 2005/2).

Mögliche Massnahmen

a) Bibliotheken

Die *Bibliotheken* könnten *auf lange Sicht* von einer weitgehenden Durchführung des «Open Access» profitieren. Dadurch könnten der Markt und damit die Preise positiv beeinflusst werden. Voraussetzung wäre eine Förderung von «Open Access» durch eine gezielte und bewusste Präferenz der AutorInnen und der Forschungsförderungsinstitutionen für Publikationen, die den Prinzipien des «Open Access» entsprechen.⁶⁸

174

Das wichtigste grössere Projekt für die wissenschaftlichen Bibliotheken mit Wirkung auf kurze und mittlere Sicht ist das «Konsortium» – ein höchst nützlicher Zusammenschluss der Lizenznehmer für elektronische Produkte der grossen Verlage, der aus der ETH-Bibliothek, den Universitäts- und Kantons- resp. Zentralbibliotheken, den Bibliotheken der Fachhochschulen sowie der Schweizerischen Landesbibliothek besteht.⁶⁹ Der Bund hat dieses Projekt in den Jahren 2000 bis 2003 über die Beiträge an Kooperationsprojekte, die das Universitätsförderungsgesetz vorsieht, gefördert. Die Voraussetzung für diese Finanzierung war, dass die geförderten Bibliotheken selbst 50% des Aufwandes beisteuerten. Die Finanzierung wurde durch den Bund zwar bis Ende 2005 verlängert – bei gleichzeitiger Bewilligung des neuen Moduls E-Archiving (elektronische Zeitschriften, Publikationen der Schweizer Hochschulen, nicht digitalisierte Zeitschriften) bis 2007. Ab 2006 sehen sich die Universitäten und ihre Bibliotheken jedoch gezwungen, das Konsortium vollumfänglich aus eigenen Mitteln zu erhalten und dafür die Leistungen entsprechend zu reduzieren. Diese «Übergangslösung», durch die Universitäten und Bibliotheken bis 2008 beschlossen, bleibt fragil, da sich die meisten Bibliotheken mit einschneidenden Budgetkürzungen konfrontiert sehen.

Gesucht ist eine permanente Sicherung der Finanzierung des Konsortiums. Vorgeschlagen werden dafür⁷⁰ :

- / Die Konstituierung des Konsortiums als selbstständige Institution, die zum Gegenstand einer wenigstens auf Vierjahresperioden gesicherten Zuwendung des Bundes (und weiterer Geldgeber) nach Forschungsgesetz werden könnte.
- / Längerfristige Absicherung durch eine explizite Bibliotheksförderung als Bundesaufgabe im Rahmen der Hochschulförderung, gestützt auf das Universitätsförderungs- resp. das künftige Hochschulrahmengesetz.
- / Der Bund fördert die Bibliotheken ausserdem weiterhin punktuell und sporadisch im Rahmen von Investitionskrediten über die Hochschulförderung, etwa bei Neuberufungen oder beim Ausbau ganzer Fächer oder Fakultäten. Da es sich um Investitionsbeiträge handelt, werden nur Bauten und Bücheranschaffungen subventioniert, nicht aber Abonnemente, die zu längerfristigen Ausgaben führen würden.

68 Ein erster Schritt in Richtung der Verwirklichung einer Open-Access Philosophie ist die *Berlin Declaration on Open Access to Knowledge in the Sciences and Humanities*, welche im Februar 2006 durch Schweizer Wissenschaftsinstitutionen unterzeichnet wurde. http://www.snf.ch/de/com/prr/prr_arh_06feb07.asp.

69 <http://lib.consortium.ch/index.php>.

70 Freundliche Auskunft von Herrn Dr. Ulrich Niederer, Konferenz der Universitätsbibliotheken der Schweiz (Juli 2005 und Februar 2006).

/ Schliesslich könnte man sich im Prinzip vorstellen, dass der Betrieb von wissenschaftlichen Bibliotheken zu einer Aufgabe der Hochschulen würde. Aus finanziellen Gründen, aber auch weil in der Schweiz Universitätsbibliotheken oft zugleich als Kantons- oder öffentliche Bibliotheken dienen, ist diese Vorstellung jedoch problematisch.

b) Andere Institutionen

Der Bund hat dafür gesorgt, dass er für die Periode 2004–2007 für die Unterstützung der Infrastrukturinstitutionen, die nach Forschungsgesetz subsidiär gefördert werden («wissenschaftliche Hilfsdienste» ist der entsprechende Begriff im Forschungsgesetz) grössere Mittel zu Verfügung hat als früher, und er hat seine Beiträge für einzelne unter ihnen, darunter solche, die den Geistes- und Sozialwissenschaften zuarbeiten, deutlich angehoben.⁷¹

c) Langzeitprojekte

Die Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften und der Nationalfonds diskutierten wiederholt eine Grenzziehung in der Förderung von *Langzeitprojekten*. Inzwischen möchte die Akademie Langzeitprojekte bei sich unterbringen und dafür institutionelle Gefässe schaffen, die zugleich Serviceaufgaben für bestimmte Fächer übernehmen. Neben dem Forschungszentrum Sozialwissenschaften ForS propagiert die Akademie mit infoclio.ch ein Vorhaben, das Datenbanken, das Historische Lexikon (on-line), digitalisierte Quellen und anderes mehr zusammenfasst.⁷² ForS und infoclio.ch werden voraussichtlich in die Mehrjahresplanung für die Periode 2008–2011 Eingang finden.

/75

Tatsächlich haben die meisten Langzeitprojekte, aber auch einzelne Infrastrukturinstitutionen einen unmittelbaren Bezug zu einem bestimmten Fach und dessen «Community». Letztere ist in einer Fachgesellschaft organisiert, die Teil der Akademie ist. Insofern ist die Überlegung naheliegend, die Akademie zum institutionellen Ort der Langzeitprojekte, ja unter Umständen auch der Infrastrukturinstitutionen zu machen.

Ein Organ zur Beurteilung und Selektion von Projekten ist beim SNF voll ausgebildet vorhanden. Es gibt somit einerseits Argumente dafür, Langzeitprojekte wenigstens einer Qualitätskontrolle durch den SNF zu unterstellen. Andererseits ist der SNF der Ort für vergleichsweise kurzfristige Projekte, was seine Eignung wieder einschränkt. Wie man sich auch entscheidet, wird man zuerst sicherstellen müssen, dass Selektion und Aufsicht der Natur der Projekte gerecht werden können. Ebenso wichtig ist aber die Sicherung des Bestandes und der Finanzierung des Betriebs auf lange Sicht.

71 <http://www.sbf.admin.ch/hfm/forschung/nfi-d.html>.

72 Vgl. <http://www.sagw.ch/dt/Portrait/Planung.asp>. Für das Forschungszentrum Sozialwissenschaften ForS vgl. auch oben, Kap. *Einleitung*, Abschnitt *Geistes- und Sozialwissenschaften in der Wissenschaftspolitik*. Infoclio.ch ist eine Plattform, welche die Vernetzung der historischen Forschung in der Schweiz sowie die Stärkung derer Präsenz und Visibilität in der Schweiz und international zum Ziel hat. Dieses Infrastrukturprojekt, welches neben den Geschichtswissenschaften auch andere Geistes- und Sozialwissenschaften ansprechen soll, versteht sich als Antwort auf die Herausforderungen des Internets in der digitalisierten Wissensgesellschaft.

d) Ziel: Nachhaltigkeit

Das Schlimmste, was man Infrastrukturen antun kann, ist, sie zum Gegenstand von Experimenten zu machen. Wenn man an ihrer institutionellen Lokalisierung etwas ändern will, muss die Garantie dafür bestehen, dass die gefundene Lösung auf wirklich lange Sicht Stabilität und Sicherheit gegen kurzfristige «Umsteuerungen» gewährt, d.h. eine wirkliche Verbesserung gegenüber dem Status quo bringt. Nun wird es leider überall dort, wo öffentliche Gelder durch periodisch von Volksvertretungen gefällte Kreditentscheide zugesprochen werden, unmöglich sein, echte langfristige «Commitments» zu erhalten – die Souveränität der Volksvertretungen lässt solche Verbindlichkeiten in der Regel nicht zu.

Konkretisierungen

176

- / Der Bund tritt die Selektion von und die Aufsicht über zu fördernde Forschungsinfrastrukturen soweit sinnvoll an die spezialisierten Institutionen der Forschungsförderung ab, mit entsprechender Kompensation von deren Mehraufwand. Dabei ist zu prüfen, welche Institutionen einer Universität oder einer bestehenden Forschungsinfrastruktur (z.B. einer wissenschaftlichen Bibliothek) angegliedert werden können, welche von einer Akademie geführt werden können und für welche die Selbständigkeit die richtige Lösung darstellt.
- / Der Bund berücksichtigt in der Bereitstellung der Mittel für die Forschungsförderung, dass die Ressourcen für die Infrastrukturen auch für die Geistes- und Sozialwissenschaften in einem sinnvollen Verhältnis zu den Mitteln für die (projektweise, programm-basierte oder akademisch-freie) Forschung stehen müssen. Er bedenkt dabei, dass auch aufgrund des Wachstums, das aus der Förderung vor allem der Programm- und Projektforschung resultiert, ein Nachholbedarf bei den wichtigsten Infrastrukturen entstanden ist.
- / Bund, Kantone und Universitäten stellen die wissenschaftlichen Bibliotheken, die sowohl als Sammlungen als auch als Institutionen der Literaturversorgung die wichtigsten Fundamente für eine qualitativ hochstehende Forschung darstellen, auf eine gesunde Basis. Dies darf nicht durch befristete Teilprojekte mit Anstoss- oder Modernisierungscharakter geschehen, sondern durch eine langfristige Verpflichtung, entsprechend der Bedeutung dieser Funktionen für jede Art wissenschaftlicher Tätigkeit. Dabei ist zu bedenken, dass nicht nur fortgeschrittene Forscher Bibliotheken nutzen, sondern dass auch den Studierenden eine vollumfängliche und kostengünstige Literaturversorgung angeboten werden muss, um forschendes Lernen überhaupt zu ermöglichen.



Stärkung der Grundlagenforschung

Problemlage

Die Grundlagenforschung in einzelnen Geistes- und Sozialwissenschaften wurde in den letzten Jahren von Expertenpanels in verschiedener Hinsicht als verbesserungsfähig bezeichnet. So wird insbesondere ein breites Segment von Aktivitäten vermisst, das sich in einen internationalen Diskussionszusammenhang vorwagt und sich dort einerseits dem Wettbewerb stellt, andererseits schweizerisches Material und daran gewonnene Einsichten in die Debatten einbringt. Nach Ansicht der Expertengruppe der GEWI-Evaluation von 1997⁷³ z.B. wird die Chance spezifischer Themenstellungen, die sich aus dem Schweizer Kontext ergeben – etwa die sprachliche und kulturelle Vielfalt – zu wenig genutzt.

Auch die Entwicklungen rund um das Doktorat (siehe unten) könnten auf eine relative Schwäche der Grundlagenforschung hinauslaufen.

Schliesslich birgt die Belastung oder Überlastung der Lehrenden durch die wachsenden Studierendenzahlen die aktive Gefahr, dass erfahrene Forschungspersönlichkeiten, aber auch der Nachwuchs von der Lehre (und administrativen Aufgaben) förmlich aufgefressen werden. Der durch den Bologna-Prozess ausgeübte Zwang zur Neukonzeption der Lehre und der verstärkte Akzent auf die Lehrqualität, so willkommen deren Effekte zur Verbesserung der Unterrichtsqualität auch sind, drohen noch weitere Zeit in Anspruch zu nehmen, die bisher der Forschung gewidmet werden konnte. Unbestritten ist, dass eine erfolgreiche Umsetzung der gestuften Studiengänge bessere Betreuungsverhältnisse verlangt.

Die Anstrengungen der öffentlichen Forschungsförderung richteten sich seit Beginn der forschungspolitischen Initiativen der 1970er Jahre schwergewichtig auf

73 Vgl. oben, Kap. *Einführung*, Abschnitt *Geistes- und Sozialwissenschaften in der Wissenschaftspolitik*.

die «orientierte Forschung». Diese «orientierte Forschung» (Nationale Forschungsprogramme NFP und Nationale Forschungsschwerpunkte NFS, früher auch Schwerpunktprogramme SPP) verhilft den Geistes- und insbesondere den Sozialwissenschaften zweifelsohne zu einer grösseren Visibilität. Im Falle der NFP besteht jedoch die Gefahr, dass die interne Erkenntnislogik durch die Ausrichtung auf gesamtgesellschaftliche Relevanz beeinträchtigt werden kann. Die Logik von Problem und Lösung entspricht nicht unbedingt der Logik namentlich der geisteswissenschaftlichen Forschung. Dieser trägt das Instrument der NFS besser Rechnung, naturgemäss aber nur im Hinblick auf diejenigen Forschungen, die sinnvollerweise in Verbänden und Netzwerken oder Kollektiven geleistet werden.

Die Diskussionen der letzten Jahre haben gezeigt, dass dieser Trend zur «orientierten Forschung», aber auch derjenige zur vermehrten Vergabe von Forschungsmitteln im Wettbewerb für einen Teil der Geisteswissenschaften nachteilig ist und der Natur eines wichtigen Aspekts ihrer Forschungsaktivitäten nicht immer entspricht.⁷⁴

/80 Auch wenn die Intensivierung des Wettbewerbs um Fördermittel in der Theorie der Erhaltung der Forschungsqualität dient, kann sie doch nachteilige Nebeneffekte haben: Es wird deutlich mehr Zeit auf das Ausarbeiten von Förderanträgen aufgewendet, bei sinkenden Chancen, einen Zuschlag zu erhalten. Damit droht eine Situation, in welcher Forschende Zeit auf die Antragstellung verwenden müssen, die dann an der eigentlichen Forschungszeit abgeht. Der Aufwand für die Erarbeitung eines erfolgversprechenden Antragskonzepts ist ungefähr gleich gross wie derjenige, der für einen Aufsatz getrieben werden muss, der in einer hochstehenden internationalen Zeitschrift eine Chance auf Publikation erhalten soll.

Es gibt namentlich in den Geistes-, aber auch in den Sozialwissenschaften zwei Typen von Forschung: die individuelle und die kollektive Forschung. Exzellente Forschungsergebnisse, die sich einer individuellen Forscherpersönlichkeit verdanken, stehen neben einer Forschung, die arbeitsteilig organisiert ist und auf der Zusammenarbeit (z.B. im Rahmen eines NFS) beruht. Es wäre deshalb wünschbar, wenn alle hervorragenden Einzelprojekte der Forschung durch die Abteilung I des SNF finanziert werden könnten. Die individuelle Forschung darf keineswegs vernachlässigt werden; sie setzt in erster Linie die Verfügbarkeit zeitlicher Ressourcen voraus.

Staatliche Forschungsförderung sollte darum schon aus rechtlichen Gründen (Gebote der Gleichheit und der Berücksichtigung der Vielfalt, Forschungsfreiheit) nicht einseitig auf ein bestimmtes Modernisierungsziel (kollektive Formen des Forschens, oder «Orientierung» auf politisch definierte «Gegenwartsprobleme») abzielen. Zwar darf sie aufgrund politischer Entscheide *zusätzliche* Ressourcen für bestimmte Zwecke im Wettbewerb unter den Forschenden verfügbar machen, sie darf aber nicht Mittel, die für die Erfüllung des grundlegenden Forschungsauftrags in allen Fächern erforderlich sind, zu Bedingungen bereitstellen, die von gewissen Forschungsformen und gewissen Fächern, auch wenn sie ihrem State-of-the-Art folgen, sehr viel schlechter erfüllt werden als von andern.

74 Die europäische Dimension der Forschungsförderung, die in der Vergangenheit mit wenigen Ausnahmen eher für die Sozialwissenschaften einschlägig gewesen ist, bleibt hier unberücksichtigt. Vgl. dazu Wissenschaftsrat 2006, 93–96. Die verschiedenen Formen der Forschungsförderung sollen nicht gegeneinander ausgespielt werden; vielmehr wird für einen sachgemässen Einsatz der jeweiligen Förderformen und ein ausgewogenes Verhältnis zwischen ihnen plädiert; vgl. Wissenschaftsrat 2006, 88.

Mögliche Massnahmen

Beim SNF wurde bereits an der eine Zeit lang tabuisierten Verteilung zwischen den drei Abteilungen der «Grundlagenforschung» gerüttelt. Im Ergebnis hat die Abteilung I (Geistes- und Sozialwissenschaften) für die Periode 2004–2007 einen etwas höheren Anteil im Verhältnis zu den Sektionen II und III als früher erhalten.

Wie im Problemaufriss angedeutet, führt der Königsweg der Forschungsförderung in den Geisteswissenschaften über die Finanzierung vom Projekten durch die Abteilung I des SNF. Dort besteht ein Nachholbedarf: Da der SNF gerade in den Geistes- und Sozialwissenschaften ein quasi-Monopol der Förderung besitzt, sollte er alle wirklich guten Gesuche berücksichtigen können, und er sollte in der Lage sein, erfolgsversprechende Projekte ohne einschneidende Kürzungen zu finanzieren. Tatsächlich ist die geisteswissenschaftliche und in gewissem Sinne auch die sozialwissenschaftliche Forschung konstitutiv an die Universität gebunden, während die Forschung im naturwissenschaftlichen und technischen Bereich zu einem grossen Teil auch im ausseruniversitären Bereich stattfindet.

/81

Ohne einen deutlichen Zuwachs an Ressourcen kann das Ziel, unter heutigen Umständen eine international konkurrenzfähige Forschung in Geistes- und Sozialwissenschaften aufrecht zu erhalten, nicht erreicht werden. Dafür braucht es neben Nationalen Forschungsprogrammen und Nationalen Forschungsschwerpunkten, neben Infrastrukturen wie ForS eine projektweise betriebene, «science driven»-Aktivität, für die nur die Abteilung I des SNF in Frage kommt. Darüber hinaus sind die Instrumente der Nachwuchsförderung zu nennen, die an sich gegenüber der Fachzugehörigkeit neutral sind, aber durch ihren «science driven»- (oder eben «arts and humanities driven»-) Charakter der Natur geistes- und sozialwissenschaftlicher Forschung gerecht werden, wie die Förderprofessuren.

Die NFS wurden in der letzten Runde (Frühjahr 2005) speziell für Geistes- und Sozialwissenschaften ausgeschrieben, und es wurden sechs Schwerpunkte bewilligt, was ein beachtliches Ergebnis ist. Es bleibt aber die im Anschluss an die erste Runde gestellte Frage im Raum, ob die NFS nicht an sich besser für Naturwissenschaften geeignet sind, da sie grosse, nationale Netzwerke favorisieren, die sich leicht in einem bestimmten Paradigma wiedererkennen können. Auch sozialwissenschaftliche Vorhaben, die paradigmorientiert und quantifizierend arbeiten, kommen in einem NFS tendenziell leichter auf ihre Kosten als die traditionellen Kernfächer der Philosophisch-historischen Fakultäten, wo individuelle Forschungsformen nicht nur möglich sind, sondern nach wie vor ausgezeichnete Resultate zeitigen. Es scheint, dass die NFS als wissenschaftspolitisches Instrument mit dem oben erwähnten Modernisierungsziel (Strukturwandel, Vernetzung) verbunden sind. Es ist deshalb wohl kein Zufall, dass bestimmte an sich bestehende «Stärken» in den schweizerischen Forschungsprofilen durch dieses Instrument kaum gefördert werden, wie z.B. historisch orientierte Philosophie, Literaturwissenschaften oder Geschichtswissenschaft, während das Instrument auf Medienthemen, quantifizierende Sozialforschung, Wirtschaftswissenschaften oder Psychologie gut «anspricht».

Darüber hinaus braucht es deshalb Instrumente zur Förderung von Netzwerken und insbesondere der Kommunikation innerhalb solcher, die leichter, flexibler und internationaler angelegt sind als die erwähnten, grossen Schwerpunkte. Die Schweizeri-

sche Gesellschaft für Geschichte SGG hat mit der Idee von «Inter- und transdisziplinären Forschergruppen» einen solchen Ansatz bereits angedacht. Es handelt sich dabei um ein flexibles Förderinstrument zur Entwicklung und Erprobung neuer Ansätze «zwischen» den Fächern (nicht nur Geistes- und Sozialwissenschaften). Die Forschergruppen setzen sich aus verschiedenen Disziplinen zusammen und stehen Doktorierenden bis zum Professor/zur Professorin offen.⁷⁵

Sehr nützlich auf der Ebene der einzelnen Universitäten ist die Einrichtung eigener Forschungsförderinstrumente wie der «Forschungskredit» der Universität Zürich. Über diesen Kredit können Projekte von Doktoranden, Postdocs und Habilitierenden gefördert werden. Aus diesem Kredit werden überdies Vorbereitungsphasen für grössere Projekte finanziert. 2005 wurden so für 66 Gesuche Beiträge in der Höhe von 4 Mio. Franken bewilligt.⁷⁶ Ein solches universitätseigenes Forschungsförderinstrument kann auch zur Profilierung der jeweiligen Universitäten im Wettbewerb mit anderen beitragen.

/82

Schliesslich gehört zur Forschungsförderung die Erhaltung der Grundlagen, wie Sammlungen, Archive und insbesondere die Sicherstellung der Literaturversorgung durch die wissenschaftlichen Bibliotheken. Dafür verweisen wir auf das Kapitel Infrastruktur zurück.

Da neben einer auf die regionale Gesellschaft und Kultur bezogenen Forschungsarbeit auch die international ausgerichtete Forschung nicht vernachlässigt, unter Umständen sogar gezielt verstärkt werden muss, müssen Instrumente zur Förderung der Internationalisierung diskutiert werden. Solche sind in die Förderinstrumente, die der SNF handhabt, meist schon «eingebaut». Was verstärkt werden könnte, ist der Follow-up einer Internationalisierung des Nachwuchses: Beim Übertritt des Nachwuchses in schweizerische Forschungspositionen müsste sichergestellt werden, dass dem Kriterium der Internationalität gebührend Rechnung getragen wird. (Internationalität bedeutet nicht in jedem Fall die Berufung einer Persönlichkeit aus dem angrenzenden Ausland; diese Tendenz kann im Gegenteil auch Ausdruck eines Provinzkomplexes sein – siehe blauen Text.) Schliesslich sollten diejenigen, die in den Positionen «angekommen» sind, ihre Internationalität weiter pflegen und den Zugang zu ihr wiederum dem von ihnen betreuten Nachwuchs öffnen können.

Gerade bei der geringen Mobilität der Schweizer Studierenden gilt es, Auslandaufenthalte zu fordern und zu fördern. Der Nachwuchs sollte ermuntert werden, an internationalen Kongressen teilzunehmen und in internationalen Zeitschriften zu publizieren. Die «arrivierten» ForscherInnen sollten ihre Kontakte für die Nachwuchsforschende fruchtbar machen und selbst genügend Zeit z.B. in die Mitwirkung in internationalen Fachgremien auf höchster Ebene investieren können.

75 Schweizerische Gesellschaft für Geschichte (SGG), Bericht *Inter- und transdisziplinäre Forschergruppen* [Manuskript].

76 <http://www.unizh.ch/forschung/dienste/forschungskredit05.html>.

1. Die **Internationalisierung des Lehrkörpers** braucht nicht weiter gefordert zu werden; das Ziel ist erreicht.
2. Der **Schweizer Nachwuchs** braucht eine Chance – auch in der Schweiz.
3. Klientelismus und Provinzkomplex in den **Berufungskommissionen** behindern den Schweizer Nachwuchs:

Klientelismus bedeutet, dass nicht (nur) die wissenschaftliche Eignung von BewerberInnen eine Rolle spielt, sondern deren Zugehörigkeit zu einem «Patron». Die «Marktchancen» werden dadurch reduziert. Klientelismus kann natürlich auch international sein («Seilschaften»).^77

Provinzkomplex bedeutet, dass oft davon ausgegangen wird, dass ausländische Bewerber per se besser seien – deren Wahl bietet zudem im Hinblick auf den Klientelismus den Vorteil, dass nicht zwischen den Ansprüchen der lokalen «Patrons» entschieden werden muss.

Massnahmen zur Erleichterung für die Mitwirkung in der Forschung sollten bedacht werden. Im Ausland denkt man zunächst an spezielle akademische Positionen, deren erste Aufgabe die Forschung ist und für die eine Mitwirkung in der Lehre primär im Postgrad-Bereich erfolgt,⁷⁸ d.h. Anleitung von MA-Thesen, von Dissertationen und Habilitationsprojekten und die Führung entsprechender Arbeitsgruppen und Seminare. Voraussetzung sind klare Selektionskriterien für die Auswahl derjenigen Persönlichkeiten, die auf solche Positionen zu berufen wären, Massnahmen gegen eine Entwicklung, die solche Forschungsprofessuren höher bewertet und die übrigen Positionen zu reinen «Lehrstellen» abwertet («professorat à deux vitesses»), ferner ein Finanzierungsmodus, der nicht auf Kosten der Lehre geht.

/83

Um die individuelle Forschung zu fördern, ist auch eine befristete Freistellung von der Lehre denkbar, wie sie seit 2005 vom deutschen Förderprogramm «Opus Magnum» angeboten wird, das von der Fritz Thyssen-Stiftung und der VW-Stiftung initiiert wurde.⁷⁹

Offensichtlich sind eigentliche Forschungsprofessuren in der Schweiz nicht konsensfähig. Man legt hier Wert darauf, dass jede Professur die Einheit von Forschung und Lehre praktiziert und dafür hinreichende Voraussetzungen haben soll. Die Einheit von Lehre und Forschung ist für jede Wissenschaft bedeutsam, für die Geistes- und Sozialwissenschaften als den «Wissenschaften vom Menschen» in besonderem Masse, denn Erkenntnis wird hier vor allem im Dialog mit den Studierenden und dem Nachwuchs generiert. Diese Kommunikation ist die eigentliche Anwendung dieser Wissenschaften, die dadurch gleichzeitig eine Ausbildungsfunktion wahrnehmen. Man wird deshalb zur Verbesserung der Forschungsmöglichkeiten der HochschullehrerInnen das Instrument von der Forschung gewidmeten Freisemester (Sabbaticals) ausbauen – wir verweisen dafür auf den Abschnitt «Hilfe für

77 Zum Problem siehe auch *Lettre ouverte sur la situation de la relève en Faculté des Lettres* von Westschweizer maîtres-assistants, 20. Juni 2003.

78 Sogenannte Forschungsprofessuren gibt es – mit unterschiedlichen Zielsetzungen – in verschiedenen Ländern, etwa in Kanada (The Canada Research Chairs Program), Frankreich (Chaires d'excellence), Deutschland (Forschungsprofessuren der VW-Stiftung) oder im Vereinigten Königreich (Professorial Fellowship des Economic and Social Research Council). – Im Gegensatz zu den Freisemestern besteht für Professoren und Professorinnen kein Anspruch auf eine Forschungsprofessur; Forschungsprofessuren sind zudem tendenziell von längerer Dauer als ein Freisemester.

79 <http://www.volkswagen-stiftung.de> und <http://www.fritz-thyssen-stiftung.de>. Solche Massnahmen, die insbesondere den Geisteswissenschaften entgegenkommen, begrüsst mit Nachdruck auch der deutsche Wissenschaftsrat; vgl. Wissenschaftsrat 2006, 86.

überlaufene Fächer» zurück. Sabbaticals sollten vor allem für durch Lehre und Verwaltung besonders Belastete häufiger in Anspruch genommen werden können, sie sollten unter Umständen länger als ein Semester dauern und auf die Bedürfnisse individueller Forschungsvorhaben besser abgestimmt sein.

Zu diskutieren ist schliesslich, ob unter schweizerischen Bedingungen besondere Forschungszentren einen positiven Effekt auf die hier ins Auge gefasste, international erfolgversprechende, «grundlagenorientierte» Forschung in Geistes- und Sozialwissenschaften haben könnten. Tendenziell gingen die (beträchtlichen) Mittel, die in solche Zentren investiert werden müssten, anderswo der Forschungsfinanzierung oder den für den Betrieb der Hochschulen verfügbaren Mitteln ab. Der Mehrwert müsste sich somit ganz eindeutig abzeichnen.

Es ist daran zu erinnern, dass früher das Bundesamt für Bildung und Wissenschaft BBW, heute das Staatssekretariat für Bildung und Forschung SBF mit ausländischen Advanced Studies-Zentren Verträge abgeschlossen hat, die eine schweizerische Partizipation erleichtern.⁸⁰ Ob das ausreicht, oder ob noch mit zusätzlichen Institutionen ähnliche Verträge abgeschlossen werden sollten, wäre abzuklären.

/84

Was der schweizerischen Forschung fehlt, ist nicht der Zugang zu eigentlichen Zentren für Exzellenzforschung von weltweiter Bedeutung, sondern zentrale Institutionen für die Führung von schweizerischen Projekten mit internationalen Kontakten, d.h. ein Haus der Geistes- und Sozialwissenschaften, das nicht mit Langzeit- und Infrastrukturprojekten verbunden sein muss, sondern in allererster Linie der inter- und transdisziplinären Forschung auf hohem internationalem Niveau dient. Für die Art Forschung, die wir hier fokussieren, kann dies nicht ein Institut in der Art des Vorschlags ForS sein, da dieses u.a. den Charakter eines Auffanggefässes für Infrastrukturen und Langzeitprojekte für die national orientierte, anwendungsnahe Forschung aus dem SPP «Zukunft Schweiz» hat – bei aller Anerkennung der Absicht, ForS auch als Ort der Grundlagenforschung auszugestalten, ausgehend von der richtigen Einsicht, dass eine Unterscheidung in «Grundlagenforschung» und «angewandte Forschung» systematisch sinnlos ist und sich beide Tendenzen gegenseitig befruchten müssen.

80 Es sind dies derzeit die folgenden *Institutes for Advanced Study*: Wissenschaftskolleg zu Berlin; Collegium Budapest; New Europe College, Bucarest; Centre for Advanced Study, Sofia. <http://www.sbf.admin.ch/html/international/int/institutes/institutes-d.html>.

Konkretisierungen

- / Der Bund achtet im Leistungsauftrag für den Schweizerischen Nationalfonds darauf, dass die Förderung der Grundlagenforschung im Vergleich zu den übrigen Mitteln der Forschungsförderung ein starkes Gewicht erhält und dass insbesondere der Abteilung I ein der Problematik der Geistes- und Sozialwissenschaften angemessenes Wachstum ermöglicht wird.
- / Die Hochschulen gewähren noch vermehrt Forschungs-Sabbaticals für Lehrende (auch als Ausgleich für eine Überlastung in der Lehre), wobei sie darauf achten, dass zwischen den einzelnen Hochschulen keine zu grosse Ungleichheit der Konditionen entsteht. Solche Sabbaticals sollen ferner Aufenthalte an ausländischen Universitäten und Forschungsinstituten ermöglichen.
- / Die Universitäten (und ihre Träger) messen bei Berufungen der Internationalität grosses Gewicht zu und entwickeln intern Programme, welche die internationalen Aktivitäten des Lehrkörpers (Mitwirkung in führenden Positionen in internationalen Boards und Fachgesellschaften, Führungspositionen in der Leitung von namhaften Zeitschriften und bedeutenden internationalen Kongressen etc.) verstärken sowie diese für den wissenschaftlichen Nachwuchs noch vermehrt fruchtbar werden lassen.
- / Die Akademien arbeiten ein Modell für die flexible und leichte Förderung von Netzwerken und deren Kommunikationsbedarf aus. Diese Förderung sollte den Akademien in den Leistungsauftrag eingeschrieben und vom Bund bei der Zuweisung der Mittel entsprechend berücksichtigt werden.
- / Die interessierten Forschenden entwickeln ein Konzept für ein geistes- und sozialwissenschaftliches Forschungszentrum, das der Forschung in Projekten mit internationalem Rang und der Kooperation zwischen den Disziplinen dient.
- / Die Universitäten führen ein öffentlich-transparentes *Forschungs-Rating* ein, das für die Zwecke des Monitoring erlaubt, im internationalen, aber auch im regionalen Vergleich den Erfolg schweizerischer Forschungen in Geistes- und Sozialwissenschaften zu bewerten und damit einen Beitrag zu einem fairen Wettbewerb leistet.



Förderung des Doktorats

Problemlage

Angesichts des weltweit wachsenden Forschungs-Outputs, gemessen an der Zahl der erscheinenden Artikel, und verglichen mit der wachsenden Zahl von Studierenden respektive AbsolventInnen, müsste man erwarten, dass auch die Zahl der Doktorate zunimmt. Eine zunehmende Zahl von Doktoraten wäre ein Zeichen dafür, dass die Forschung und damit die Reproduktion, Erweiterung und Erneuerung des Wissens in den einzelnen Fächern gesichert ist.

**Abb. 2 – Geistes- und Sozialwissenschaften
Erstabschlüsse* und Doktorate 1980-2004**

*Lizentiate/Diplome und Master



Erstabschlüsse (Lizentiate / Diplome; Master)	1980	1984	1988	1992	1996	2000	2004	Veränd. 1980–2004
Geistes- und Sozialwissenschaften (ohne Theologie)	1125	1537	1528	1851	2058	3026	3251	+189.0
1.2 Sprach- und Literaturwissenschaften	419	564	528	548	525	795	651	+55.4
1.3 Historische und Kulturwissenschaften	212	281	356	406	451	794	606	+185.8
1.4 Sozialwissenschaften	477	677	626	863	1024	1435	1991	+317.4
1.5 Geist./Soz.wiss. fächerübergr./übrige	17	15	18	34	58	2	3	-82.4

Doktorate	1980	1984	1988	1992	1996	2000	2004	Veränd. 1980–2004
Geistes- und Sozialwissenschaften (ohne Theologie)	178	176	212	196	270	221	359	+101.7
1.2 Sprach- und Literaturwissenschaften	51	55	75	50	70	49	76	+128.3
1.3 Historische und Kulturwissenschaften	46	45	57	72	115	81	105	+128.3
1.4 Sozialwissenschaften	80	76	80	74	85	91	178	+122.5
1.5 Geist./Soz.wiss. fächerübergr./übrige	1	0	0	0	0	0	0	N/A

/88

Je nach Fach innerhalb der Geistes- und Sozialwissenschaften sieht die Lage sehr verschieden aus. Im Gesamtüberblick aber lässt sich feststellen, dass die Zahl der Doktorate mit den Wachstumsraten der Erstabschlüsse nicht Schritt hält.⁸¹

81 Es werden hier bewusst Abschlüsse und nicht Studierenden- respektive Doktorierendenzahlen verglichen: Der Indikator «Doktorierende» lässt sich erst seit Ende der 1990er Jahre sinnvoll verwenden, da in den davorliegenden Jahren unterschiedliche Immatrikulationsbestimmungen und –praktiken die Angaben zur Anzahl Doktorierenden verzerren dürften. Auch ist die Qualität der Angaben je nach Fachbereich unterschiedlich. Ferner werden Lizentiats-/Diplom- und Masterabschlüsse als äquivalent verstanden (sie erlauben die Aufnahme einer Dissertation); Bachelorabschlüsse werden hingegen nicht erfasst.

a) Wandel der Wertschätzung des Doktorats in Wirtschaft und Gesellschaft

Es ist wahrscheinlich, dass das Doktorat als «Institution» einem Wandel unterliegt. Dabei handelt es sich zunächst um einen Wertewandel. Die Zeiten, da «Herr Doktor» oder «Frau Doktor» ein besonderes Sozialprestige genossen, sind vorbei. Auch Arbeitgeber, z.B. die Bundesverwaltung, honorieren den Titel als solchen nicht (mehr). Eine Ausnahme bildet die chemisch-pharmazeutische Industrie, die vor allem promovierte Natur- resp. BiowissenschaftlerInnen rekrutiert. Der Titel ist keine Garantie für den Einstieg in einer höheren Klasse oder Stufe als die Lizentiaten/Diplomierten und auch keine Voraussetzung für den Aufstieg in der Hierarchie.

Die Einführung von Diplomen und Lizentiaten als akademische Abschlüsse in den Geistes- und Sozialwissenschaften zwischen 1965 und 1975 hat Wirkung gezeigt, zusammen mit einer (relativen) Demokratisierung der Herkunft der Studierenden. War es vor etwas mehr als einer Generation selbstverständlich, dass es in der Familie eines Studierenden eine Person mit Dokortitel gab, und war das Studium erst mit diesem Titel «richtig» abgeschlossen, so ist inzwischen das Diplom oder das Lizentiat der «eigentliche» Abschluss. Künftig könnten dies der MA oder gar der BA sein.

/89

b) Materielle Rahmenbedingungen und Einbindungsformen

Die materiellen Konditionen sind einerseits für die Motivation mitentscheidend, andererseits bilden sie die Voraussetzung für eine erfolgreiche und überschaubar kurze Dissertationszeit. Traditionelle Wege zur Promotion und damit verbundene Finanzierungen sind Assistenten-Stellen an einem Lehrstuhl oder eine Mitarbeiterstelle in einem Forschungsprojekt, das durch den SNF oder durch Drittmittel finanziert wird. Die Anzahl Doktorierender, die weder in einem Assistenzverhältnis stehen, noch über den SNF oder andere Drittmittel finanziert werden, ist allerdings nicht vernachlässigbar.⁸²

Die Problematik der Assistenz als Doktoratsförderung wird seit längerem erörtert und hat zum Postulat geführt, dass die AssistentInnen sich prioritär ihrer Dissertation widmen können.⁸³

Einzelne Universitäten haben Reglemente erstellt, die den Prozentsatz der Zeit, die Doktorierende als Assistierende für ihre Dissertation verwenden dürfen, festlegen. Die Unterschiede von Universität zu Universität sind vermutlich noch beträchtlich (neuere Untersuchungen fehlen dazu; für die 1990er Jahre gibt eine Untersuchung über die Situation des Mittelbaus Aufschluss⁸⁴).

82 Von den insgesamt knapp 17'000 an Hochschulen eingeschriebenen Doktorierenden, die das BFS ausweist, dürften etwas über 3'000 über den SNF finanziert sein (Dokorate in Projekten, in NFS und NFP sowie ein kleiner Anteil Stipendien an angehende Forschende). Bundesamt für Statistik, *Studierende UH*, http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/bildung_und_wissenschaft/indicateurs/he/ind1.indicator.10301.html; Schweizerischer Nationalfonds, http://www.snf.ch/downloads/por_fac_sta_jb04_d.pdf. Über die Anzahl Assistierender mit Doktoratsprojekt lässt sich keine gesicherte Aussage machen, da Assistierende in Personalstatistiken, Doktorierende in Studierendenstatistiken geführt werden. Hinweise lassen sich aber aus den Statistiken einzelner Universitäten ableiten; z.B. Universität Zürich, <http://www.imc.unizh.ch/>.

83 Z.B. Lévy, René, et al., *La situation du corps intermédiaire dans les hautes écoles suisses*, étude mandatée par la Conférence Universitaire Suisse, le Fonds National de la Recherche Scientifique et le Conseil Suisse de la Science, Berne, 1997 (FS 14/1997); Schweizerischer Wissenschaftsrat, *Evaluation de la recherche en sciences humaines en Suisse. La recherche suisse en sciences humaines: Qualités, contraintes et perspectives d'avenir. Rapport rédigé par la commission internationale d'experts*, Berne, 1997 (FOP 41/1997).

84 Lévy et al., FS 14/1997, op. cit.

Nun sind Assistierende häufig nur zu 50–60% angestellt respektive bezahlt, was bedeutet, dass die Dissertation dann doch hauptsächlich unbezahlt erarbeitet oder durch weitere «Jobs» finanziert werden muss. Assistenzen sind ferner in der Regel auf maximal fünf Jahre befristet. Obschon wir keine verlässlichen Daten über die Dauer des Doktorats haben, kann man davon ausgehen, dass insbesondere in den Geisteswissenschaften die Chancen gross sind, dass nach fünf Jahren noch kein Abschluss der Dissertation erzielt ist.

Dies kann äussere Gründe haben (Mangel an geeigneter Anleitung, Zwang zur Bestreitung des Lebensunterhalts), es werden dafür aber immer wieder auch innere Gründe geltend gemacht, die für die Forschungskultur der Geisteswissenschaften spezifisch seien: Betonung der individuellen Leistung; Spannweite dieser Leistung von der Aufarbeitung und Kritik der bestehenden Forschung über die Konzeptualisierung des Gegenstandes und die Absicherung einer eigenen Methode über das Durcharbeiten umfangreicher Materialien bis zur Niederschrift einer grossen, hohen stilistischen Ansprüchen genügenden Monographie.

/90 Die Position als Doktorierende(r) in einem SNF-Projekt gestattet einerseits einen weitgehend vollen Einsatz im Forschungsvorhaben – unter der Voraussetzung, dass das Dissertationsthema koinzidiert mit den Forschungen, die in diesem Projekt zu leisten sind. Andererseits ist die Bezahlung für schweizerische Verhältnisse eher gering (derzeit CHF 33'600 bis 39'600 pro Jahr⁸⁵) und setzt somit eine starke Motivation voraus. Ferner gewährt der SNF Projektmittel in der Regel auf nur drei, manchmal vier Jahre, so dass es grosse Selbstdisziplin, eine Beschränkung auf das Wesentliche, eine bereits zu Beginn feststehende und im Kontakt mit dem Material robuste Methodologie, eine zielgerichtete Anleitung durch die Projektverantwortlichen und auch eine Portion Glück braucht, die erforderlichen Materialien (Dokumente, Daten) zum richtigen Zeitpunkt und in einer zu bewältigenden Menge aufzufinden, um innerhalb der Projektlaufzeit zu Ende zu kommen.

Die Position sowohl von Mitarbeitenden in einem SNF-Projekt als auch von Assistentierenden wird oft als prekär empfunden. Sowohl der Entscheid über die Anstellung als auch ein allfälliger Entscheid darüber, wer danach für die weitere wissenschaftliche Laufbahn ausgewählt wird, gilt als intransparent. Diese Wahrnehmung kann dazu beitragen, das Doktorat nicht in Erwägung zu ziehen.⁸⁶

Die Einbindung in eine Doktoratsschule (die Koordination wird dabei durch die Universitäten und u.U. durch einen Beitrag des Nationalfonds finanziert) ist bereits heute für bestimmte Fächer insbesondere in der Westschweiz verbreitet.⁸⁷ Die Doktoratsschulen haben sich eingespielt und sind in die Realität eingegangen, allen voran die unter dem Schirm der CUSO organisierten und finanzierten «Schulen». Damit waren aber bisher oft zwei Probleme verbunden:

/ Wer in einer solchen Doktoratsschule mitwirkt, muss entweder AssistentIn oder ProjektmitarbeiterIn sein, um ein finanziell abgestütztes Doktorat machen zu können. Es gibt heute noch keine «automatische» Doktoratsfinanzierung, die

85 Ansätze für Doktorierende ab 2006, http://www.snf.ch/downloads/allg_doktorierende_d.pdf.

86 Schweizerischer Wissenschafts- und Technologierat, *Förderung des akademischen Nachwuchses an Schweizer Hochschulen. Empfehlungen des Schweizerischen Wissenschafts- und Technologierates*, Bern, 2001 (SWTR Schrift 1/2001).

87 «Ecoles doctorales» der Conférence universitaire de Suisse occidentale, <http://www.cuso.ch/doctorales/bienvenue.html>.

an die Doktoratsschulen gekoppelt wäre, doch wird das Programm Pro*Docs des SNF ab 2006 diese Lücke für ausgewählte Doktorierende füllen.⁸⁸

- / Die «Schulen» glichen früher oft eher einer Serie von Doktorandenkolloquien als einem Studiengang oder einem Kurs, auch wenn sie bereits in dieser Form wertvolle Wirkungen für den intellektuellen Austausch zwischen den Doktorierenden entfalteten.

Da die wissenschaftlichen Ansprüche an eine Dissertation eher steigen, eine individuelle Leistung erforderlich ist, die von der Konzipierung des Gegenstandes bis zur Durchführung umfangreicher Recherchen und der Erstellung einer originalen Synthese reicht, und man von Doktorierenden zusätzlich zur individuellen Leistung noch eine Vernetzung in ihrem Spezialgebiet erwartet, ist es wahrscheinlich, dass in nächster Zukunft die Zeit, die für eine Dissertation aufgewendet werden muss, tendenziell noch länger wird, falls dagegen nichts unternommen wird. Demzufolge werden Arbeiten, die neben einer beruflichen Situation und familiären Pflichten geschrieben werden, noch klarer «zweite Wahl» sein, die zwar zur Bildung des Autors oder der Autorin beitragen, allenfalls zur Klärung einer Spezialfrage wichtig werden, die aber keinen internationalen «Impact» erzielen können und damit auch die wissenschaftliche Karriere des Autors oder der Autorin nicht weiterbringen.

/91

c) Alter beim Abschluss

Was das in den Statistiken dokumentierte, hohe durchschnittliche Abschlussalter der Doktorierten bedeutet – es liegt für die Geistes- und Sozialwissenschaften bei 37 Jahren (2003)⁸⁹ – kann mangels zuverlässiger Umfelddaten nicht gesagt werden. Auch wenn eine siebenjährige Dissertation normal sein sollte, müsste man sich fragen, was die Doktorierenden zwischen ihrem Erstabschluss, welcher für die Geistes- und Sozialwissenschaften bei über 28 Jahren liegt⁹⁰, und dem Einstieg ins Doktorat, der unter diesen Voraussetzungen bei etwa 30 Jahren zu liegen käme, tun. Über das Alter beim Beginn einer Dissertation liegen jedoch keine systematischen Erkenntnisse vor (es gibt einzelne, unveröffentlichte universitätsinterne Enquêtes), geschweige denn über die effektive Dauer der Arbeit an der Dissertation.

Es dürfte Konsens darüber herrschen, dass ein Doktorat mit 37 Jahren insbesondere in einem System, das jedenfalls für die Deutschsprachigen (noch)⁹¹ die Habilitation kennt, einen sehr späten Start in eine wissenschaftliche Karriere mit internationalem Anspruch bedeutet. Auch für den akademischen Stellenmarkt in der

88 Von den 12 bis 20 «candocs» je «Pro*Doc» können maximal 10 von einer Entlohnung durch den SNF profitieren. Durch die Entlohnung wird insbesondere die Reduktion der Dissertationsdauer angestrebt. http://www.snf.ch/de/fop/awa/awa_doc.asp. Doktorierende, deren Dissertation nicht in den Rahmen der Themen- resp. Fachbereiche der angebotenen Graduiertenkollegs passt, haben keinen Zugang zu dieser Finanzierung des Nationalfonds. 89 Bundesamt für Statistik, Alter beim Erwerb des Doktorats, http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/bildung_und_wissenschaft/indicateurs/he/ind1.indicator.10408.html. 90 Für das Beispieljahr 2003 lag das durchschnittliche Abschlussalter für AbsolventInnen eines geistes- oder sozialwissenschaftlichen Studiums bei 28.7 Jahren (in den übrigen Fachbereichsgruppen lag diese Zahl zwischen 26 und 27.5). In den letzten Jahren betrug das durchschnittliche Abschlussalter für die Geistes- und Sozialwissenschaften jeweils rund 29 Jahre. Bundesamts für Statistik, *Alter beim Erwerb des Diploms/Lizentiats UH*, http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/bildung_und_wissenschaft/indicateurs/he/ind1.indicator.10407.html. 91 Der SWTR hat sich in seiner Schrift 1/2001 dafür ausgesprochen, die Habilitation abzuschaffen unter der Voraussetzung, dass ein echtes «Tenure Track»-System «alle nützlichen Aspekte der Habilitation übernimmt und diese damit überflüssig macht». Schweizerischer Wissenschafts- und Technologierat, *Förderung des akademischen Nachwuchses an Schweizer Hochschulen. Empfehlungen des Schweizerischen Wissenschafts- und Technologierates*, 2001 (SWTR-Schrift 1/2001), 39.

Schweiz ist dies ein problematisches Alter, da die Chancen, eine Anstellung mit kompletter Altersvorsorge nach schweizerischen Grundsätzen zu erhalten, nach dem 45. Altersjahr sehr gering werden (das durchschnittliche Habilitationsalter liegt im Jahr 2004 in Deutschland für Sprach- und Kulturwissenschaften bei 42 Jahren; dasselbe Alter findet sich für die deutschsprachige Schweiz)⁹². Zudem steigen Konkurrenten, namentlich aus anderen Ländern, wesentlich jünger in den akademischen Markt ein.

Angesichts der Datenlage sind hier aber nur Mutmassungen möglich, und diese sind ein schlechtes Fundament für Wissenschaftspolitik.

Mögliche Massnahmen

a) Rechtzeitiges Erkennen der Eignung und Förderung der Motivation durch Forschung in der Lehre

/92 Die Arbeit an einem Dissertationsprojekt setzt einen Forscherimpuls, eine grosse intellektuelle Neugier voraus. Relativ leicht lässt sich dies bei Studierenden feststellen, die sich nicht damit begnügen, bestehendes Wissen zu erwerben und zu reproduzieren. Die Früherkennung solcher Forscherqualitäten ist eine wichtige Aufgabe der Lehrenden an der Hochschule.

Über die Motivation fehlen die Informationen weitgehend. Es ist jedoch zu vermuten, dass die Motivation dadurch gefördert werden könnte, dass die Lehrenden im Unterricht immer wieder auf die Forschung hinweisen, die Studierenden gemäss dem Humboldtschen Ideal an der Forschung beteiligen und aufzeigen, was Doktorierende zum Wissen im Fach beitragen, damit wenigstens die Möglichkeit des Doktorierens als solche bewusst gemacht wird. Gleichzeitig erscheint es wichtig, dass die Studierenden die Lehre nicht nur als Reproduktion von etabliertem Wissen erfahren, sondern als Resultat der Forschung, und dass zumindest auf der Masterebene die Arbeit der Studierenden auch als Teilnahme an der Forschung erfahren wird.

Hilfreich für die Motivation ist jedenfalls auch, Doktorierende in den Unterricht von BA- und MA-Studiengängen einzubeziehen, damit verdeutlicht wird, dass die universitäre Ausbildung auch das Doktorat umfasst und dieses eine reale Möglichkeit für alle begabten Studierenden sein sollte, nicht eine exotische Situation für Ausnahmemenschen und für solche, die gezielt eine akademische Laufbahn für sich anstreben.

b) Hinführung auf den PhD vor dem MA

Im Rahmen des Bologna-Programms könnte es auch zu einer Harmonisierung auf der Promotions-Stufe kommen. Die Forschungsausbildung wird einen Bestandteil dieser dritten Stufe darstellen. Insofern ist es wichtig, dass man sich jetzt schon Gedanken über dieses Ausbildungselement macht, auch wenn die einzelnen Hoch-

92 Statistisches Bundesamt, *Personal an Hochschulen 2004*, Fachserie 11 Reihe 4.4, Wiesbaden, 2005, http://www.destatis.de/themen/d/thm_bildung.php. Für die Schweiz liegen Altersangaben für das Jahr 2004 vor, wobei der Durchschnitt für die Geistes- und Sozialwissenschaften auf nur 25 Habilitationen beruht. Bundesamt für Statistik, *Kennzahlen 2004*, http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/bildung_und_wissenschaft/bildungsstufen/kennzahlen0/hochschule_r/personal.html.

schulen zu ihrer Profilbildung eigene, unterschiedliche Lösungen anbieten sollten. Einige schweizerische Universitäten haben Konzepte dafür andiskutiert. Die CRUS hat im Rahmen einer trinationalen Vereinbarung mit der österreichischen ÖRK und der deutschen HRK beschlossen, dass jede Universität innerhalb des Bologna-Rahmens die Doktoratsstudiengänge frei ausgestalten kann, damit ein Wettbewerb entstehen kann, bei gleichzeitiger Garantie der Anerkennung des Abschlusses.⁹³ Ob damit allerdings die Möglichkeit gegeben ist, die Universität während des Doktorates zu wechseln, ist unklar.

Wie wir gesehen haben, ist eine frühzeitige Erfassung und Motivierung geeigneter KandidatInnen für das Doktorat wichtig. In dieser Hinsicht wird man das Doktorat schon vor dem MA-Abschluss thematisieren wollen.

In nordamerikanischen *Graduate Schools*, an welchen sich z.T. auch Grossbritannien orientiert, beginnt das «PhD-Programm» nach dem BA – Kontinentaleuropa hat sich im Bologna-Prozess im Grundsatz dafür entschieden, dass zuerst ein MA erworben werden müsse. Die CRUS schlägt aber vor, wenigstens für «Elitenprogramme» eine Möglichkeit vorzusehen, wie MA-Studiengänge mit einer direkten Ausrichtung auf den PhD-Studiengang eingerichtet werden könnten:

«Eliteprogramme mit *kombiniertem Angebot von Masterausbildung und PhD-Programm*: in Graduate Schools mit hohem internationalem Standard und internationaler Professoren- und Studentenschaft.»⁹⁴

Demnach müsste es forschungsorientierte MA-Studiengänge geben, die auf die PhD-Studiengänge hinführen. Daraus ergibt sich das Postulat, dass «die Graduiertenschule [...] mit den Masterstudiengängen mittelfristig eine konzeptionelle Einheit [bildet], so dass im forschungsorientierten Master schon ein Propädeutikum der Graduiertenschule gesehen werden kann».⁹⁵

Man wird die sich herausbildende Praxis genau im Auge behalten müssen, um sicherzustellen, dass die möglichen negativen Effekte einer Verschulung gegenüber den Vorteilen der strukturierten Studiengänge nicht die Oberhand gewinnen.

c) Optimierung der materiellen Rahmenbedingungen

Auch wenn sie über eine starke wissenschaftliche Motivation verfügen, erwarten die KandidatInnen zu Recht, dass während dieser Zeit für sie eine Finanzierung sichergestellt werde. Soweit dies durch ein Anstellungsverhältnis geschieht, sollten die Konditionen jeweils geklärt sein.

93 *Zur Zukunft der Promotion in Europa. Gemeinsame Erklärung der CRUS, der ÖRK und der HRK*, Bonn, 27. März 2004, <http://www.hrk.de/hrknews/download/dateien/DACH.pdf>. Die Arbeiten orientieren sich ferner an Communiqués von Berlin (2003) und Bergen (2005) der europäischen Bildungsminister sowie an den Ergebnissen des Bologna Seminars «*Doctoral Programmes for the European Knowledge Society*» in Salzburg vom 3.–5. Februar 2005, http://www.bologna-bergen2005.no/EN/Bol_sem/Seminars/050203-05Salzburg/050203-05_Conclusions.pdf

94 Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten, *Universitätslandschaft Schweiz: Strategie 2005–2015*, 17. September 2004, <http://www.crus.ch/docs/planung/UniLand.pdf> (Hervorhebung SWTR). Auch die deutsche Kultusministerkonferenz hat in ihren ländergemeinsamen Strukturvorgaben (10. Oktober 2003) die Möglichkeit einer direkt an den Bachelor anschliessenden Promotion explizit vorgesehen: «Inhaber eines Bachelorgrades können auch ohne Erwerb eines weiteren Grades im Wege eines Eignungsfeststellungsverfahrens unmittelbar zur Promotion zugelassen werden». Kultusministerkonferenz, *Ländergemeinsame Strukturvorgaben gemäss §9 Abs. 2 HRG für die Akkreditierung von Bachelor- und Masterstudiengängen*. Beschluss der Kultusministerkonferenz vom 10.10.2003 i. d. F. vom 22. 9. 2005, Ziff. 2.3, <http://www.kmk.org/hschule/strukturvorgaben.pdf>.

95 Schiewer, Hans-Jochen, «Graduiertenschule in der Diskussion. Das Freiburger Modell», *Mitteilungen des Deutschen Germanistenverbandes, Germanistische Mediävistik und Bologna Prozess* 52, 2005, H. 1, 132–149.

Die EU hat eine «Charter» verabschiedet, die grundlegende Normen für Forschende in Anstellungsverhältnissen enthält. Der SNF hat bereits auf deren Existenz hingewiesen; an einer Implementierung in der Schweiz arbeiten die Hochschulen unter Koordination durch die CRUS.⁹⁶

Was die Assistierenden (finanziert aus Universitätsmitteln) und die Projektmitarbeitenden (finanziert aus SNF- oder Drittmitteln) betrifft, so haben einzelne Universitäten bereits Anstrengungen unternommen, die Vertragskonditionen zu klären, zu vereinheitlichen und transparenter zu gestalten (z.B. Basler Vertragsmuster⁹⁷).

Eine Assistenten-Aufgabe muss sich nicht notwendig nachteilig auf ein Doktoratsprojekt auswirken. Denn die Assistenz gibt den jungen Forschenden eine soziale Legitimation und erlaubt ihnen, erste Erfahrungen mit der Lehre im Universitätsbetrieb zu sammeln. Lehre und Arbeit am Dissertationsprojekt können sich gegenseitig befruchten. Die doktorierenden AssistentInnen sollten jedoch ausser einer Lehrveranstaltung keine weiteren Aufgaben wahrnehmen müssen und sich daneben ausschliesslich ihrer Dissertation widmen können.

/94

Doktorierende, die weder in einer Assistenz noch in einem SNF- oder Drittmittelprojekt finanziert werden, brauchen ebenfalls eine materielle Existenzbasis, um den Ansprüchen der Aufgabe zu genügen, eine international relevante Arbeit zu schreiben.

d) Einbindung in Graduiertenkollegs

Die Zukunft gehört den wirklichen Doktoratsstudiengängen, wie man sie unter dem Namen Graduiertenkollegs kennt. Diese sind gekennzeichnet durch Kooperation unter den Absolvierenden (sozialer und akademischer Zusammenhang); die Teilnehmenden unterliegen während der dreijährigen Laufzeit nicht dem Zwang, ihre Lebenshaltungskosten durch «Jobs» zu finanzieren, und die Schulen sind international, d.h. sie werden durch echte Kompetenzzentren ohne Rücksicht auf Landesgrenzen angeboten und von entsprechend interessierten Doktorierenden international besucht. Solche Situationen sind noch die Ausnahme.⁹⁸

Deutsche Daten scheinen darauf hinzuweisen, dass das Problem die lange Dauer der Dissertationszeit ist und dass diese verkürzt werden kann, wenn der Kandidat oder die Kandidatin in ein Graduiertenkolleg integriert ist. Unter der Voraussetzung, dass ein Einstieg sehr rasch nach dem (bereits auf die Forschung hinführenden) MA erfolgt, und dass das Alter bei diesem Abschluss niedrig ist, lässt sich theoretisch ein Promotionsalter bei 30 Jahren oder noch tiefer erreichen.⁹⁹

96 *The European Charter for Researchers*, [http://europa.eu.int/eracareers/pdf/C\(2005\)576%20EN.pdf](http://europa.eu.int/eracareers/pdf/C(2005)576%20EN.pdf). Hinweis des SNF: *SNFInfo* Nr. 7. Juni 2005, 8, http://www.snf.ch/downloads/com_inf_0705_d.pdf.

97 Pflichtenheft-Vorlage für Assistierende der Universität Basel: http://www.unibas.ch/doc/doc_download.cfm?uuid=C2AF42BAC09F28B634440A0F03679050&&IRACER_AUTOLINK&&; Leitfaden für die Erstellung des Pflichtenhefts: http://www.unibas.ch/doc/doc_download.cfm?uuid=C2B0B739C09F28B634113C747BD89E30&&IRACER_AUTOLINK&&. Minimalregelungen, welche festhalten, wie viel Zeit für die eigene wissenschaftliche Arbeit aufgewendet werden muss, bestehen an verschiedenen Schweizer Universitäten.

98 Deutsche Forschungsgesellschaft, *Entwicklung und Stand des Programms 'Graduiertenkollegs', Erhebung 2004*, Bonn, September 2004, http://www.dfg.de/forschungsfoerderung/koordinierte_programme/graduiertenkollegs/download/erhebung2004.pdf; Deutsche Forschungsgesellschaft, *Symposium zur strukturierten Promotionsförderung in Deutschland, eine Veranstaltung der DFG im Rahmen ihrer Jahresversammlung unter Mitwirkung der Hochschulrektorenkonferenz am 1. Juli 2003 in Würzburg*. [Deutscher] Wissenschaftsrat, *Empfehlungen zur Doktorandenausbildung*, Saarbrücken, 15. November 2002. Zusammenfassung der Argumente in: Schiewer, Hans-Jochen, «Graduiertenschule in der Diskussion. Das Freiburger Modell», *Mitteilungen des Deutschen Germanistenverbandes, Germanistische Mediävistik und Bologna-Prozess' 52*, 2005, H. 1, 132–149.

99 Dies zeigen die regelmässigen Erhebungen für die Graduiertenkollegs der deutschen Forschungsgemeinschaft DFG. Die Begrenzung der Promotionszeit (Zielvorgabe: 3 Jahre) sowie die Senkung des Promotionsalters gelten

Man wird danach beobachten müssen, was solche Fördermassnahmen bewirken, ob sie die Forschung insgesamt fördern und wie sie in die neueren Konzepte für das Doktorat eingeschrieben sind. In anderen Kontexten hat man leider festgestellt, dass zwar Graduiertenkollegs intendierte Bestandteile von Projekten und Schwerpunkten waren, dass diese oder die damit verbundenen Stipendien aber im Fall von Kürzungen wegfielen oder reduziert wurden. Einzelne Hochschulen (so die Universität Zürich) sind dank einem eigenen Forschungskredit in der Lage, ihren Doktorierenden den Besuch eines Graduiertenkollegs mit einem Stipendium zu erleichtern.

Mit dem Programm Pro*Docs hat der SNF das in der *Botschaft BFT 2004–2007* angekündigte dreijährige Doktoratsstipendium an Graduiertenprogramme gebunden. Die Graduiertenprogramme Pro*Docs organisieren sich jeweils um einen Forschungsschwerpunkt. Das impliziert zwar alle Vorteile des kooperativen Forschungstypus. Die Projekte der Doktorierenden sind in einen grösseren Forschungszusammenhang eingebunden, was auch die Möglichkeiten des intellektuellen Austausches und der gegenseitigen Anregung fördert.

Daneben gibt es aber auch oft originelle Dissertationsprojekte, die sich nicht in bestehende Forschungszusammenhänge einfügen. Es muss auch für diesen Typus von Projekten etwas getan werden. Auch bei diesen Doktorierenden sollten die Nachteile des traditionellen Doktorats (Einsamkeit, exklusive Abhängigkeit von einem einzigen Betreuer) überwunden werden durch eine strukturierte Doktorandenausbildung in Promotionskollegs, die ebenfalls von mehreren Dozenten getragen, aber thematisch offen sind.

/95

e) Formen der Betreuung der Dissertation und Gestaltung des Dokorexamens

Zur Steigerung der Attraktivität und der Internationalisierung dient u.a. die Co-tutelle (Betreuung einer Dissertation durch Dozierende von zwei verschiedenen Universitäten, eine davon im Ausland). Das Ergebnis ist ein bi-nationales Doktordiplom. Die CRUS hat bereits die Voraussetzungen geschaffen, damit etwa 20 Doktorierende sich in ein Co-tutelle-Verhältnis zu französischen und italienischen Universitäten bringen können.¹⁰⁰ Dabei ist für jeden Fall ein Gesuch zu stellen, das eine Vereinbarung zwischen den betreffenden Universitäten voraussetzt.¹⁰¹ Die bi-nationale Betreuung der Dissertation fördert die Wissenschaftskooperation und schafft durch den Kontakt mit zwei Wissenschaftskulturen auch eine neue Qualität von Promotionen.

Zu nennen ist in diesem Zusammenhang auch der früher gefallene Vorschlag, die Betreuung von Doktorierenden generell während laufender Dissertation durch mehr als eine Person sicherzustellen (dass die Beurteilung der schliesslich einge-

als wichtige Ziele des Programms. Das durchschnittliche Alter der Stipendiaten lag für das Jahr 2004 bei 30.4 Jahren (Alter bei Abgabe der Dissertation); die Hälfte der promovierten Stipendiaten war 29.8 Jahre und jünger (2003: Durchschnitt 30.9 Jahre; die Hälfte war damals 30.7 Jahre und jünger). Im geistes- und sozialwissenschaftlichen Bereich betrug das Abschlussalter für 2004 31.5 Jahre. Das mittlere Alter der anderweitig finanzierten Doktoranden lag mit 31.1 (2003: 31.3 Jahre) etwas höher. Die durchschnittliche Promotionszeit betrug im Jahr 2004 für Stipendiaten im Durchschnitt 4.5 Jahre (die Hälfte benötigte bis zu 4 Jahre), für anderweitig finanzierte Promovierte 4.7 Jahre (die Hälfte benötigte bis zu 4.4 Jahre). Stipendienplätze werden nur an BewerberInnen im Alter von 28 Jahren und jünger vergeben. Deutsche Forschungsgemeinschaft, *Entwicklung und Stand des Programms 'Graduiertenkollegs', Erhebung 2004*, Bonn, September 2004, http://www.dfg.de/forschungsfoerderung/koordinierte_programme/graduiertenkollegs/download/erhebung2004.pdf. Die Verkürzung der Promotionsdauer wurde u.a. durch den deutschen Wissenschaftsrat gefordert; Wissenschaftsrat, *Empfehlungen zur Doktorandenausbildung*, Saarbrücken, 15. November 2002, <http://www.wissenschaftsrat.de/texte/5459-02.pdf>.

100 <http://www.crus.ch/deutsch/Aus/>.

101 Als Beispiel s. das französisch-schweizerische Rahmenabkommen vom 1.12.2000, Art. 7, <http://www.bbt.admin.ch/fachhoch/dossiers/anerkenn/d/frchabk.pdf>.

reichten Dissertation mindestens zwei Gutachter erfordert, ist selbstverständlich) und entsprechend an den Prüfungen eine Jury aus mehreren ExaminatorInnen vorzusehen – dies könnte die Forschungsqualität über den Ansatzpunkt «Dissertationen» unter Umständen weiter anheben.

Geeignete Formen des Examens könnten die «Soutenance» vor einer «Jury» oder die «Disputatio» sein; diese würden der Art der Leistung eher gerecht als ein Examen nach dem Muster üblicher Diplomprüfungen und würden einen wissenschaftlichen Dialog, welcher der Bedeutung des Moments entspräche, mit sich bringen.¹⁰²

f) Perspektiven für eine wissenschaftliche und ausseruniversitäre Laufbahn

/96

Es wäre einseitig, das Doktorat nur unter dem Gesichtspunkt der Rekrutierung des Professoren Nachwuchses oder demjenigen des Beitrags zur Forschung zu betrachten. Das Doktorat soll nicht ausschliesslich eine erste Stufe einer akademischen Laufbahn sein, sondern auch eine zentrale berufsqualifizierende Komponente beinhalten, die einen kompetitiven Vorteil und einen gesellschaftlichen Nutzen auch ausserhalb der Universitäten bringt. Die Wissensgesellschaft braucht Promovierte, verstanden als AkademikerInnen mit einer eigenen Forschungsausbildung und -erfahrung, die so ihre Fähigkeit bewiesen haben, eine Problemlage zu identifizieren und selbstständig komplexe Lösungsstrategien zu entwickeln.¹⁰³

Im Zeichen des Bologna-PhD müsste demnach eine deutliche Vorstellung von dessen Bedeutung für die Wissensgesellschaft entwickelt werden: Für welche Art von Arbeit qualifiziert der PhD im Unterschied zum MA oder zum BA? Diese Frage wird sicher eines Tages vom Arbeitsmarkt entschieden werden, doch könnten sich die Hochschulen vornehmen, die Einordnung des PhD und die Festlegung seines «Wertes» in der Wirtschaft aktiv zu begleiten, um das Doktorat auch in dieser Hinsicht zu einem attraktiven Abschluss werden zu lassen.¹⁰⁴ Generell lässt sich feststellen, dass sich das Tätigkeits-Spektrum für AbsolventInnen der Geistes- und Sozialwissenschaften erheblich erweitert hat¹⁰⁵. In dieser Diskussion wird man sich an der OECD-Studie über die *Careers of Doctorate Holders*¹⁰⁶ orientieren, zu welcher das BfS eine Machbarkeitsstudie im Hinblick auf einen schweizerischen Beitrag durchführt.

Diskutiert werden sollten auch die Bestrebungen, in diese Doktoratsstudiengänge unmittelbar berufsorientierende Module einzubauen – hinsichtlich des Zeitaufwands, aber auch der potentiellen Wirkung auf die Chancen am Arbeitsmarkt. Die Absolventenschicksale dürften ähnlich wie bei den Lizentiats- und Diplomabschlüssen sein – die dortigen Empfehlungen gelten analog¹⁰⁷: Der PhD-Studiengang soll nicht ausschliesslich auf eine Forschungskarriere ausgerichtet sein, sondern – dank

102 Kupfer, Antonia; Moes, Johannes, *Promovieren in Europa. Ein internationaler Vergleich von Promotionsbedingungen*, 2. überarb. Aufl., Frankfurt/Main 2004.

103 Die alternative Auffassung, wonach sich der PhD nur für den wissenschaftlichen (akademischen) Nachwuchs im engeren Sinne anbiete, trägt den Bedürfnissen der Wissensgesellschaft nicht Rechnung, welche sowohl die Forschungsleistung als auch ausserhalb der Academia die PhD-AbsolventInnen selbst benötigt.

104 Wir verweisen auf das Kap. *Employability* sowie unsere Überlegungen zur Bedeutung des Doktorats für die Wissensgesellschaft, S. 93.

105 Wissenschaftsrat 2006, 48f.

106 Working Party of National Experts on Science and Technology Indicators, *Developing an Integrated Information System on the Career Paths and Mobility Flows of Researchers. Workshop on user needs for indicators on careers of doctorate holders*, OECD, Paris La Défense, 27 September 2004, [http://www.oilis.oecd.org/oilis/2004doc.nsf/8d00615172fd2a63c125685d005300b5/bf685d01c0e55778c1256f110055d5d8/\\$FILE/JT00169276.PDF](http://www.oilis.oecd.org/oilis/2004doc.nsf/8d00615172fd2a63c125685d005300b5/bf685d01c0e55778c1256f110055d5d8/$FILE/JT00169276.PDF).

107 Wir verweisen auf unsere «Konkretisierungen» im Kap. *Employability*, S. 55.

Elementen wie Didaktik, Projektmanagement, Personalführung, Betriebswirtschaft, berufsorientierendes Praktikum – den Übergang in einen Beruf für diejenigen erleichtern, die ihre Zukunft nicht in der akademischen Laufbahn sehen. Dieses Postulat schliesst weder eine deklarierte Eliteförderung noch die Konzentration auf die wissenschaftliche Arbeit dank einer ausreichenden Finanzierung des Lebensunterhalts aus; Ausbildung zur und durch Forschung bleibt zentral.

Für diejenigen Studierenden, die sich hingegen aufgrund ihres Interesses am Erfolg in einer akademischen Karriere für das Doktorat motivieren lassen, wird es entscheidend sein, Perspektiven zu erhalten in der Art, wie sie der SWTR im Jahre 2001 zum «Tenure Track» empfohlen hat (siehe unten, Kapitel «Geregelte Laufbahnen»)¹⁰⁸.

Sowohl für die möglichen künftigen UniversitätslehrerInnen und -forscherInnen als auch für die künftig in der Wirtschaft der Wissensgesellschaft tätigen Promovierten setzen wir allerdings voraus, dass die Doktorierenden nicht weiter, wie die Statistik suggeriert, erst mit 37 Jahren auf dem Markt erscheinen.

/97

Konkretisierungen

- / Die Universitäten identifizieren in den BA- und MA-Studiengängen gezielt begabte Studierende, die sich durch einen eigentlichen Forschungsimpuls auszeichnen, und ermuntern sie zur Promotion. Sie schaffen forschungsorientierte MA-Studiengänge, die sich an potentielle Doktorierende richten.
- / Die Universitäten gestalten die Forschungsausbildung für Doktorierende kompatibel, damit ein Wechsel der Hochschule möglich ist, und behalten bei aller Anerkennung des Problems der Integration der Doktorierten in den Arbeitsmarkt im Auge, dass ein hohes Niveau der Dissertation und eine frühe Publikationstätigkeit in wissenschaftlichen Zeitschriften forschungspolitisch entscheidend sind.
- / Der Schweizerische Nationalfonds gestaltet das im Rahmen von Pro*Docs gewährte dreijährige Doktoratsstipendium grosszügig aus und lässt eine Verlängerung auf eine Gesamtdauer von wenigstens vier Jahren für Geistes- und Sozialwissenschaften zu.
- / Auch Doktoratsstudiengänge unterstehen einer konsequenten Qualitätskontrolle.
- / Fachgesellschaften oder andere geeignete Körperschaften fördern das Verständnis für den Wert des Doktorates in der heutigen Wissensgesellschaft.
- / Die Universitäten verbessern zusammen mit dem Bundesamt für Statistik die Informationslage über den Einstieg, die effektive Dauer und die Umstände der Doktorate wesentlich.
- / Die Universitäten und der Schweizerische Nationalfonds treiben eine schweizerische Implementierung der *European Charter for Researchers* voran.
- / Die Betreuung der KandidatInnen durch ein Team von Dozierenden verspricht bessere Ergebnisse als das traditionelle «bilaterale» Verhältnis («Doktorvater»-Prinzip). Die Reglemente wären entsprechend anzupassen.

108 Schweizerischer Wissenschafts- und Technologierat, *Förderung des akademischen Nachwuchses an Schweizer Hochschulen. Empfehlungen des Schweizerischen Wissenschafts- und Technologierates*, Bern, 2001 (SWTR Schrift 1/2001).



Einführung geregelter Laufbahnen für Forschende

/99

Problemlage

Die Nachwuchsfrage stellt neben den problematischen Lehr- und Forschungsbedingungen das grösste akademische Problem im Bereich der Geistes- und Sozialwissenschaften dar. Der Schweizerische Wissenschaftsrat und danach der Schweizerische Wissenschafts- und Technologierat haben wiederholt darauf hingewiesen, dass die Situation des Nachwuchses und damit der Forschenden verbessert werden müsse, insbesondere in den Geistes- und Sozialwissenschaften. Sie haben dabei die Unsicherheit kritisiert, der auch hochbegabte Nachwuchsleute ausgesetzt werden, und die früher oder später durch Demotivation zum Verlust von wertvollem Forschungspotential führen.

So hat Peter Stücheli in seinem Bericht *„Kulturwissenschaften“ in der Schweiz? Erkundigungen zur Situation der Geisteswissenschaften und der Theologie im Jahr 2000* darauf hingewiesen, dass die unbefriedigende Nachwuchsförderung die am häufigsten genannte Problematik der Geisteswissenschaften darstelle:

«Am häufigsten wird die mangelnde Förderung des akademischen Nachwuchses als eines der wichtigsten Probleme genannt. Fehlende Stellen im akademischen Bereich, die administrative Überlastung von Assistentinnen und Assistenten, das Fehlen eines Doktorandenstudiums, die schwierige Lage des oberen Mittelbaus, namentlich auch der Privatdozentinnen und -dozenten, der Mangel an geeignetem schweizerischen Nachwuchs für offene Professorenstellen und andere – in der Evaluation des Schweizerischen Wissenschaftsrates zur Genüge diskutierte – Probleme werden auch in dieser Umfrage angeführt, um die Diagnose zu begründen und zu spezifizieren. Dazu gehören auch uneinheitliche Kriterien bezüglich der Beurteilung der Qualität von Leistungen des Nachwuchses und die ‚Fragmentierung‘ der Förderungsmaßnahmen, das heisst eine negativ beurteilte ‚Eigenmächtigkeit‘

von Entscheidungsbefugten. In drei Antworten ist von einer mangelnden Mobilität von Studierenden und von Nachwuchsleuten die Rede – ein Problem, das ebenfalls im Zusammenhang mit den Schwierigkeiten in der Nachwuchsförderung gesehen werden kann.»¹⁰⁹

/100

Wir verweisen in diesem Zusammenhang zurück auf die Erörterung der Lage der Doktorierenden und die Schwierigkeit, AbsolventInnen überhaupt für ein Doktorat zu gewinnen. Nach dem Doktorat ist die Situation nicht grundsätzlich anders. Vielmehr wird der persönliche Entscheid der Forschenden, in die nächsten Stufen bis zur allfälligen Professur einzusteigen (andere Möglichkeiten, im Wissenschaftssystem zu verbleiben, kennt die schweizerische Hochschullandschaft offiziell nur in Ausnahmefällen¹¹⁰) dadurch im Vergleich zum Doktorat folgenreicher, dass ein Scheitern an den höheren Selektionsstufen wegen des fortgerückten Alters die Chancen weiter verschlechtert, vom Arbeitsmarkt aufgenommen zu werden. Während die Promotion in verschiedenen Berufsfeldern einen Einstieg in den Arbeitsmarkt ermöglicht (wobei sich die Promovierten einer Konkurrenz durch AbsolventInnen mit Lizentiats-, Diplom- und Masterabschlüssen gegenüber sehen), ist ein Einstieg in den allgemeinen Arbeitsmarkt erst nach der Habilitation vor allem für Geistes- und Sozialwissenschaftler schwierig (zu hohes Alter, Überqualifikation). Die entscheidende Selektion (und damit auch die Weichenstellung für einen Berufsweg ausserhalb der Universität) sollte demnach gleich nach dem Doktorat stattfinden. Ein transparentes Auswahlverfahren sollte garantieren, dass nur die besten WissenschaftlerInnen diesen von einem harten Wettbewerb gezeichneten Qualifizierungsweg (im deutschsprachigen Raum verzeichnete die Habilitation in den letzten Jahren einen grossen Zuwachs) antreten. Dabei kann ein längerer Auslandsaufenthalt dazu dienen, sich auf die internationale Wettbewerbssituation einzustellen.

Eine weitere Problematik betrifft das wissenschaftliche Potential solcher Forscher und Lehrender, die zwar mit gutem Erfolg in die akademische Laufbahn eingestiegen sind und sich in Forschung und/oder Lehre bewährt haben, aber keine Professur errungen haben. Zwar gibt es immer noch unbezahlte PrivatdozentInnen mit einer ein- bis zweistündigen Lehrverpflichtung zur Erhaltung ihrer *Venia legendi* und der damit verbundenen Wählbarkeit für eine Professur. Man wird diesen Status aber nicht für die Lösung des Problems halten können, dass die Fähigkeiten von WissenschaftlerInnen, denen der Aufstieg in die Professur versagt geblieben ist, oft einfach weggeworfen werden. Man sollte zusätzlich bedenken, dass in vielen dieser Fälle der SNF und andere Institutionen der Forschungsförderung hunderttausende von Franken in diese Personen investiert haben. Der Verbleib solch qualifizierter Wissenschaftler in der Hochschule im Rahmen stabiler Beschäftigungsverhältnisse unterhalb der Professorenstufe ist deshalb wünschbar.

109 Stücheli, Peter, *„Kulturwissenschaften“ in der Schweiz? Erkundigungen zur Situation der Geisteswissenschaften und der Theologie im Jahr 2000*, Bern, 2000 (CEST 2000/1), 20.

110 Die Studie Lévy et al. hat für die 1990er Jahre ergeben, dass es damals de facto einen stabilisierten oberen Mittelbau an Schweizer Hochschulen gab. *La situation du corps intermédiaire dans les hautes écoles suisses*, étude mandatée par la Conférence Universitaire Suisse, le Fonds National de la Recherche Scientifique et le Conseil Suisse de la Science, Berne, 1997 (FS 14/1997). Neuere Angaben sind dazu nicht erhältlich.

Mögliche Massnahmen

Der Schweizerische Wissenschafts- und Technologierat hat deshalb das «Tenure Track»-Prinzip empfohlen. Er versteht darunter eine planbare Laufbahn mit mehreren, stufenweisen Selektionen, die für alle Beteiligten klar durchgebildet und mit nachvollziehbaren, transparent gehandhabten Kriterien angewendet werden.¹¹¹ Es sollte versucht werden, das Anliegen eines «Tenure Track» auch im Schweizerischen Universitätssystem zu realisieren: ein transparentes Auswahlverfahren, frühe unabhängige Forschung, Karriereplanung zu einem vernünftigen Zeitpunkt. Es sollte aber vermieden werden, dass zwei Klassen von Nachwuchsforschenden entstehen. Es ist ferner zu überlegen, ob nicht eine herausragende Dissertation oder andere Forschungsarbeiten als habilitationsäquivalent erklärt werden können.

Es wäre ein Missverständnis, anzunehmen, dass «Tenure Track» bedeutet, innerhalb derselben Universität aufgrund der Selektion durch weitgehend denselben Kreis von ProfessorInnen, vom MA auf lokalen Pfaden zum Ordinariat zu gelangen. Die Betonung liegt vielmehr auf dem Zurückdrängen von Willkür oder was als solche erscheinen mag, der Schaffung von Planungssicherheit, auf harter, überlokal-internationaler, fairer Selektion, Mobilität («Assistenzprofessuren werden nur in Ausnahmefällen an ehemalige Doktoranden oder Postdoktoranden des betroffenen Departements verliehen»)¹¹² und auf einem schliesslichen Commitment der Universität gegenüber einer Elite von Nachwuchskräften.

/101

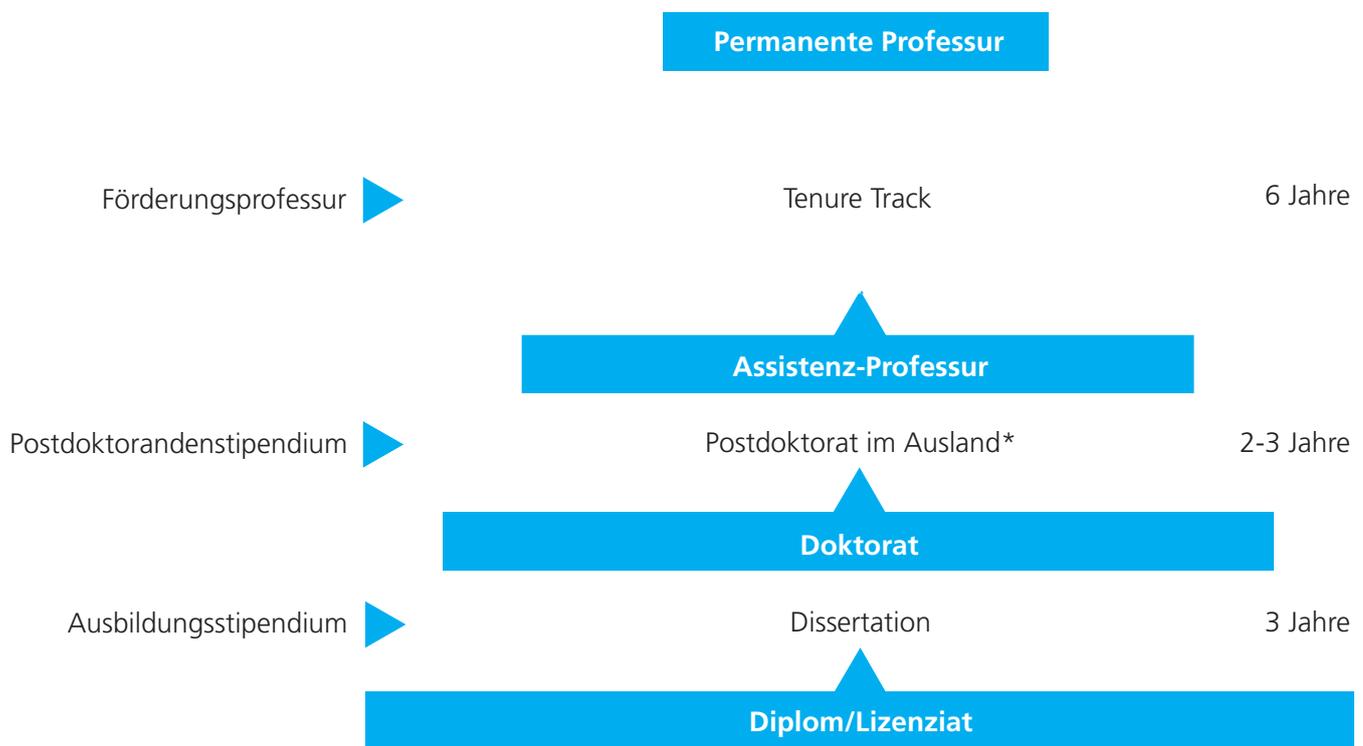


Abbildung aus: SWTR 2001/1, 7

111 Schweizerischer Wissenschafts- und Technologierat, *Förderung des akademischen Nachwuchses an Schweizer Hochschulen. Empfehlungen des Schweizerischen Wissenschafts- und Technologierates*, 2001

(SWTR Schrift 1/2001) http://www.swtr.ch/swtr_ger/pdf/Nachwuchs/Nachwuchsfoerderung.pdf.
112 SWTR Schrift 1/2001, *op.cit.*, 29.

Abhilfe sollte auch dagegen gefunden werden, dass im heutigen System in manchen Fällen die Kompetenz einer Person, die auf einer höheren Stufe der Laufbahn das Ziel «Professur» nicht erreicht, der Forschung und der Lehre gänzlich verloren geht. Dagegen sollten verschiedene Massnahmen erörtert werden, die insgesamt einen Beitrag zur Erhaltung oder Hebung der wissenschaftlichen Kapazität in den betreffenden Fächern leisten können.

Es wäre zu prüfen, ob nicht die Zahl der ordentlichen (vollen) Professuren verringert und dafür vermehrt höhere Mittelbaustellen geschaffen werden können in der Art von Oberassistenten, Maîtres d'enseignement et de recherche oder Lecturers. Diese Positionen könnten auch als 50%-Anstellungsverhältnisse gestaltet, müssten aber «tenured» sein. So könnten vermehrt begabte Forschende und Lehrende der Universität erhalten bleiben ohne Rücksicht auf ihr fortschreitendes Alter.

Es wäre ferner zu prüfen, wie erfolgreiche Forschende und Lehrende «à cheval» zwischen Berufswelt und Universität in Situationen gehalten werden könnten, die beiden Seiten, der Berufswelt und der akademischen Welt, Vorteile verschafften. Die in der Schweiz mit wenigen Ausnahmen (z.B. Archäologie, Archiv- und Bibliotheksberufe) beinahe unüberwindlichen Trennlinien zwischen Berufssituation und Universität sollten durchlässig werden – nicht wie es heute oft geschieht, um den Studierenden nur technische Fertigkeiten (Lesepaläographie z.B.) oder nur den Kontakt zur Berufswelt (JournalistInnen als Dozierende in Studiengängen für Medienwissenschaft) zu vermitteln, sondern ganz gezielt zur Nutzung des wissenschaftlichen Potentials der betreffenden Personen.

/102

Konkretisierungen

- / Die Universitäten respektieren das Prinzip des «Tenure Track» entsprechend den früheren Vorschlägen des Schweizerischen Wissenschafts- und Technologierats, um eine transparente Karriereplanung zu ermöglichen.
- / In diesem Zusammenhang implementieren die Universitäten die Standards der *European Charter for Researchers*.
- / Die Universitäten bauen den oberen Mittelbau aus.
- / Universitäten und Wirtschaft schaffen gemeinsam Situationen, die es fähigen WissenschaftlerInnen gestatten, forschend und lehrend zum Erfolg einer Universität beizutragen, ohne ihren ganzen Lebensunterhalt aus Forschungs-, respektive Hochschulmitteln bestreiten zu müssen.



Bibliographie

Benninghoff, Martin; Leresche, Jean-Philippe, *La recherche affaire d'Etat. Enjeux et luttes d'une politique fédérale des sciences*, Lausanne, 2003.

Bericht der eidgenössischen Expertenkommission für Fragen der Hochschulförderung, hrsg. Eidgenössisches Departement des Innern, Bern, 1964 (Bericht Labhardt).

Bologna Seminar on «Employability in the context of the Bologna process». General recommendations and conclusions, Bled/Slovenia, October 21 to 23, 2004.

Bologna Seminar on «Doctoral Programmes for the European Knowledge Society». Conclusions and Recommendations, Salzburg, February 3 to 5, 2005.

Bologna Working Group on Qualifications Frameworks, *A Framework for Qualifications of the European Higher Education Area*, Ministry of Science, Technology and Innovation, Copenhagen, 2005.

/105

Botschaft über die Förderung von Bildung, Forschung und Technologie in den Jahren 2000–2003 vom 25. November 1998 [zitiert Botschaft BFT 2000–2003].

Botschaft über die Förderung von Bildung, Forschung und Technologie in den Jahren 2004–2007 vom 29. November 2002 [zitiert Botschaft BFT 2004–2007].

Bundesamt für Statistik, Hochschulindikatoren, http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/bildung_und_wissenschaft/indicateurs/he/introduction.html; *Kennzahlen*, http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/bildung_und_wissenschaft/bildung/bildungsstufen/kennzahlen0/einleitung.html.

Bundesamt für Statistik, *Personal der Universitären Hochschulen 2003*, Neuchâtel, 2004.

Bundesamt für Statistik, *Soziale Lage der Studierenden in der Schweiz 2005. Erste Ergebnisse der Studierendenbefragung an den Hochschulen*, Neuchâtel, 2005.

Deutsche Forschungsgemeinschaft, *Entwicklung und Stand des Programms «Graduiertenkollegs»: Erhebung 2004*, Bonn, September 2004.

European Charter for Researchers and on a Code of Conduct for the Recruitment of Researchers, Commission Recommendation of March 11, 2005 (2005/251/EC).

Farago, Peter, et al., *Maison des sciences sociales – Forschungszentrum Sozialwissenschaften ForS. Ein Projekt der Schweizerischen Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften SAGW*, Arbeitsgruppe SAGW «ForS», Mai 2005.

Fleury, Antoine; Joye, Frédéric, *Die Anfänge der Forschungspolitik in der Schweiz. Gründungsgeschichte des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung 1934–1952*, Baden, 2002.

- Förderung der Geistes- und Sozialwissenschaften, Schlussbericht der von der Gruppe Wissenschaft und Forschung eingesetzten Arbeitsgruppe, Bundesamt für Bildung und Wissenschaft, Bern, 2002 (BBW 2002/2d).*
- Gysin, Nicole et al., *Evaluation der Kommunikations- und Medienwissenschaft in der Schweiz, Selbstevaluationsbericht*, Schweizerische Gesellschaft für Kommunikations- und Medienwissenschaft, März 2004.
- Herzog, Walter et al., *Berufswahlprozess bei Jugendlichen. Schlussbericht zuhanden des Schweizerischen Nationalfonds*, hrsg. Universität Bern, Institut für Pädagogik und Schulpädagogik, Bern, 2004.
- Hochschulgeschichte Berns 1528–1984*, hrsg. im Auftrag des Regierungsrates des Kantons Bern von der Kommission für bernische Hochschulgeschichte, Bern, 1984.
- Kohler, Jürgen, *The Bologna Process and Employability: The Impact of Employability on Curricular Development. A Key Objective of Academic Studies and for Academic Institutions*, Bologna Seminar on Employability, October 21 to 23, 2004.
- Kultusministerkonferenz, *Ländergemeinsame Strukturvorgaben gemäss §9 Abs. 2 HRG für die Akkreditierung von Bachelor- und Masterstudiengängen*. Beschluss der Kultusministerkonferenz vom 10.10 2003 i. d. F. vom 22. 9. 2005.
- Kupfer, Antonia; Moes, Johannes, *Promovieren in Europa. Ein internationaler Vergleich von Promotionsbedingungen*, 2. überarb. Aufl., Frankfurt/Main 2004.
- Lepori, Benedetto; Perret, Jean-François, «Les dynamiques institutionnelles et les choix des responsables de projets du Campus Virtuel Suisse», *Revue des sciences de l'éducation*, Fribourg, Année 26 (2004), 205–227.
- Lettre ouverte sur la situation de la relève en Faculté des Lettres* von Westschweizer maîtres-assistants, 20. Juni 2003.
- Lévy, René, et al., *La situation du corps intermédiaire dans les hautes écoles suisses*, étude mandatée par la Conférence Universitaire Suisse, le Fonds National de la Recherche Scientifique et le Conseil Suisse de la Science, Berne, 1997 (FS 14/1997).
- Messer, Dolores; Wolter, Stephan, *Are Student Exchange Programs Worth It?*, Forschungsinstitut zur Zukunft der Arbeit IZA, Discussion Paper 1656, Juli 2005.
- Meyer, Thomas, et al., *Hochschule – Studium – Studienabbruch. Synthesebericht zum Forschungsprojekt «Studienabbruch im Spiegel von Funktionslogiken»*, NFP 33, Chur/Zürich, 1999.
- Notter, Philipp; Arnold, Claudia, *Le passage aux études supérieures. Rapport relatif à un projet de la Conférence des directeurs des Gymnases suisses (CDGS) et de la Conférence des recteurs des universités suisses (CRUS)*, Office fédéral de l'éducation et de la science, Berne (OFES 2003/5f).

- OECD, *Examen der nationalen Bildungspolitiken. Die tertiäre Bildung in der Schweiz*, Paris, 2003.
- OECD, Working Party of National Experts on Science and Technology Indicators, *Developing an Integrated Information System on the Career Paths and Mobility Flows of Researchers. Workshop on user needs for indicators on careers of doctorate holders*, Paris La Défense, 27 September 2004.
- OECD, *Education at a Glance – OECD Indicators 2005*, Paris, 2005.
- OECD, *E-learning in Tertiary Education: Where do we stand*, Centre for Educational Research and Innovation, Paris, 2005.
- Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten, *Empfehlungen der CRUS für die koordinierte Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses*, 16. Juni 2004.
- Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten, *Universitätslandschaft Schweiz: Strategie 2005–2015*, 17. September 2004. /107
- Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten, *Premier rapport sur l'utilisation des subventions fédérales de base pour l'amélioration des conditions d'encadrement dans les sciences humaines et sociales*, 27 mai 2005.
- Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten, *Regelungen der CRUS zur Festlegung der Studienrichtung sowie für die Zuordnung der Bachelorstudiengänge*, 11. November 2005.
- Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten, Österreichische Rektorenkonferenz, [Deutsche] Hochschulrektorenkonferenz, *Zur Zukunft der Promotion in Europa. Gemeinsame Erklärung der CRUS, der ÖRK und der HRK*, Bonn, 27. März 2004.
- Représentants des sociétés suisses de psychologie, recherche en éducation, sciences politiques, *Enquête sur la situation de la recherche en sciences sociales en Suisse. Evaluation de la situation et propositions*, CSS, Berne (FOP 6/1992).
- Revitalizing Swiss Social Science. Evaluation Report*. Report to the Swiss Science Council by the International Panel of Experts looking into the situation of the social sciences in Switzerland, SSC, Berne (FOP 13/1993).
- Schiewer, Hans-Jochen, *Graduiertenschule in der Diskussion. Das Freiburger Modell*, Mitteilungen des Deutschen Germanistenverbundes «Germanistische Mediävistik und Bologna-Prozess» 52, H. 1, 132–149.
- Schweizerische Akademie für Geistes- und Sozialwissenschaften und Schweizerische Gesellschaft für Geschichte, *Infoclio. Machbarkeitsstudie*, 4. Oktober 2005.

Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für akademische Berufs- und Studienberatung (Hrsg.). *Die erste Stelle nach dem Studium*, Aarau, 2003 (Sozialwissenschaften Heft 1, Geisteswissenschaften Heft 2).

Schweizerische Gesellschaft für Geschichte (SGG), *Inter- und transdisziplinäre Forschergruppen*, [Manuskript].

Schweizerische Universitätskonferenz, *Richtlinien für die koordinierte Erneuerung der Lehre an den universitären Hochschulen der Schweiz im Rahmen des Bologna-Prozesses (Bolognarichtlinien)* vom 4. Dezember 2003.

Schweizerische Universitätskonferenz, *SUK Info 1/2005*, Bern, 2005.

Schweizerische Universitätskonferenz und Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten (Hrsg.), *Bundesprogramm Swiss Virtual Campus (SVC). Impulsprogramm 2000–2003. Teil I: Schlussbericht Programmevaluation; Teil II: Interimsbericht*, Bern/Zürich, 2004.

/108

Schweizerischer Wissenschaftsrat, *Evaluation de la recherche en sciences humaines en Suisse. La recherche suisse en sciences humaines: Qualités, contraintes et perspectives d'avenir. Rapport rédigé par la commission internationale d'experts*, Berne, 1997 (FOP 41/1997).

Schweizerischer Wissenschaftsrat, *Evaluation der geisteswissenschaftlichen Forschung in der Schweiz: Zusammenfassender Bericht der Schlusskonferenz vom 15. Februar 1997 in Bern*, Bern, 1997 (FOP 42/1997).

Schweizerischer Wissenschaftsrat, *Evaluation der geisteswissenschaftlichen Forschung in der Schweiz. Schlussbericht: Ergebnisse und Empfehlungen des Schweizerischen Wissenschaftsrates*, Bern, 1998 (FOP 50/1998 und Kurzfassung, FOP 53/1998).

Schweizerischer Wissenschafts- und Technologierat, *Förderung des akademischen Nachwuchses an Schweizer Hochschulen. Empfehlungen des Schweizerischen Wissenschafts- und Technologierates*, Bern, 2001 (SWTR Schrift 1/2001).

Schweizerischer Wissenschafts- und Technologierat, *Evaluation der Kommunikations- und Medienwissenschaften in der Schweiz. Expertenbericht und Stellungnahme des SWTR*, November 2004.

Spiess, Claudia, *Studienfachwechsel. Ausmass, Bedingungen und Folgen*, Chur/Zürich, 1997.

[Deutsches] Statistisches Bundesamt, *Personal an Hochschulen 2004*, Fachserie 11 Reihe 4.4, Wiesbaden, 2005.

Stücheli, Peter, *«Kulturwissenschaften» in der Schweiz? Erkundigungen zur Situation der Geisteswissenschaften und der Theologie im Jahr 2000*, Bern, 2000 (CEST 2000/1).

Welche Qualität in den Sozialwissenschaften? Tagung des Wissenschafts-
politischen Rates für die Sozialwissenschaften, des Schwerpunktprogramms
«Zukunft Schweiz», der Schweizerischen Evaluationsgesellschaft SEVAL und
der SAGW, SAGW, Bern, 2001.

[Deutscher] Wissenschaftsrat, *Empfehlungen zur Doktorandenausbildung*,
Saarbrücken, 15. November 2002.

[Deutscher] Wissenschaftsrat, *Empfehlungen zur Entwicklung und Förderung der
Geisteswissenschaften in Deutschland*, Berlin, 27. Januar 2006.

Zentrum für Wissenschafts- und Technologiestudien, *Evaluation des
Schweizerischen Sozialarchivs*, Bern, 2003 (CEST 2003/5).

Zentrum für Wissenschafts- und Technologiestudien, *Untersuchung über die
schweizerische Theatersammlung*, Bern, 2005 (CEST 2005/2).

Ziele der Forschungspolitik des Bundes nach dem Jahr 2000 vom 22. Oktober
1997 (Bundesblatt 1997, Bd. 4, Heft 50, 1537–1561, Geschäft Nr. 97.079).



Abkürzungen

A&HCI	Arts & Humanities Citation Index
ACAP	Academic and Career Advisory Program
AGAB	Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für akademische Berufs- und Studienberatung
BA	Bachelor
BBW	Bundesamt für Bildung und Wissenschaft
BfS	Bundesamt für Statistik
BFT	Bildung, Forschung, Technologie
CEST	Zentrum für Wissenschafts- und Technologiestudien
CRUS	Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten
CUS	Schweizerische Universitätskonferenz
CUSO	Conférence universitaire de suisse occidentale
ForS	Forschungszentrum Sozialwissenschaften
GWf	Gruppe für Wissenschaft und Forschung
HRK	[Deutsche] Hochschulrektorenkonferenz
KTI	Kommission für Technologie und Innovation
MA	Master
NFP	Nationale Forschungsprogramme
NFS	Nationale Forschungsschwerpunkte
OECD	Organisation for Economic Co-operation and Development
ÖRK	Österreichische Rektorenkonferenz
SAGW	Schweizerische Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften
SBF	Staatssekretariat für Bildung und Forschung
SELECTS	Swiss Electoral Studies
SGG	Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
SHP	Schweizer Haushalts-Panel
SIDOS	Schweizerischer Informations- und Datenarchivdienst für die Sozialwissenschaften
SNF	Schweizerischer Nationalfonds
SPP	Schwerpunktprogramme
SSCI	Social Sciences Citation Index
SWR	Schweizerischer Wissenschaftsrat
SWTR	Schweizerischer Wissenschafts- und Technologierat
UFG	Universitätsförderungsgesetz
UH	Universitäre Hochschule(n)
VZÄ	Vollzeit-Äquivalent(e)



Schweizerischer Wissenschafts- und Technologierat

Der Schweizerische Wissenschafts- und Technologierat SWTR ist das Konsultativorgan des Bundesrates in allen Fragen der Wissenschaftspolitik. Als Sprachrohr der Wissenschaft erarbeitet der SWTR Grundlagen und Empfehlungen für eine zukunftsweisende und kohärente Politik für die Bereiche Bildung, Forschung und Innovation.

In Zusammenarbeit mit den zwei angegliederten Studienzentren CEST und TA-SWISS erarbeitet und überprüft der SWTR die Grundlagen für eine gesamtschweizerische Wissenschaftspolitik.

Conseil Suisse de la Science et de la Technologie

Le Conseil Suisse de la Science et de la Technologie (CSST) est l'organe consultatif du Conseil fédéral sur toutes les questions touchant à la politique de la science. Porte-voix de la science, il prépare des analyses de fond et des recommandations visant à rendre cohérente et porteuse la politique adoptée en matière de formation, de recherche et d'innovation.

Avec ses deux centres associés, le CEST et TA-SWISS, il prépare et examine les bases de la politique nationale de la science.

Swiss Science and Technology Council

The Swiss Science and Technology Council, SSTC, is the advisory body of the Federal Council, or government, in all matters relating to science policy. As a spokesman for the scientific community, the SSTC formulates general concepts and makes recommendations for a coherent and forward-looking policy in the fields of education, research and innovation.

Working with the two associated study centres, CEST and TA-SWISS, the SSTC develops and reviews the fundamentals for an over-all Swiss science policy.

Impressum

Edition

SWTR

Inselgasse 1

3003 Bern

Schweiz

Tel. 041 31 3230048

Fax 041 31 3239547

swtr@swtr.admin.ch

www.swtr.ch

ISBN

ISBN-10: 3-9523143-3-1

ISBN-13: 978-3-9523143-3-3

